

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13769 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

VENDREDI 5 MAI 1989

Après la visite de M. Yasser Arafat à Paris

M. Roland Dumas va expliquer en Israël la politique de la France

Missions accomplies

Double mission accomplie pour Yasser Arafat et François Mitterrand. Les deux hommes ont, en effet, tout lieu de se féliciter du déroulement sans accroc d'une visite espérée par les uns, décriée par les autres, mais qui a tenu au bout du compte une bonne partie de ses promesses. De la présentation parisienne du chef de l'OLP, on retiendra sans doute un mot - « caduc » - dont la fortune est assurée pour longtemps, mais aussi une ambiance, faite de sobriété protocolaire et de bonne humeur, et surtout une nouvelle « percée » diplomatique.

Visiblement heureux d'être à Paris, M. Arafat a soigné son image d'intervenant avant et pendant son séjour, arborant en toute circonstance un large et chaleureux sourire, multipliant les appels à la paix, le dirigeant palestinien s'est employé avec quelque succès à faire oublier sa réputation passée - et moins glorieuse - de promoteur du terrorisme encore largement répandu dans une partie de l'opinion occidentale. Il fut plus mesuré lorsqu'il eut à rendre plusieurs hommages appuyés aux victimes du génocide nazi, à enchaîner aussitôt en évoquant le « nouvel holocauste » qui « sévit » au Liban, et à conclure par une déclaration d'optimisme sur la situation au Liban.

Ses deux missions, le dossier proche-orient, la France s'estime satisfaite. Elle attendait du numéro un palestinien qu'il confirmerait clairement à Paris l'irréversibilité de l'engagement à « acquiescer à l'OLP » et à procéder à ces derniers mois. Plaçant M. Arafat devant l'une de ses contradictions majeures, celle qui oppose la charte palestinienne au programme d'Alger, le chef de l'Etat l'a invité à « mettre les choses au net ». D'où le désormais célèbre « caduc », qui a suscité d'immédiates réactions favorables, avec quelques nuances. Pour l'Elysée, le constat de décès de la charte dressée par M. Arafat est un bon « début » ; pour M. Rocard, c'est une « clarification positive », et pour M. Dumas, plus généreux, ces orientations nouvelles sont « sans ambiguïté ».

Aux yeux de Paris, donc, assés doute : le chef de l'OLP a réussi son « test » parisien. Pourtant, si l'on comprend le souci de la France d'encourager encore et encore M. Arafat - en le présentant au mot - à poursuivre dans la voie de la modération et du dialogue, il ne serait pas pour autant judicieux de considérer dès maintenant que l'OLP tout entier est définitivement converti à l'idée d'une coexistence future entre Israël et un Etat palestinien. Les mises en garde venues ces jours-ci des « radicaux » palestiniens reprochant à M. Arafat d'avoir enterré la charte, texte sacré à leurs yeux, rappellent, si besoin est, qu'une minorité agissante, aux marges de l'OLP, n'a toujours pas renoncé à l'idée d'ériger, sur les débris de l'Etat juif, une Palestine « laïque et démocratique ». Les attentats au Liban sud contre deux collaborateurs de M. Arafat rassemblent à des avertissements qui rappellent à ce dernier à quel point il a tort de brûler ses vaisseaux. Mais toutes ces menaces, pour l'instant, servent plutôt le chef de l'OLP, en renforçant, par contraste, sa nouvelle image d'homme d'Etat responsable et modéré.

Au terme d'une visite officielle de deux jours en France, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a quitté jeudi 4 mai Paris à destination de Tunis.

Auparavant, M. Roland Dumas, le ministre français des affaires étrangères, avait annoncé à Europe 1 qu'il comptait se rendre « bientôt » en Israël pour y parler du processus de paix au Proche-Orient. Il a par ailleurs qualifié de « moribonde » la charte de l'OLP à laquelle, selon lui, M. Arafat a « porté un coup fatal ».

Les trois interlocuteurs de M. Arafat - le président Mitterrand, M. Michel Rocard et M. Roland Dumas - ont salué la prise de position du chef de l'OLP, qui a été fraîchement accueillie en Israël et critiquée par les « durs » palestiniens, dont M. Georges Habbache, chef du FPLP, alors que les Etats-Unis la jugeaient comme étant un « pas dans la bonne direction ».

M. Mitterrand - a constaté un début de manifestation de la mise au net - qu'il avait souhaitée, mardi, en vue de lever la « contradiction » existant entre la charte de l'OLP et le programme politique adopté en novembre dernier par la « centrale » palestinienne à Alger, a indiqué le porte-parole du gouvernement, M. Louis Le Pen. Dans un communiqué publié mercredi à l'issue de son entretien avec le chef de l'OLP, M. Michel Rocard a déclaré qu'il « appréciait la portée des propos » tenus par M. Yasser Arafat sur la charte de l'OLP, et

que cette déclaration constituait « une clarification positive qui va dans le sens de la paix ».

Enfin, le ministre des affaires étrangères a pris acte devant l'Assemblée nationale des « orientations nouvelles » de l'OLP. De retour de Marbella, le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a estimé mercredi que la déclaration de M. Arafat était « caduque » la charte de l'OLP constituait « un pas en avant par rapport à des choses qui avaient été dites ».

Pour sa part, M. Arafat a affirmé mercredi à des parlementaires français que M. Mitterrand lui avait dit que l'OLP avait « fait 90 % du chemin » pour aboutir à « des négociations de paix ». « Il ne me reste que la feuille de vigne. Faut-il que je termine le strip-tease ? », a lancé M. Arafat à ses hôtes.

(Lire la suite et nos informations page 3.)

Un attentat des indépendantistes extrémistes

Jean-Marie Tjibaou a été assassiné

M. Jean-Marie Tjibaou, président du Front de libération nationale kanake et socialiste (FLNKS) de Nouvelle-Calédonie, a été assassiné jeudi 4 mai sur l'île d'Ouvéa. L'un des principaux dirigeants du FLNKS, M. Yeiwené Yeiwené a été grièvement blessé au cours du même attentat. Selon les premières informations disponibles jeudi en début d'après-midi les auteurs présumés de l'assassinat seraient des indépendantistes extrémistes membres du FULK.



Manifestation à Pékin

(Lire nos informations page 4.)

Le conflit cambodgien

Progrès dans les négociations entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen

PAGE 4

Une concession du général Aoun

Les chrétiens libanais ont levé le blocus des ports

PAGE 4

La mort du cheikh Abbas

Le recteur de la Mosquée de Paris, un homme de conciliation

PAGE 20

Acquittement à Aix-en-Provence

Le père qui avait tué son nouveau-né mongolien a bénéficié de la compassion des jurés

PAGE 8

Le sommaire complet se trouve en page 20

« La vérité est l'arme la plus puissante du monde »

Mgr Lustiger chez les catholiques soviétiques

Avant d'arriver à Moscou, vendredi 5 mai, à l'invitation de l'Eglise russe orthodoxe, le cardinal Lustiger a rendu visite, de mardi à jeudi, aux catholiques des pays baltes, en Lettonie (25 % de la population, soit 500 000 fidèles) et en Lituanie (85 %, soit 2 500 000). Il a célébré, jeudi, l'Ascension à Kaunas, deuxième ville de Lituanie.

VILNIUS (Lituanie) de notre envoyé spécial

Les enfants en costume lituanien jettent des tulipes rouges comme sa soutane aux pieds du cardinal. La cathédrale Saint-Stanislas de Vilnius est comme flamboyante neuve. Les murs ont été repeints, les bancs de bois cirés.

A la vérité, ce n'est pas pour l'homme étranger dont l'accueil, dans une ville en plein bouleversement politique, est resté fort discret. Fermée au culte depuis 1947, transformée en galerie de peinture ou en salle de concert, la cathédrale a été rendue aux autorités catholiques en février dernier, en même temps que l'église Saint-Casimir, ancien musée de l'athéisme.

Vilnius, c'est la ville aux quarante clochers, orthodoxe et surtout catholique. La Lituanie est le dernier pays d'Europe à avoir été christianisé (au quatorzième siècle), mais comme en Pologne, à laquelle le destin l'a si souvent confondue, pour le meilleur et pour le pire, les catholiques à tous les âges ont un ferment d'unité nationale.

La messe, présidée par le cardinal Lustiger devant deux mille

fidèles, s'est terminée par l'hymne lituanien. Les couleurs jaunes-vertes flottent dans les églises, comme dans la ville. Les prêtres et les laïcs sont très liés au Sajaùs, le mouvement pour une Lituanie libre et indépendante, qui vient d'écraser les candidats communistes lors des dernières élections du Congrès des députés du peuple.

Dans une homélie plutôt engagée, l'archevêque de Paris n'a pas craint de donner un coup de pouce à ces sentiments nationaux. « Il faut résister au mensonge, a-t-il affirmé. C'est la vérité qui rend libre. Soyons des hommes de vérité, car c'est l'arme la plus puissante du monde ».

HENRI TINGO. (Lire la suite page 8.)

L'avenir des chaînes publiques

Les socialistes contre le projet Tasca

Le bureau du groupe socialiste de l'Assemblée nationale a rejeté, mercredi 3 mai, l'idée avancée par Mme Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication, d'une présidence commune pour A 2 et FR 3. Les députés PS craignent que, à terme, cette union de présidence ne débouche sur une fusion des deux chaînes publiques. Ils redoutent aussi un affaiblissement de FR 3 au profit d'A 2. L'Assemblée nationale doit débattre, mardi 9 mai, des orientations du gouvernement sur l'avenir de l'audiovisuel public.

Page 14

Le Monde

DES LIVRES

L'œuvre de lumière de Primo Levi ■ Richard Ford et le retour d'Hemingway ■ Emily Dickinson, la recluse, et Wallace Stevens, l'indigène ■ La chronique de Nicole Zand ■ Eudora Welty et Willa Cather, deux pionnières d'Amérique ■ Zoe Oldenbourg entre le canchamar et l'humour ■ Jules Renard sous la statue de Claude Tillier ■ La vie du langage ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech ■ Part de la nouvelle.

Pages 9 à 13

La multiplication des violences contre les enseignants

Maîtres à hauts risques

L'instituteur de Déols (Indre), agressé par un parent d'élève irascible, est toujours dans le coma. Ce drame attire à nouveau l'attention sur les violences dont peuvent être victimes les enseignants. Des incidents nombreux (mille cinq cents plaintes en 1988), qui montrent la difficulté de ce métier lorsque l'école est confrontée à des situations sociales et culturelles défavorables.

Les enseignants devraient-ils venir aux cours accompagnés d'un garde du corps ? L'opinion publique s'est indignée, ces derniers mois, des agressions dont ont été victimes des professeurs à l'intérieur des établissements scolaires. La Fédération des enseignants - Union solidariste universitaire (FA-USU), une

mutuelle destinée à couvrir les « risques du métier », a fait état, lors de son dernier congrès, de chiffres alarmants. Les cas de violence physique, de loin les plus spectaculaires, en cachent d'autres, plus difficiles à appréhender, mais tout aussi pénibles. Bien qu'ils ne concernent qu'une minorité d'enseignants, les problèmes d'agressions physiques ou morales sont préoccupants, car ils reflètent les tensions existant au sein de certains établissements.

La FA-USU qui revendique 625 000 adhérents, affirme avoir reçu, pour la seule année 1987-1988, environ 1 500 plaintes d'enseignants agressés dans l'exercice de leurs fonctions. Un tiers de ces incidents, d'importance variable, ont été portés devant les tribunaux, les autres trouvant une solution à l'amiable avec l'aide de la mutuelle. Ces

chiffres, impressionnants si l'on songe à l'autorité qu'incarne traditionnellement le professeur, recouvrent des réalités diverses.

Toutes les agressions ne sont, bien sûr, pas aussi graves que celle qui s'est soldée, en 1983, par la mort du proviseur du lycée Jean-Bart de Grenoble, poignardé par un élève de dix-sept ans qui n'avait pas supporté d'être renvoyé de l'établissement. Ce genre d'affaire demeure, heureusement, exceptionnel et il serait exagéré de comparer les lycées et les collèges à des coupe-gorge. « Le nombre de cas n'a pas augmenté de façon significative au cours des dernières années, mais leur gravité s'est renforcée », observe M. Gilbert Galiano, secrétaire général de la FA-USU.

RAPHAËLE RÉROLLE. (Lire la suite et le reportage d'ANNE CHEMIN dans l'Indre page 8.)

Je me suis beaucoup déplacée. Ma longue vie, telle la Gaule de Jules César (...), est divisée en trois parties. J'ai passé un peu plus de vingt ans dans un pays qui, en ce temps-là, s'appelait « la Russie » ; environ vingt-cinq ans dans un autre qui continue de s'appeler « la France », et, pour finir, une quarantaine d'années dans un troisième : « les Etats-Unis ».

NINA BERBEROVA

C'est moi qui souligne

AUTOGRAPHES TRADUITS PAR ANNE ET RENÉ MISSLIN

UNE ŒUVRE SUPRÊME DÉCOUVERTE AVEC 50 ANNÉES DE RETARD

ACTES PRES SUD

M 0147-0505-4,50 F



TERRITOIRE

Des régions à la carte

par OLIVIER GUICHARD (*)

MES fonctions antérieures, comme délégué puis ministre de l'aménagement du territoire ou comme responsable en 1976 d'un rapport « Vivre ensemble » sur les collectivités locales (départements et communes) et en 1986 du rapport sur l'aménagement du territoire, m'ont amené à entendre de nombreuses propositions sur la taille des régions. J'ajouterai que, président d'un conseil régional depuis sa création, j'ai souvent entendu défendre des projets d'élargissement des régions par des hommes politiques qui préféraient évoquer des perspectives incertaines plutôt que de chercher des solutions pratiques aux difficultés qui naissent de la superposition actuelle des collectivités locales.

Mais deux prises de position récentes d'hommes qui ont ou ont eu des responsabilités politiques nationales importantes m'inspirent quelques observations sur ce sujet.

A la baisse ?

Raymond Barre a indiqué sa préférence pour de plus grandes régions et Pierre Mauroy en a suggéré l'étude dans le manifeste municipal du Parti socialiste. La proposition du second a sans doute des motivations politiques qu'on ne trouverait pas chez le premier. Mais, après tout, nous les laisserons de côté ; il est normal qu'un chef de parti souhaite modifier une structure dans laquelle ses camarades n'ont pas eu l'occasion de s'épanouir.

Le problème de la dimension des régions a été posé, avant même que ne soient créées en 1954 les circonscriptions d'action régionale, par Michel Debré dans sa proposition de découpage de la France en quarante-cinq départements-régions. C'était une solution probablement satisfaisante vis-à-vis des possibilités de décentralisation des pouvoirs de l'Etat vers les collectivités locales. D'autre part, elle arrivait à une date où les changements profonds qui avaient suivi la Libération la rendaient politiquement supportable. Toute opération consistant à supprimer la moitié des chefs-lieux de département — et c'est presque aussi vrai pour les capitales de région — risque d'ouvrir une crise politique telle qu'un gouvernement quel qu'il soit hésiterait à l'affronter.

Mais il faut reconnaître que faciliter la décentralisation n'était pas le souci principal de Michel Debré et que la dimension européenne n'était pas à l'ordre du jour. Pour cette seconde raison son projet ne devrait pas trouver aujourd'hui beaucoup de défenseurs.

Est-ce une raison pour revoir à la baisse le nombre des régions françaises ? C'est-à-dire agrandir les régions au lieu d'agrandir les départements ?

Ce qui est important, c'est que les deux propositions viennent au même moment. Je ne sais pas quelle sera leur suite, mais s'il devait y en avoir une il ne faudrait pas, avant même

de choisir une procédure, perdre de vue trois considérations à la fois simples et difficiles à contester.

En matière d'organisation régionale il est vain de chercher l'homogénéité à tout prix. Il n'y a pas d'homogénéité dans le cadre de l'Europe des Douze ; les structures sont différentes dans chaque pays et dans chaque pays chaque région n'est pas traitée de la même manière que les autres, que ce soit sur le plan des compétences ou des ressources financières.

Et du reste où serait le profit pour notre pays d'avoir des régions qui veuillent s'aligner en nombre d'habitants avec « Rhein-Westphalie » alors qu'elles n'ont pas les mêmes structures économiques ? Ni entre elles ni avec la plus peuplée des régions allemandes.

Il n'est pas indispensable que toutes les régions françaises aient à peu près la même superficie ou le même nombre d'habitants. Dans cette affaire il faut tenir compte, bien sûr, de l'histoire et de la géographie mais aussi du rayonnement des pôles de développement de qualité internationale.

Sentiment d'appartenance

Quels que soient les critères choisis pour un découpage de la France en régions, celui-ci est relativement facile à la périphérie de notre territoire. Dès qu'on se rapproche de Paris, l'affaire se complique, tant est étendue l'attraction de la capitale. C'est le débat que j'ai eu en 1964 avec Paul Delouvrier quand il a fallu choisir entre la création de villes nouvelles et le renforcement rapide des moyens de liaison avec les villes satellites de la grande couronne parisienne. Avant tout nouveau découpage il faudra décider de la taille de la région parisienne, au sens économique du terme. Tout le reste en découle.

Dernière considération : le système actuel de la loi de 1982 n'est pas transposable à des régions plus étendues ; ni dans ses structures politiques ni dans la répartition des compétences. Si on redécoupe il faut donc le changer.

Il faut aussi évoquer les conditions de ce changement. Si je prends l'exemple de ce qu'on appelle le grand Ouest, une région de treize départements (Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes) ne peut pas être considérée comme une collectivité locale au sens des lois de 1871, 1884 et 1982. Communes et départements traitent des problèmes de plus en plus grande proximité. On ne pourrait pas dire cela d'une grande région.

Ce ne serait pas vrai sur le plan des élus. L'élection des conseillers régionaux au suffrage universel à la proportionnelle sur des listes départi-

(*) Ancien ministre.

CONSEILS

Tocqueville et Gorbatchev

ON ne louera jamais assez, après Raymond Aron et combien d'autres, la clarté d'analyse, la pénétration de jugement, l'art de prédire dont ne cessa de faire preuve Tocqueville, qu'il s'agisse de l'évolution de la politique, des idées et des mœurs en Amérique, en France, ou ailleurs de par le monde.

Le Bicentenaire de 1789 invite ces temps-ci à ouvrir son livre sur l'Ancien Régime et la Révolution, le maître du Kremlin ferait bien de déchiffrer mot après mot une page quasi oraculaire à laquelle les difficultés rencontrées en ce moment même par la nouvelle politique soviétique confèrent un brûlant regain d'actualité : « Ce n'est pas toujours en allant de mal en pis que l'on tombe en révolution. Il arrive le plus souvent qu'un peuple qui avait supporté sans se plaindre, et comme s'il ne se sentait pas, les lois les plus accablantes, les rajoute violemment dès que le poids s'en allège. Le régime qu'une révolution détruit vaut presque toujours mieux que celui

qui l'avait immédiatement précédé, et l'expérience apprend que le moment le plus dangereux pour un mauvais gouvernement est d'ordinaire celui où il commence à se réformer. Il n'y a qu'un grand génie qui puisse sauver un prince qui entreprend de soulager ses sujets après une oppression longue. Le mal qu'on souffrait patiemment comme inévitable semble insupportable dès qu'on conçoit l'idée de s'y soustraire. Tout ce qu'on dit alors des abus semble mieux découvrir ce qui en reste et en rend le sentiment plus cuisant : le mal est devenu moindre, il est vrai, mais la sensibilité est plus vive... » (1)

Puisse M. Gorbatchev posséder assez de ce « grand génie » dont parle Tocqueville pour épargner à sa perestroïka les mortels dangers que l'expose un inévitable mélange d'audaces réformatrices et de réflexes conservateurs !

GÉRALD ANTOINE.

(1) L'Ancien Régime et la Révolution. Livre III, chapitre IV.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1983)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Woutts.

Rédacteur en chef :

Daniel Verzet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71

Tél : MONDIPUB 286 136 7

Impression :

7, rue des Italiens

PARIS-IX

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles,

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2637

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 42-47-98-61

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF

FRANCE

BENELUX

SUISSE

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

365 F

728 F

1 630 F

1 380 F

399 F

762 F

1 089 F

1 380 F

504 F

972 F

1 484 F

1 800 F

700 F

1 480 F

2 048 F

2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer CE BULLETIN accompagné de votre

remise à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

Tél : 05-64-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à for-

muler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF

FRANCE

BENELUX

SUISSE

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

365 F

728 F

1 630 F

1 380 F

399 F

762 F

1 089 F

1 380 F

504 F

972 F

1 484 F

1 800 F

700 F

1 480 F

2 048 F

2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer CE BULLETIN accompagné de votre

remise à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

Tél : 05-64-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à for-

muler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

SOCIÉTÉ

Violences à enfants

par PHILIPPE CHAILLOU (*) et PASCAL VIVET (**)

LES violences à enfants sont sur le devant de la scène. Ne le regrettons pas. Ce thème a trop longtemps bénéficié d'un silence complaisant. Gardons-nous cependant de trop passionner le débat. Sinon nous n'aboutirons qu'à faire désigner des boucs émissaires, ce qui aura pour seul effet de nous éviter la confrontation avec ce difficile problème.

Aujourd'hui, le temps est peut-être venu de nous rassembler autour de quelques objectifs simples. Même si un seul cas est insupportable, la première tâche sociale consiste, quand même, à évaluer l'ampleur du phénomène. Or, à ce jour, nous n'avons pas de chiffres sûrs mais uniquement des estimations.

« 50 000 enfants maltraités par an » : cette affirmation est le résultat d'une projection réalisée à partir de deux départements seulement, et pour les seuls enfants de la naissance à six ans.

« 80 000 enfants en danger par an » : c'est le nombre d'enfants qui, au titre de la protection, passent par le cabinet d'un juge pour des raisons bien souvent fort éloignées de la maltraitance.

La nombre de condamnations pénales (500 à 800 devant le tribunal correctionnel, une dizaine devant les cours d'assises) ne rend pas plus compte de la réalité. Comme pour la délinquance, il y a un chiffre noir.

La deuxième tâche est d'essayer de s'entendre sur les mots. Parle-t-on, en effet, de la même chose à propos d'une fessée trop appuyée ou d'un enfant martyrisé ? Sans banaliser les violences que le code pénal de 1958 définit, il est bien évident que les solutions ne seront pas les mêmes dans les deux cas.

Nous devons faire un effort de définition qui seul permettra d'éviter les amalgames et les méprises.

La troisième tâche est d'informer les enfants. En effet, même lorsqu'il est battu ou victime d'un abus sexuel, un enfant a tendance à croire que tout ce qui se passe est normal. À une époque où on parle beaucoup des droits de l'enfant, les enfants doivent savoir, dès leur plus jeune âge, que les droits des adultes sur leur corps sont limités. L'école doit avoir sur ce point un rôle privilégié.

Ces préalables posés, il est plus facile d'aborder le cœur du

débat. Dans la double protection administrative et judiciaire dont bénéficie l'enfant et que l'on retrouve dans tous les pays d'Europe, quel est le rôle de chacun ?

Les violences familiales apparaissent le plus souvent dans des familles en difficulté, confrontées à des problèmes de logement, de couple, au chômage, à l'isolement social, à l'alcoolisme, etc. Dans ces cas-là, le rôle de la société est d'apporter une aide à ces familles. C'est la mission des services sociaux et de la protection administrative. Il s'agit d'un travail difficile. Pris dans une relation avec une famille, les hommes et les femmes de terrain ne repèrent plus, parfois, la frontière entre le permis et l'interdit, entre une situation sociale difficile et un réel danger pour l'enfant. Nous devons cependant que les seules poursuites pénales contre les travailleurs sociaux permettent de faire avancer ce délicat problème.

Nous craignons, par contre, qu'obsédés par leurs responsabilités, les travailleurs sociaux privilégient plutôt que leur mission d'aide et d'assistance aux personnes en difficulté, les signalements « parapluie ». Que feront alors les juges de ces multiples cas qui leur seront soumis ?

La justice, quand il y a eu acte réel de violence, doit intervenir. Que peut-on attendre d'elle ? Elle ne peut pas faire ce qui a eu lieu ne se soit pas produit. Mais on peut lui demander de ne pas ajouter à la « casse » qu'il a déjà faite. Aux termes de la Constitution, la justice est la garante de la liberté individuelle, de l'enfant mais aussi de ses parents. Elle ne peut donc se décider sur des « on dit » mais sur des faits dûment établis. À chacun son dû selon ses actes, tel doit être le souci du juge.

Après que la justice a été rendue, le secteur social doit continuer à accompagner l'enfant et la famille. Justice et travail social sont donc condamnés à coopérer. Il est donc du devoir de chacun, intervenant social ou juge, de dépasser les rivalités institutionnelles. Pour, dans le respect des places, travailler ensemble à la protection, au cas par cas, d'un enfant bien réel et non pas imaginaire ou idéal.

(*) Magistrat, auteur de *Mon Juge*. Éd. Le Pré aux Clercs.

(**) Travailleur social.

Au courrier du Monde

REVUE

« Études »

ne change pas de cap

Le Monde s'est emparé de l'affaire Valadier pour marteler à ses lecteurs que l'Eglise et la Compagnie de Jésus vivent à droite et s'efforcent de bâillonner toute liberté d'expression et de recherche. La peur serait devenue notre unique inspiration. La « réaction » triomphe à Rome comme à Paris, et les jésuites s'alignent...

Depuis plusieurs années, j'assume la responsabilité à la fois légale et religieuse de la revue *Études*, tant du point de vue politique rédactionnelle que de la gestion administrative et commerciale. Comme Jacques Gellard, supérieur provincial, j'assume l'objet d'aucune pression, d'aucune autorité, visant à modifier l'orientation de la revue. Et il n'est pas question qu'une quelconque autocensure nous conduise maintenant à prendre un autre cap.

Alors, me direz-vous, pourquoi avoir décidé de changer de rédacteur en chef ? La réponse a été donnée : le Père Valadier, dès janvier 1982, avait demandé avec force de ne pas garder longtemps cette charge qui l'empêcherait de se consacrer à des tâches intellectuelles plus fondamentales encore : cela fait plus de sept ans.

Je conviens volontiers que le moment choisi pour annoncer son remplacement prête à la critique dominante. Mais qui peut dire quand nous y aurions échappé : dans six mois, dans deux ans, dans dix ans ?

Il n'a pas été jugé bon de ruser. Le Père Valadier continue d'animer *Études* jusqu'au numéro d'octobre. Arrivant alors au terme de son man-

dat, il aura évidemment la liberté d'y écrire comme par le passé.

Par ailleurs, personne ne met en doute la volonté du Père Calvez de maintenir à la revue son haut niveau de qualité et d'ouverture quand il en deviendra le nouveau rédacteur en chef.

YVES DE KERGADEEC.

(Directeur d'*Assis-Éditions*.)

AMBITION

Europe et pauvreté

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai lu l'article d'André Fontaine intitulé « Les Européens sans l'Europe » dans le *Monde* du 12 avril, car si l'on ressent la nécessité impérieuse de poursuivre cette quête de cette fabuleuse aventure européenne en utilisant tous les moteurs possibles, il semble bien que nous manquons actuellement en France de mécaniciens motivés (à moins que ceux-ci ne soient préoccupés que de leur propre avenir...).

C'est pourquoi l'idée que vous avancez pour faire converger les ambitions et finalement les énergies est séduisante ; l'effacement de la coupe du continent est en soi un superbe projet... encore faut-il que nous soyons sûrs de notre système démocratique qui se veut défenseur de la liberté, des libertés.

Quelle crédibilité offrons-nous à l'Est si notre système entretient, voire accentue, les exclusions de toutes sortes ? Quel modèle apportons-nous si nous gaspillons l'homme et bafouons sa dignité en nous proclamant haut et fort pour la démocratie et la défense des droits de l'homme ?

Tant qu'il existera dans nos systèmes la pauvreté (celle-là même que vous voyez tous les jours à Paris lorsque vous descendez dans le

métro ou sortez d'un magasin, celle-là encore que nous ne voyons pas ou ne savons pas voir parce que progressivement on la tient écartée de nos villes, de nos agglomérations...) excitant des familles entières, rejetant des hommes, des femmes, des enfants à la rue, nos démocraties manqueront de conviction aux yeux du monde qui s'étend au-delà de l'Oural.

Alors, le vrai défi européen n'est-il pas celui-là : s'assurer qu'en cherchant de nos démocraties européennes les droits de l'homme ne sont pas bafoués ?

LUC LEFER.

(Paris.)

DIALOGUE

La fin de la visite à Paris de M. Yasser Arafat

De M. Georges Marchais à M. Jack Lang

Les principaux points de la conférence de presse

Le journaliste turc a le sourire. « Pour moi, dit-il, pas de problème : notre code de procédure judiciaire ayant été copié sur le code français, le mot caduc est compréhensible par tout le monde, et je n'ai même pas eu à le traduire. » Heureux Turcs ! Tous les autres journalistes qui se pressaient mercredi 3 mai en milieu d'après-midi à l'Institut du monde arabe pour la conférence de presse de M. Yasser Arafat n'avaient pas cette chance, et chacun s'évertuait à trouver, dans sa langue, le mot le plus approprié pour rendre le plus précisément compte des intentions du leader palestinien.

Ce dernier a dit, bien entendu, revenir plusieurs fois au cours de cette rencontre avec les journalistes, sur ce mot, qui va vraisemblablement faire désormais partie des mots du vocabulaire diplomatique international. Visiblement réjoui de la querelle sémantique qu'il avait soulevée depuis son intervention de la veille sur TF 1, M. Arafat — qui tint toute sa conférence de presse en arabe — utilisa toutefois l'anglais pour conclure, en pleine euphorie : « You can translate it from Larousse. »

Au cours de cette conférence de presse, le numéro un de l'OLP a rendu plusieurs hommages appuyés au « Rats Français Mitterrand » et au rôle de la France, avant de lancer un appel à l'opinion internationale à propos de la situation, dans les territoires occupés.

Le point le plus nouveau de ses déclarations concerne toutefois la tenue de la conférence internationale et la constitution d'une délégation arabe commune pour préparer celle-ci. (Voir par ailleurs les principales déclarations du dirigeant palestinien.)

Europe 1 — qui a droit à un proverbe palestinien : « On a dit à la rose qu'elle a les deux joues roses, c'est le seul défaut qu'on lui a trouvé » : une délégation d'une dizaine d'Israéliens vivant en France et, enfin, M. Henri Krasucki.

Le président de l'OLP s'est ensuite rendu à l'hôtel Matignon pour un entretien de plus d'une heure avec MM. Michel Rocard et Roland Dumas. Le ministre des affaires étrangères lui-même raccompagna Yasser Arafat — différencie notablement puisque cette tâche, à l'Elysée, avait été confiée à un simple représentant du protocole — « Rencontre constructive ». « Le premier ministre et le ministre des relations extérieures m'ont aussi transmis le point de vue des Israéliens, nous accueillons favorablement cette médiation française », déclara M. Arafat avant de s'engouffrer une nouvelle fois dans sa 604 métallisée.

Gagné sans doute par l'euphorie ambiante, un garde républicain — un seul ! — esquissa un salut militaire. « Quelques jours de plus et il aurait droit à tous les honneurs », ironisa un journaliste arabe. Après la conférence de presse, le dirigeant palestinien s'est rendu au cimetière du Père-Lachaise pour se recueillir sur la tombe de Mahmoud El Hamchari, le représentant de l'OLP en France assassiné à Paris en 1973. M. Arafat, accompagné de la fille et de l'épouse française de Mahmoud El Hamchari, a déposé une gerbe de fleurs portant l'inscription : « Gloire aux martyrs palestiniens ».

Après un bref repos à l'hôtel de Crillon, le numéro un de l'OLP est ensuite retourné à Matignon pour participer à « un dîner de travail franco-palestinien » axé notamment sur la préparation d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient. Autour du premier ministre français avaient pris place MM. Roland Dumas, Lionel Jospin, Thierry de Beauchamp, Bernard Kouchner et Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat à l'économie sociale.

Si M. Arafat n'a pas eu droit au toast traditionnel — on était là pour travailler ! — il a pu néanmoins visiter, vers minuit et en compagnie de M. Jack Lang, la pyramide du Louvre. L'apothéose ?

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Voici les principales réponses de M. Arafat lors sa conférence de presse mercredi 3 mai :

● **Charte de l'OLP** : « Comme je le dis, la déclaration d'indépendance préconise une solution fondée sur deux Etats. Et cela fait que la Charte est caduque. Vous pouvez trouver la traduction (de ce mot) dans le dictionnaire français Larousse. (...) Je ne viens pas ici pour donner un cours de linguistique ou de droit. Il suffit que les gens, y compris le président Mitterrand, comprennent ce mot. Des explications supplémentaires seront fournies dans le cadre de la conférence internationale. Il ne faut pas interpréter mon point de vue. »

● A la question de savoir si le Conseil national palestinien (CNP)

allait abroger la Charte : « Le CNP a exprimé clairement sa position en adoptant la déclaration d'indépendance fondée sur la solution en deux Etats. Il ne s'agit pas d'une décision politique, qui peut évoluer ou changer selon les programmes politiques. Il s'agit d'une ligne stratégique qui est annoncée par la déclaration d'indépendance, que personne ne peut modifier. »

● A propos des déclarations de Georges Habache, secrétaire général du FPLP, pour qui M. Arafat n'est pas habilité à abroger la Charte : « Tout le monde a le droit d'avoir son opinion. L'opinion de mon frère Georges Habache est l'expression de la démocratie palestinienne. Est-ce que vous êtes contre cette démocratie ? »

● Proposition de constitution d'une délégation arabe : « Si Israël continue à refuser la conférence internationale, j'ai proposé que soit constituée une délégation arabe conjointe présidée par l'Egypte. Cette délégation (qui sera composée par la Jordanie, la Syrie, le Liban, l'Etat de Palestine et l'Egypte) viendra contacter nos amis français pour les préparatifs en vue de la conférence internationale. »

● M. Arafat a révélé que M. Edouard Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, l'avait informé de l'accord du président syrien Hafez El Assad pour participer à un comité des trois pays arabes chargés de préparer la conférence internationale. »

● **Rapports OLP-Syrie** : « Le ministre algérien des affaires étrangères, M. Boualem Boussalah, m'a rapporté que la Syrie avait accepté une rencontre tripartite [OLP-Syrie-

Algérie] pour améliorer les relations entre l'OLP et la Syrie. »

● **Elections dans les territoires occupés** : « Je suis d'accord pour l'application de l'accord numéroté en Palestine [c'est-à-dire avec des garanties internationales]. On ne peut dissocier la démocratie de la liberté. »

● **Appel à Israël** : « Qu'Israël vienne à la conférence internationale. Autour d'une table de négociation, n'importe quelle partie peut soulever n'importe quel sujet. (...) Venez, construisons la paix des braves. »

● **Bilan de la visite et rôle de la France** : « J'ai demandé au président Mitterrand de peser de tout son poids personnel (...) afin de donner une impulsion au processus de paix au Proche-Orient. Nous avons besoin des efforts de tous ceux qui croient en la paix. La coordination se poursuivra entre nous et la France. Cette visite reflète l'importance du rôle de la France en tant qu'Etat et du président Mitterrand qui est un dirigeant de dimension internationale. »

● **Intifada** : « L'intifada [le soulèvement palestinien] a été un des thèmes essentiels abordés avec tous les responsables français, y compris le président Mitterrand. Le président Mitterrand est connu pour ses positions en matière de défense des droits de l'homme. Il ne peut tolérer que des massacres soient commis contre les enfants palestiniens. J'en appelle à l'opinion française, européenne et mondiale pour qu'il soit mis un terme aux crimes perpétrés par l'armée israélienne contre nos femmes, nos enfants, notre civilisation. »



A l'Assemblée nationale

M. Dumas estime que le chef de l'OLP s'en tient sans ambiguïté aux positions nouvelles

La visite de M. Arafat à Paris était l'un des sujets d'actualité abordés mercredi 3 mai à l'Assemblée nationale. A une question de M. François Létour (UDF) sur l'opportunité de cette visite, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a répondu notamment :

« La France avait été cette visite d'une part à l'acceptation par l'OLP des résolutions des Nations unies concernant la reconnaissance de l'Etat d'Israël et de ses droits, d'autre part au renoncement par l'OLP à toute forme de terrorisme. Les prises de position du Conseil national palestinien à Alger en novembre dernier et celles de M. Arafat devant l'ONU à Genève puis lors d'une conférence de presse, ont satisfait à ces conditions et rendu cette visite possible. Au cours de la rencontre d'hier, le chef de l'Etat a souhaité une mise au net sur les points qui le nécessitent. Nous avons pu constater que M. Arafat s'en tenait sans ambiguïté à ces positions nouvelles, à savoir la reconnaissance de l'existence de l'Etat d'Israël, la coexistence sur le territoire de l'ancienne Palestine de deux Etats dont les frontières seront déterminées sur la base de l'application de la résolution 242, c'est-à-dire de la situation

qui a précédé le conflit de juin 1967 ; la renonciation solennelle au terrorisme.

« Enfin, au sujet de la contradiction entre la charte de l'OLP de 1964 et le programme retenu en novembre dernier par le Conseil national palestinien, nous avons appelé M. Arafat à préciser sa position. C'est ce qu'il a fait hier soir, devant une chaîne française de télévision, en mentionnant la « caducité » de la charte de l'OLP : ce mot a un sens très clair, et même un sens juridique, qui se passe de commentaires. »

« Mais le plus important est la signification politique de cette prise de position : l'OLP, à travers le président de son comité exécutif, déclare que la seule plate-forme politique qui la lie est constituée par les décisions du Conseil national palestinien de novembre dernier. Par ailleurs, M. Arafat a confirmé son adhésion au principe d'une conférence internationale réunissant les parties et les membres permanents du Conseil de sécurité, comme nous le préconisons depuis longtemps. »

M. Griotte. — On pourrait la tenir à Munich, suggère M. Griotte (RI).

M. Dumas. — Monsieur Griotte, je ne connais pas plus Munich que vous, et sans doute moins. Sur un sujet aussi sérieux, je vous prie de ne pas parler de manière à me faire perdre mon sang froid, répond M. Dumas.

— Vous n'avez pas le droit de m'insulter ! s'exclame M. Griotte.

— Quant aux critiques de M. Létour sur la forme de la visite, continue M. Dumas, elles relèvent d'une vaine querelle : ou l'on choisit, comme nous l'avons fait, de dialoguer avec toutes les parties concernées pour les aider elles-mêmes à nouer le dialogue, ou on se refuse au dialogue et, partant, on se prive de la possibilité de faire œuvre utile.

« Pour conclure : je respecte, autant que vous-même, les sentiments de la communauté juive, et nul ne peut mettre en doute l'intérêt qui nous unit à Israël. C'est précisément parce que nous avons à l'esprit ces préoccupations qu'il était important de vérifier, au niveau le plus élevé de l'OLP, les positions dont je viens de faire état devant la représentation nationale. Notre fidélité à ces souvenirs ne peut être mise en doute. »

Rue des Rosiers

« Caduc, un nouveau truc »

« La Charte caduque, encore un nouveau truc » : c'était inscrit sur la seule banderole manuscrite du rassemblement, griffonnée le matin même en réponse au « geste » de la veille du président de l'OLP. Ce fut scandé, répété sur tous les tons par tous les orateurs et les quelques 1.500 participants, dont la plupart lycéens et étudiants, au rassemblement de protestation organisé mercredi 3 mai par plusieurs organisations sionistes, dont le BETAR, classé à droite, devant le restaurant Goldenberg, rue des Rosiers à Paris.

Un dernier rassemblement parce qu'il ne fallait pas « laisser un seul instant de répit à Arafat ». Un dernier cri, cette fois sans retenue ni censure après les diffusions « vaille que vaille » et regroupements des deux jours précédents que les institutions communautaires s'étaient toujours efforcées de garder « dignes ». Un dernier cri poussé devant les vitrines de l'un des symboles parisiens de ce « terrorisme aveugle » qu'incarner, pour les sionistes des siècles aux yeux des jeunes juifs ultra, l'hôte de la France.

« Un nouveau truc », donc : « Le judaïsme nous enseigne que les mots doivent être suivis d'actes, nous devons être des hommes d'actes, nous devons être des hommes d'actes. Si ce prétendu chef avait l'accord de tous ses compagnons, si tous étaient d'accord, nous serions obligés d'y réfléchir à deux fois. Mais il n'y a rien de nouveau sous le soleil. » Et un autre orateur, vivement acclamé, de s'écrier : « Ils sont caducs aussi les mots de Mitterrand, de la rue des Rosiers, de Copernic ? »

Si Barbe lançait un appel à la communauté juive, s'il déclarait Auschwitz caduc, serait-il aussi reçu à l'Elysée ? « De toute façon, complète un lycéen, leur charte on s'en fout. Israël, pour l'instant, c'est nous qui l'avons. »

Une cinquantaine de personnes étaient réunies, à la même heure, place d'Israël, pour exprimer, à l'appel d'organisations juives de gauche (le cercle Bernard-Lazare, le Michmar, le Agapam, Hachomer Hatzaïr) ou agissant pour le dialogue israélo-palestinien (Identité et dialogue), leur appui à la réception de M. Yasser Arafat à Paris.

Déçus de ne pas réunir davantage de monde, les participants regrettaient que les organisations majoritaires dans la communauté juive organisée aient donné, la veille, lors de la manifestation de la rue Copernic, l'image d'un rejet de la main tendue par l'OLP. « Comment croire que les vrais valeurs du judaïsme soient du côté d'un tel refus ? », demandait M. André Azoulay (Identité et dialogue).

Des messages venus d'Israël ont été lus, notamment celui du parti Ratz et du mouvement La paix maintenant, affirmant : « Ne cédez pas aux pressions de ceux qui se souviennent seulement du passé, de ceux qui ont peur de faire face aux ennemis d'hier pour faire la paix de demain. »

D.S. et P.J.

Le ministre des affaires étrangères va expliquer en Israël la politique de la France

(Suite de la première page.)

Dans une interview à l'antenne proche-orientale de Radio-Monte-Carlo, M. Arafat a, par ailleurs, qualifié de « très positifs » les résultats de sa visite à Paris et affirmé avoir demandé à M. Mitterrand de jouer un rôle de médiateur entre l'OLP et Israël, « sachant qu'il est en relation avec toutes les parties en conflit dans la région ». Dans une autre interview à Europe 1, il a estimé qu'un accord pouvait être réalisé entre Israéliens et Palestiniens « par le biais de garanties internationales ». « Nous avons, a-t-il dit, une expérience en la matière : l'accord de paix de Camp David entre le Caïre et Jérusalem, qui est toujours en vigueur dix années après sa signature, et qui constitue un modèle qui peut être suivi. »

Toujours sur Radio-Monte-Carlo, le secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine, M. Georges Habache, a dénué au chef de l'OLP le droit d'abroger la charte de la centrale palestinienne. « Il peut, s'il le veut, a-t-il dit, créer une nouvelle organisation, mais il

ne peut disposer personnellement de la charte de l'OLP. Les propos de M. Arafat ont été également critiqués par les organisations palestiniennes basées à Damas.

En revanche, le FDLP de M. Nayef Hawatmeh les a implicitement approuvés en affirmant que le programme politique de l'OLP, développé à Alger en novembre, « a dépassé tous les documents et positions précédents ». Toujours à Damas, le chef druze libanais Walid Joublait a critiqué les « concessions » de M. Arafat. « Ces concessions, a-t-il dit, pourraient se répercuter sur le soulèvement palestinien, voire sur la carte générale de la Palestine, car nous ne savons plus où se situe la Palestine [sur la carte]. »

A Washington, la porte-parole du département d'Etat, M^{me} Margaret Tutwiler, a affirmé que la déclaration de M. Arafat, « si elle est suivie de paroles et d'actions, est un pas dans la bonne direction et nous la considérons comme un renforcement de sa déclaration précédente reconnaissant le droit d'Israël à

l'existence ». En revanche, le maire de New-York, M. Ed Koch, qui est juif, a déclaré devant les journalistes français qui suivent la visite de M. Chirac que l'invitation faite à M. Arafat constituait une « erreur terrible ». Il a précisé qu'il ne portait pas de jugement sur M. Arafat « qui fait son travail de brigand en terrorisant le peuple juif ».

A Paris, l'ambassadeur d'Israël en France, M. Ovadia Soffer, a qualifié de « jongleries rhétoriques » les déclarations de M. Arafat concernant la « caducité » de la charte de l'OLP. Le comportement et les prises de position de M. Soffer ont d'autre part été vivement critiqués par M. Claude Estier, président du groupe socialiste au Sénat : « En tant qu'ambassadeur a-t-il dit devant le bureau exécutif du PS, M. Soffer ne pouvait critiquer comme il l'a fait le président de la République française. » « Il s'est comporté, a-t-il ajouté, en militant actif du Likoud et non en diplomate, par ses propos contre la visite à Paris de M. Arafat. »

J.G.

— Où donc sont vos bagages ? me demanda G. qui m'attendait sur le quai à New York. J'eus honte, moins de ma pauvreté que de mon inconscience. Je lui indiquai deux valises que le douanier n'avait même pas daigné ouvrir.

NINA BERBEROVA
C'est moi qui souligne
AUTOBIOGRAPHIE TRADUITE PAR ANNE ET RENÉ MISSLIN

UNE ŒUVRE SUPERBE
DÉCOUVERTE AVEC
50 ANNÉES DE RETARD

ACTES
SUD

SOCIÉTÉ

Des à enfants

(DU 1^{er}) et PASCALE LEBLANC

« C'est un peu comme un jeu de cache-cache », dit-il, en montrant du doigt le code de procédure judiciaire copié sur le code français, le mot caduc est compréhensible par tout le monde, et je n'ai même pas eu à le traduire. »

Les journalistes turcs ont le sourire. « Pour moi, dit-il, pas de problème : notre code de procédure judiciaire ayant été copié sur le code français, le mot caduc est compréhensible par tout le monde, et je n'ai même pas eu à le traduire. » Heureux Turcs ! Tous les autres journalistes qui se pressaient mercredi 3 mai en milieu d'après-midi à l'Institut du monde arabe pour la conférence de presse de M. Yasser Arafat n'avaient pas cette chance, et chacun s'évertuait à trouver, dans sa langue, le mot le plus approprié pour rendre le plus précisément compte des intentions du leader palestinien.

Ce dernier a dit, bien entendu, revenir plusieurs fois au cours de cette rencontre avec les journalistes, sur ce mot, qui va vraisemblablement faire désormais partie des mots du vocabulaire diplomatique international. Visiblement réjoui de la querelle sémantique qu'il avait soulevée depuis son intervention de la veille sur TF 1, M. Arafat — qui tint toute sa conférence de presse en arabe — utilisa toutefois l'anglais pour conclure, en pleine euphorie : « You can translate it from Larousse. »

Au cours de cette conférence de presse, le numéro un de l'OLP a rendu plusieurs hommages appuyés au « Rats Français Mitterrand » et au rôle de la France, avant de lancer un appel à l'opinion internationale à propos de la situation, dans les territoires occupés.

Le point le plus nouveau de ses déclarations concerne toutefois la tenue de la conférence internationale et la constitution d'une délégation arabe commune pour préparer celle-ci. (Voir par ailleurs les principales déclarations du dirigeant palestinien.)

Europe 1 — qui a droit à un proverbe palestinien : « On a dit à la rose qu'elle a les deux joues roses, c'est le seul défaut qu'on lui a trouvé » : une délégation d'une dizaine d'Israéliens vivant en France et, enfin, M. Henri Krasucki.

Le président de l'OLP s'est ensuite rendu à l'hôtel Matignon pour un entretien de plus d'une heure avec MM. Michel Rocard et Roland Dumas. Le ministre des affaires étrangères lui-même raccompagna Yasser Arafat — différencie notablement puisque cette tâche, à l'Elysée, avait été confiée à un simple représentant du protocole — « Rencontre constructive ». « Le premier ministre et le ministre des relations extérieures m'ont aussi transmis le point de vue des Israéliens, nous accueillons favorablement cette médiation française », déclara M. Arafat avant de s'engouffrer une nouvelle fois dans sa 604 métallisée.

Gagné sans doute par l'euphorie ambiante, un garde républicain — un seul ! — esquissa un salut militaire. « Quelques jours de plus et il aurait droit à tous les honneurs », ironisa un journaliste arabe. Après la conférence de presse, le dirigeant palestinien s'est rendu au cimetière du Père-Lachaise pour se recueillir sur la tombe de Mahmoud El Hamchari, le représentant de l'OLP en France assassiné à Paris en 1973. M. Arafat, accompagné de la fille et de l'épouse française de Mahmoud El Hamchari, a déposé une gerbe de fleurs portant l'inscription : « Gloire aux martyrs palestiniens ».

Après un bref repos à l'hôtel de Crillon, le numéro un de l'OLP est ensuite retourné à Matignon pour participer à « un dîner de travail franco-palestinien » axé notamment sur la préparation d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient. Autour du premier ministre français avaient pris place MM. Roland Dumas, Lionel Jospin, Thierry de Beauchamp, Bernard Kouchner et Tony Dreyfus, secrétaire d'Etat à l'économie sociale.

Si M. Arafat n'a pas eu droit au toast traditionnel — on était là pour travailler ! — il a pu néanmoins visiter, vers minuit et en compagnie de M. Jack Lang, la pyramide du Louvre. L'apothéose ?

Voici les principales réponses de M. Arafat lors sa conférence de presse mercredi 3 mai :

● **Charte de l'OLP** : « Comme je le dis, la déclaration d'indépendance préconise une solution fondée sur deux Etats. Et cela fait que la Charte est caduque. Vous pouvez trouver la traduction (de ce mot) dans le dictionnaire français Larousse. (...) Je ne viens pas ici pour donner un cours de linguistique ou de droit. Il suffit que les gens, y compris le président Mitterrand, comprennent ce mot. Des explications supplémentaires seront fournies dans le cadre de la conférence internationale. Il ne faut pas interpréter mon point de vue. »

● A la question de savoir si le Conseil national palestinien (CNP) allait abroger la Charte : « Le CNP a exprimé clairement sa position en adoptant la déclaration d'indépendance fondée sur la solution en deux Etats. Il ne s'agit pas d'une décision politique, qui peut évoluer ou changer selon les programmes politiques. Il s'agit d'une ligne stratégique qui est annoncée par la déclaration d'indépendance, que personne ne peut modifier. »

● A propos des déclarations de Georges Habache, secrétaire général du FPLP, pour qui M. Arafat n'est pas habilité à abroger la Charte : « Tout le monde a le droit d'avoir son opinion. L'opinion de mon frère Georges Habache est l'expression de la démocratie palestinienne. Est-ce que vous êtes contre cette démocratie ? »

● Proposition de constitution d'une délégation arabe : « Si Israël continue à refuser la conférence internationale, j'ai proposé que soit constituée une délégation arabe conjointe présidée par l'Egypte. Cette délégation (qui sera composée par la Jordanie, la Syrie, le Liban, l'Etat de Palestine et l'Egypte) viendra contacter nos amis français pour les préparatifs en vue de la conférence internationale. »

● M. Arafat a révélé que M. Edouard Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, l'avait informé de l'accord du président syrien Hafez El Assad pour participer à un comité des trois pays arabes chargés de préparer la conférence internationale. »

● **Rapports OLP-Syrie** : « Le ministre algérien des affaires étrangères, M. Boualem Boussalah, m'a rapporté que la Syrie avait accepté une rencontre tripartite [OLP-Syrie-

Proche-Orient

Un extrémiste islamiste tue deux Israéliens

M. Shamir lie l'attentat de Jérusalem à la visite de M. Arafat à Paris

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Réaction déchaînée par le choc et l'émotion, ou réflexe beaucoup plus politique ? De très nombreux dirigeants israéliens ont immédiatement évoqué l'agression qui a coûté la vie, mercredi 3 mai, à deux personnes à Jérusalem (nos dernières éditions du 4 mai) pour tenter d'enlever tout crédit aux propos tenus par M. Yasser Arafat à Paris. En substance, le commentaire était le suivant : comment le chef de l'OLP peut-il se prétendre favorable à un règlement pacifique quand au même moment un Palestinien assassiné à un arrêt de bus, à coups de couteau deux Israéliens - un homme de vingt-cinq ans, un autre de soixante-cinq ans ?

Le ministre de la police, M. Haim Bar Lev, a expliqué que l'agression semblait avoir été le fait d'un homme seul, ayant apparemment agi par fanatisme religieux. Il a dit qu'aucune police au monde ne pourrait jamais empêcher de tels actes de folie meurtrière et estimés que l'affaire n'avait absolument aucune relation avec la visite de M. Arafat en France.

Les enquêteurs ont indiqué que l'auteur du crime, un Palestinien de vingt-cinq ans, capturé sur les lieux,

était un extrémiste islamiste, originaire de Cisjordanie, déjà arrêté par le passé, et qui se situait dans la mouvance du Djihad islamique ou du groupe Hamas.

Ces précisions n'ont pas empêché le premier ministre, M. Itzhak Shamir, d'imputer cette attaque à l'OLP et de laisser entendre ouvertement qu'elle avait été directement favorisée par la visite de M. Arafat à Paris. « Il n'est pas possible de ne pas faire le lien », a déclaré M. Shamir, avant d'ajouter en guise d'explication : « Cette attaque prouve que les mots prononcés par Arafat à Paris n'ont strictement aucune importance. Il peut dire tout ce qu'il veut, cela ne servira à rien ; les terroristes sont même encouragés par ce genre d'invitation faite à Arafat de par le monde. »

Le ministre des affaires étrangères, M. Moshe Arens, a tiré des conclusions identiques : « La responsabilité revient à Arafat et à l'OLP ; [cette attaque] est un rappel tragique de ce qu'est le terrorisme de l'OLP. Même tonalité dans le communiqué du très libéral maître de Jérusalem, M. Teddy Kollek : « Les terroristes ont prouvé une fois de plus leur courage et leur expérience en fait de meurtre de personnes âgées et d'innocents pendant qu'Arafat se répand en déclarations vides de sens à Paris. »

L'agression avait eu lieu vers 11 heures du matin, rue Jaffa, la plus grande artère commerciale de la partie occidentale de la ville. En face de la poste centrale, un Palestinien a soudainement brandi un couteau et, hurlant « Allah ou akbar ! » - Dieu est le plus grand - s'est rué sur plusieurs personnes assises à un arrêt de bus (et non pas dans un café, comme les premières informations l'avaient laissé entendre).

Évolution
rétrograde

Deux Israéliens ont été tués - dont l'un avait perdu un fils dans la guerre de six jours, en 1967 - et trois autres blessés - dont une octogénaire - avant que l'homme ne soit appréhendé par la police. Celle-ci a dû protéger le Palestinien de la colère de la foule. Dans la confusion, le sifflement des sirènes des voitures de police et des ambulances, plusieurs dizaines de personnes ont été blessées. « Mort aux Arabes ! Mort aux Arabes ! Il faut tous les tuer ! »

Des Palestiniens ont été pris à partie, cependant que d'autres, travailleurs, simples passants, quittaient précipitamment le quartier. Il n'a pas fallu plus d'une demi-heure avant que deux des chefs de file de l'extrême droite, le rabbin Meir

Kahane et le député Rehavam Zeevi, accompagnés de quelques militants, ne soient sur les lieux pour aviver l'émotion et appeler la population à la vengeance. A coups de grenades lacrymogènes, la police a dispersé leurs partisans, arrêtés le rabbin Kahane et renforcés ses effectifs dans toute la ville.

Au ministère des affaires étrangères, on poursuivait une exégèse sceptique des propos de M. Arafat sur la « caducité » de la charte de l'OLP. Un haut fonctionnaire expliquait : « Arafat a déjà dit des choses similaires dans le passé, cette fois la rhétorique est encore un peu plus modérée, et nous reconnaissons l'importance des évolutions rhétoriques. »

Mais, a-t-il poursuivi, « nous nous attendons à ce qu'il ne soit qu'un truc intelligent (à nice giunick) qui ne modifie aucunement la charte ; il faut attendre et voir s'il va effectivement suggérer au Conseil national palestinien de changer la charte de l'OLP. »

Seul le Conseil national palestinien (CNP, le Parlement de l'OLP) peut, à la majorité des deux tiers, modifier cette charte.

ALAIN FRACHON.

LIBAN

Le général Aoun lève le dernier obstacle à un cessez-le-feu

La Ligue arabe a obtenu, mercredi 3 mai, du général Michel Aoun qu'il suspende son contrôle des eaux libanaises, faisant ainsi droit à la principale exigence du camp syrien pour établir un cessez-le-feu, sans pour autant donner satisfaction à l'ailié le plus sûr de Damas en Liban, Walid Joumblatt, le chef de la communauté druze.

Le gouvernement chrétien de militaires du général Aoun, dont l'autorité s'étend sur 15 % du Liban, a annoncé la suspension pour une « durée indéterminée » de la Chambre d'opérations maritimes (COM) qu'il avait mise en place le 6 mars pour contrôler la navigation dans les eaux territoriales.

Cette annonce a été faite à l'issue d'un entretien entre le général Aoun et le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Lakhdar Brahimi, arrivé le matin à Beyrouth avec le représentant du comité de la Ligue sur le Liban, M. Ahmad Abdel Aziz Al Jasssem. Les deux hommes avaient auparavant rencontré le chef du cabinet rival, à majorité musulmane, soutenu par Damas, M. Salim Hoss.

« Le cessez-le-feu est entré en vigueur à partir d'aujourd'hui. Les deux gouvernements sont d'accord pour respecter la décision de la Ligue arabe et je ne vois plus de raison pour qu'un seul coup de feu soit tiré au Liban », a affirmé M. Ibrahim.

La suspension du blocus des ports tenus par des milices syriennes

peut faciliter l'arrivée du corps des observateurs arabes prévu par la Ligue arabe, dont le déploiement dépend des conditions de sécurité sur le terrain. Cette unité, à laquelle seule la Tunisie a annoncé, jusqu'à présent, qu'elle était prête à participer, apparaît dans les milieux politiques comme un acquis pour le général Aoun, qui y voit même la « fin du monopole syrien » au Liban.

La suspension du blocus demandé par le Conseil de la Ligue et soutenu par les États-Unis a été jugée de « peu d'importance » par le chef druze Walid Joumblatt, dans une déclaration faite à Damas.

Par ailleurs l'état de santé du représentant personnel du chef de l'OLP Yasser Arafat au Liban, M. Issam Salem, ne permettrait pas mercredi à ses médecins de se prononcer avant vingt-quatre heures sur ses chances de survie.

M. Issam Salem, surnommé Issam Al Loh, avait été atteint de deux balles à la tête mardi à Saida (43 kilomètres au sud de Beyrouth) par un individu masqué qui a pris la fuite.

Vingt-quatre heures plus tard, un officier palestinien a été victime d'un attentat, le troisième au moins d'une semaine contre des cadres de l'OLP au Liban sud (nos dernières éditions du 4 mai). Bassam Hourani, qui appartenait aux forces 17, corps d'élite de l'OLP, a été abattu par des hommes armés sur une route près de Saida. (A.F.P.)

Les exigences de l'OLP mettent en péril l'Organisation mondiale de la santé

GENÈVE
de notre correspondante

Les craintes pour l'avenir de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) se font de plus en plus nettes à Genève depuis que l'OLP a demandé de participer au tant que Palestine, État membre de plein droit, à l'Assemblée mondiale de la santé qui s'ouvre le 8 mai à Genève (le Monde du 22 avril). Les Américains, qui assurent non seulement le quart du budget de l'organisation, mais aussi le financement volontaire de divers programmes essentiels de santé dans le tiers monde, et participent en Afrique, ont fait savoir qu'ils suspendraient tout versement si l'OMS se plie à cette demande de l'OLP.

Cela signifie entre autres que le programme de prévention du sida et de lutte contre le fléau sur le continent africain sera interrompu. Pour sa part, Israël s'est élevé contre la démarche de l'OLP au moyen d'arguments juridiques tendant à prouver qu'elle est incompatible avec la Constitution de l'OMS. M. Pinhas Eliav, ambassadeur de l'État hébreu auprès des Nations unies à Genève, a adressé au docteur Hiroshi Nakajima, directeur général japonais de l'OMS, une lettre dans laquelle il rappelle notamment que, aux termes de ce texte fondamental, les États membres doivent disposer d'une administration de la santé assurant l'application de dispositions législatives et réglementaires.

Les dirigeants africains alertés par des chancelleries occidentales et par de hauts fonctionnaires internationaux sur le danger que courent leurs pays, où souvent l'OMS assume le rôle d'un ministère de la santé ou le seconde, semblent pourtant privilégier l'aspect politique du problème plutôt que la santé et la survie de leur peuple. Ils s'apprêtent, en effet, à soutenir les exigences de l'OLP avec la vague espoir que les yens pourraient remplacer les dollars perdus. Ils estiment que Tokyo aura à cœur de soutenir le docteur Nakajima, d'autant qu'une contribution financière japonaise accrue à l'OMS pourrait renforcer la place du Japon sur la scène internationale. Nombreux sont les diplomates à Genève qui demeurent sceptiques devant de tels arguments. Quant aux pays de la Communauté, ils tentent de persuader l'OLP de reporter sa demande à l'an prochain.

Le docteur Nakajima avait, en avril, reçu longuement à sa résidence M. Arafat et tenté de lui faire comprendre qu'un péril mortel planerait sur les couches les plus pauvres du tiers monde si les États-Unis mettaient fin à leur contribution financière. Ces arguments étant restés sans effet, le directeur général de l'OMS, après avoir fait savoir qu'en tout état de cause la décision finale serait prise par les États membres représentés à l'Assemblée qui s'ouvre le 8 mai, vient de se rendre à Washington pour tenter d'y rencontrer le président George Bush et le secrétaire d'État James Baker. Il n'a été reçu que par le secrétaire d'État à la santé, M. Sullivan.

Selon des sources internationales, non seulement Israël, dont la contribution médicale n'est pas négligeable, mais d'autres pays, importants donateurs, entendent suivre l'exemple américain.

ISABELLE VICHNIAC.

A l'issue de la rencontre de Djakarta

Le prince Sihanouk fait état de « progrès considérables » dans la négociation sur le conflit cambodgien

DJAKARTA
de notre envoyé spécial

Quelques éclats sont encore à prévoir, et il reste encore bien des questions à régler. Mais la négociation sur le conflit cambodgien semble enfin sortie de l'impasse : l'éventualité d'un règlement politique entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen - sur le dos, donc, des Khmers rouges, même si ces derniers y sont associés - est entrée dans le domaine des probabilités. Tel est le résultat des consultations qui ont eu lieu, dans la capitale indonésienne, les mardi 2 et mercredi 3 mai. Le prince Sihanouk a mentionné des « progrès considérables » au cours d'une rare conférence de presse, mercredi.

Quelques heures plus tard, le jeune premier ministre de Phnom-Penh nous a déclaré qu'il y avait eu « beaucoup plus de progrès » que lors de ses précédentes rencontres en France avec le prince, la dernière remontant à novembre 1988. M. Hun Sen a même tenu à louer « le courage, la vivacité des réflexes, l'art diplomatique et l'habileté » de Sihanouk. « C'est pourquoi, a-t-il ajouté, j'ai toujours voulu continuer de négocier en dépit des insultes dont j'ai été l'objet. »

Sur le fond, le règlement qui paraît se profiler ferait du prince Sihanouk un chef d'État qui ne serait pas seulement, selon son expression, chargé d'« inaugurer les chrysanthèmes », mais à mi-chemin entre *Elisabeth II* et *François Mitterrand*. Il voit avoir un droit de regard sur la politique étrangère et participer à la reconstruction de son pays. De son côté, M. Hun Sen nous a dit que le prince serait « le commandant en chef des forces armées et le président du Conseil national de défense ». Surtout, a-t-il ajouté, « dans le cadre de mon gouvernement élargi, des sièges seront réservés aux partisans du prince Sihanouk ». Pour sa part, ce dernier a déclaré que « la distribution des portefeuilles aura lieu plus tard ».

Tout en cessant de réclamer le « démembrement » du régime de Phnom-Penh, Sihanouk a confirmé son intérêt pour la constitution adoptée le 30 avril par l'Assemblée nationale de Phnom-Penh et qui fait de la « République populaire » un « État du Cambodge » et du bouddhisme la religion d'État tout en rétablissant une économie de marché. « Il ne s'agit pas que d'une couche de peinture, mais il faut embellir cela un peu plus », a-t-il commenté. De son côté, M. Hun Sen a en le sentiment « qu'en acceptant de faire des commentaires sur la nouvelle Constitution, le prince semble prêt à la reconnaître et nous l'amenons ».

Sihanouk a, en effet, demandé à Hun Sen que la Constitution prévoie franchement le multipartisme et ne mentionne plus le rôle « prédomi-

nant » qu'elle réserve encore au parti actuellement au pouvoir à Phnom-Penh, le Parti révolutionnaire du peuple cambodgien. M. Hun Sen s'est engagé à demander à son Assemblée nationale d'amender de nouveau la Constitution sur ce point. De son côté, le prince Sihanouk a annoncé qu'il retournerait au premier ministre de Phnom-Penh la copie - corrigée - du texte constitutionnel qui lui a été remis à Djakarta.

Troisième point important : le prince Sihanouk a renoncé à exiger l'intégration militaire des Khmers rouges au sein d'une armée au départ quadripartite (le quatrième élément militaire étant le FNLPK, un Front de libération présidé, au moins nominativement, par M. Sam Sam, présent à Djakarta). Sihanouk et Hun Sen sont tombés d'accord sur un « cessez-le-feu sur place » surveillé par le « mécanisme international de contrôle » chargé également de superviser la fin du retrait vietnamien. La désignation de ce « mécanisme » est laissée à la Conférence internationale qui aura pour mission de garantir un accord sur le Cambodge.

La force
des Khmers rouges

Si les discussions entre les deux hommes se sont visiblement déroulées dans une atmosphère constructive, il reste toutefois au moins un point important de désaccord. Tandis que le prince insiste sur le « principe » de la formation d'un gouvernement quadripartite chargé d'organiser des élections, M. Hun Sen nous a affirmé qu'il était exclu que les Khmers rouges participent à son gouvernement avant le scrutin.

« Ils auront leur place dans une commission électorale quadripartite », a-t-il dit, commission dont Sihanouk ne veut pas entendre parler.

Il est difficile, cependant, de mesurer l'ampleur d'un tel désaccord. « Si les Khmers rouges refusent de se joindre à nous, nous formerons un gouvernement tripartite », propose le prince Sihanouk. « Je ne pense pas que les Khmers rouges refusent une formule quadripartite », rétorque M. Hun Sen.

Les deux hommes diffèrent, en tout cas, dans leur évaluation de la force des Khmers rouges. « Si on laisse les Khmers rouges à l'écart d'un règlement, ce sera l'instabilité », dit le prince. Les Khmers rouges pourront détruire ce que nous reconstruisons. Hun Sen ne répond que mon armée et le mien pourront les tenir à distance. Il a dit que Chaitachi Choonhavan [le premier ministre thaïlandais] ne les laissera pas agir. Moi, je n'en sais rien. »

M. Hun Sen estime de son côté : « Si, après la fin du retrait viet-

namien, la Thaïlande et les autres pays cessent leur aide [aux Khmers rouges], la guerre perdra encore de son intensité. Dans le cas contraire, elle pourra s'étendre mais tout en demeurant dans le cadre d'une guerre civile. Les Khmers rouges n'ont pas les moyens d'occuper un district ou une ville ni ceux de mener une opération d'envergure, d'occuper une partie du pays. »

De toute façon, les deux hommes se sont entendus sur un arrêt de toute aide militaire aux factions en présence une fois le retrait militaire vietnamien terminé. Ils sont convenus d'un cinquième tête-à-tête à Paris le 24 juillet, suivi, le lendemain, d'une rencontre des quatre factions khmères à La Celle-Saint-Cloud, sous la présidence de M. Roland Dumas. « Je vais être prudent, il y a encore quelques obstacles », estime Sihanouk ; et il ajoute : « Mon programme est le suivant. Je vais suivre le retrait vietnamien. Je vais voir si les nouveaux dirigeants de la Constitution de Hun Sen sont différents. Si cela me convient, je renouvellerai mon pays au plus tard en novembre. »

Pour parvenir à un tel résultat, il faudra également qu'avant la fin du retrait vietnamien, annoncé pour le 30 septembre, une conférence internationale se réunisse, ce qui pourrait se faire en soit en septembre, de préférence à Paris. Mais on n'en est pas encore là, même quand le premier ministre de Phnom-Penh fait déjà d'une « alliance Sihanouk-Hun Sen » la recette d'un règlement. En manifestant, depuis des mois, leur lassitude de voir le conflit cambodgien perdurer sur leur frontière et en affichant leur volonté de voir l'Indochine se transformer de « champ de bataille en zone de commerce », les Thaïlandais ont fortement contribué à la décision du Vietnam de rapatrier ses dernières troupes stationnées au Cambodge. En adoptant, dimanche dernier, une nouvelle Constitution, Phnom-Penh a fait le geste que le prince Sihanouk, par ailleurs pressé de négocier, attendait.

Les dirigeants de Phnom-Penh, parmi lesquels figurent de nombreux anciens Khmers rouges, à commencer par M. Hun Sen, ne parlent même plus de communisme. « Notre parti, le Parti révolutionnaire du peuple, a pour idéologie l'indépendance, la neutralité et le non-alignement. Et pour objectif, la paix et le développement », résume le chef du gouvernement de Phnom-Penh. Ce qui ne veut pas dire, pour autant, que tout puisse être réglé. Mais, après cette rencontre de Djakarta, il semble désormais possible de mettre fin au conflit du Cambodge dès cette année, même si la négociation connaît encore quelques rebondissements.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Asie

CHINE : en manifestant malgré les interdictions

Trois cent mille étudiants lancent un nouveau défi au pouvoir

Pékin. Un coup de gong a donné, jeudi matin 4 mai, le signal du début d'une nouvelle manifestation des étudiants chinois qui réclament aux autorités un supplément de libertés et de démocratie.

En cette journée anniversaire du « mouvement du 4 mai » (première manifestation étudiante organisée il y a soixante-dix ans en faveur de la démocratie), les étudiants de l'université de Pékin, la plus prestigieuse de Chine, ont été les premiers, peu après 8 heures, à descendre dans la rue. Au fur et à mesure de leur progression vers la grande place Tiananmen, des milliers d'étudiants appartenant aux autres universités de la capitale sont venus grossir le cortège, agitant des banderoles rouges et blanches appelant à la démocratie et à la liberté de la presse. Comme la semaine dernière, lorsque les étudiants avaient défilé massivement jusqu'à Tiananmen, de nombreux passants encourageaient les manifestants.

En début d'après-midi, le cortège (près de trois cent mille personnes, selon l'AFP) pénétrait sur la célèbre esplanade, après avoir débordé, sans violence, les cordons de policiers. Ceux-ci, conduits par la foule et incapables d'endiguer le flot humain, ont rapidement battu en retraite. Par ailleurs, plusieurs centaines de journalistes locaux ont manifesté devant l'agence officielle de la presse pour réclamer la liberté de la presse.

D'autres manifestations d'étudiants ont lieu simultanément dans de grandes villes chinoises, à Shanghai et Tianjin notamment, et cela malgré l'interdiction des autorités et

l'intervention du secrétaire général du Parti communiste chinois.

Mise en garde

M. Zhao Ziyang a, en effet, adressé une sévère mise en garde aux « agitateurs » à l'occasion de sa première prise de position publique sur la question étudiante.

Quelques heures après l'annonce de la nouvelle manifestation, mercredi, M. Zhao a déclaré : « Si des troubles accompagnés de graves conflits sociaux se produisent à nouveau ou si une situation anarchique vient à naître, (...) alors la Chine se transforme en un pays sans espoir et vous avez chaos. »

M. Zhao a adressé à plus de trois mille personnes, dont des étudiants, réunies dans le Palais du peuple, le 4 mai. Il a appelé le pays tout entier - le parti, le peuple et la jeunesse - à « lutter contre l'agitation ». Il a fait valoir que « la stabilité sociale était le principal facteur du succès des réformes » entreprises depuis dix ans dans le pays.

« Nous-nous-ne sommes pas assez de troubles sociaux ? Depuis 1949, la Chine n'a connu qu'une vingtaine d'années de stabilité », a-t-il lancé à l'adresse des étudiants, qui depuis la mort, le 15 avril, de l'ex-chef du PC chinois, Hu Yaobang, ont engagé un mouvement en faveur de la démocratisation. Le numéro un du régime, M. Deng Xiaoping, n'était pas présent à la réunion pour entendre ces discours, dont de larges extraits ont été retransmis à la télévision. - (A.F.P., Reuter.)

Une tradition de contestations

Il y a soixante-dix ans, les étudiants descendaient dans les rues de Pékin pour protester contre les « vingt et une demandes » présentées par le Japon à une Chine écartelée par des seigneurs de la guerre corrompus. Les dirigeants de Tokyo visaient à faire de l'homme malade de l'Asie un protectorat nippon.

Les étudiants expriment l'indignation d'une population qui se sentait humiliée, au lendemain d'une guerre mondiale à laquelle la Chine avait pris part, mais dont elle n'avait tiré aucun profit. Ce fut, pour eux, le début d'une longue tradition de contestation, que les fera manifester contre les Japonais, le Kuomintang et jusqu'à la révolution culturelle, au point que, pour beaucoup de Chinois, ils ont symbolisé la conscience du pays.

La Chine sortait de l'agonie de l'empire mandchou, s'ouvrait au monde, était en proie à un profond « renouveau » culturel. Les intellectuels modernistes abandonnaient le chinois classique pour la langue parlée, compréhensible de tous. Ils cherchaient à l'étranger des sources d'inspiration pour moderniser et moraliser un pays qui allait à vau-l'eau.

C'était l'époque où les jeunes idéalistes et désemparés, voulant casser la « boutique de Confucius », jugée coupable de tous les maux, après avoir coupé leur natte et fait campagne contre les pieds bandés des jeunes femmes. Des intellectuels de Hu Shi, le nationaliste, à Li Dezhao et Chen Duxiu - fondateurs avec Mao Zedong du PCC deux ans plus tard - étaient les maîtres à penser des étudiants.

Les communistes avaient vite appris à utiliser ce mécontentement de la jeunesse et des intellectuels, leur désir d'une société enfin purgée des misères passées et assez puissante pour tenir tête aux ambitions étrangères.

Ils accueillirent plus tard dans leur base de Yanan des milliers de jeunes idéalistes, dont ils firent les cadres avec lesquels ils allaient administrer la Chine après leur victoire en 1949.

C'est cette même jeunesse étudiante sur laquelle le PCC s'est appuyé pendant plus d'un demi-siècle qui retourne contre le pouvoir d'aujourd'hui cette tradition contestataire.

PATRICE DE BEER.

سكان العالم

Afrique

SÉNÉGAL : les affrontements avec les Mauritaniens

Les opérations de rapatriement se sont étendues à la province

Une journée de deuil national, après les massacres entre Sénégalais et Mauritaniens, le mercredi 3 mai s'est achevé sans incidents majeurs à Dakar. Le ministre des affaires étrangères, Roland Dumas, a déclaré que les événements de ces derniers jours ne remettent pas en question le processus de paix. La situation est loin d'être stabilisée, mais Dakar revit. La circulation est normale. Les artères principales sont dégorgées, les carrefours embouteillés. Jusqu'à Rufisque, à une trentaine de kilomètres à l'est, il faut jouer à « saute-mouton » avec les microbus jaune-blanc-bleu, bariolés de simples taches. Des qu'on s'agglomère, on dépense les trois ou quatre habitations, un commerce mauritanien est là. Du moins, ce qu'il en reste. Partout l'affligeant spectacle de boutiques pillées et saignées s'offre à nous. Pas une n'a été pargnée.

Proche de plusieurs centres touristiques, Mbour, chef-lieu de département, à 80 kilomètres au sud de Dakar, accueille pourtant ses visiteurs avec le spectacle et l'odeur pestilentielle d'une décharge publique ouverte à ses portes. Deux grands axes goudronnés, perpendiculaires, traversent la ville. Les autres voies publiques, comme tirées au cordeau, sont recouvertes de sable. A chaque intersection, un magasin dévasté témoigne de la folie sénégalaise de la semaine écoulée, et de l'ardeur au commerce de la population mauritanienne.

Les Mboursiens sont unanimes. « Il n'en reste plus un seul. Ils ont eu peur. Ils ont eu raison. » Notre interlocuteur, chauffeur d'une camionnette aux couleurs d'un tour-opérateur sénégalais, est formel : « Les derniers sont partis lundi matin avant la levée du couvre-feu, direction la Foire internationale de Dakar, pour prendre un avion vers la Mauritanie. »

« On s'est trompés... »

Près de l'école du Parti socialiste, le traitement infligé à ce qui a été une entreprise de quincaillerie a été particulièrement sévère. Il ne reste rien. L'établissement appartenait à un Français d'origine libanaise. Les Sénégalais interrogés à proximité affirment qu'il s'agit d'une erreur : « On s'est trompés, on a cru que c'était un magasin. » En fait, une meute organisée, dirigée par un chef muni d'une arme à feu, a exigé du quincaillier qu'il livre la marchandise qu'il tenait d'un Mauritanien. Persuadé que les voleurs se contenteraient de ce qu'ils demandaient, le commerçant a ouvert son entrepôt.

La vie suit son cours. Comme si rien ne s'était passé. Le marché grouille de monde. Un précheur mouride (conférence musulmane du Sénégal), en bouzou noir et jaune, méditant l'arabe au wolof, raconte la vie du Prophète en s'égoutillant. Il maintient en haleine quelques centaines de personnes, dont les plus excitées commencent à gesticuler, les bras au ciel.

Clivages sociaux

La vie suit son cours. Comme si rien ne s'était passé. Le marché grouille de monde. Un précheur mouride (conférence musulmane du Sénégal), en bouzou noir et jaune, méditant l'arabe au wolof, raconte la vie du Prophète en s'égoutillant. Il maintient en haleine quelques centaines de personnes, dont les plus excitées commencent à gesticuler, les bras au ciel.

lement une crise économique de plus en plus pesante. Tous ces jeunes, exclus du système, ne rêvent que d'en découdre avec une société déséquilibrée où l'autorité du pouvoir, à travers sa police, sa gendarmerie et son armée, vient une fois de plus d'être bafouée.

Les appareils de l'armée française pourraient également se diriger sur les aérodromes de Ziguinchor, dans le sud du pays, en Casamance et vers l'ambassade, à l'est, pour évacuer les ressortissants mauritaniens qui y ont été regroupés, pendant que les avions des autres puissances continueraient leur ballet entre Dakar et Nouakchott.

FREDERIC FRITSCHER.

Amériques

CANADA : après la défaite électorale de novembre

M. John Turner, chef du parti libéral, annonce sa démission

MONTREAL de notre correspondante

M. John Turner, chef du Parti libéral, principale formation de l'opposition au Canada, a annoncé, mercredi 3 mai, à Ottawa, son intention de démissionner.

De nombreux libéraux ne cachent pas leur impatience de voir leur chef, presque sexagénaire, céder sa place, depuis la défaite enregistrée lors des élections du 21 novembre dernier, à l'issue desquelles M. Brian Mulroney (conservateur) a obtenu un second mandat. Moins populaire que son parti avait joué son va-tout pendant cette campagne avec une pugnacité et un courage qui ont surpris ses adversaires. Il avait tenté de venger l'humiliation de la défaite de septembre 1984, où le parti libéral « orphelin » de M. Pierre Elliott Trudeau depuis trois mois avait enregistré un des pires scores de son histoire, après avoir dirigé le pays pendant près de vingt ans. Il se devait aussi de démontrer ses talents de rassembleur pour mettre un terme à l'incessante contestation dont il était l'objet depuis des mois. M. Turner a toujours été considéré avec suspicion par les barons de l'ère Trudeau, qui n'ont pas réussi à imposer leur candidat, Jean Chrétien, à la tête du parti en 1984. A leurs yeux, le brillant avocat de Bay Street (la rue des affaires de Toronto), était bien trop proche des classes possédantes pour ne pas vouloir, à terme, conduire le parti vers la droite.

Un parti qui se cherche

Les critiques avaient pris un tour public quand M. Turner avait approuvé l'entente constitutionnelle dite « du lac Meech », signée en 1987. Cet accord, dont deux provinces bloquent toujours la ratification, consacre presque la dilapidation de l'héritage Trudeau. Il reconnaît le caractère « distinct » du Québec au sein du Canada et favorise une forme de fédéralisme moins centralisée. Après avoir mené de justesse deux tentatives de rébellion à un an d'intervalle, M. Turner avait essayé, quelques semaines avant les élections, les attaques beaucoup plus perfides d'anciens du sérail qui lui reprochaient publiquement son « incompétence » et son « manque de vision ».

dénoncé le protectionnisme. M. Turner a combattu l'accord de libre-échange signé entre le Canada et les Etats-Unis. Un tiers de l'électorat l'a suivi dans sa croisade. C'était un peu plus qu'en 1984 mais pas assez pour asseoir solidement son autorité sur ses troupes rebelles.

Il n'est pas dit que le départ de M. Turner, le chef mal aimé, résoudra les problèmes du Parti libéral, qui se cherche plus que jamais une vocation idéologique entre les conservateurs, plutôt de centre droit, et les néo-démocrates (dirigé par Edouard Broadbent, démissionnaire lui aussi), qu'il faut situer plus près du centre gauche depuis la révision pragmatique de leurs grands idéaux socialistes. « Ce dont le Parti libéral, encore nostalgique de l'ère Trudeau, a besoin, estime un observateur local, c'est d'un chef qui ait une vision du Canada et qui réussisse à l'imposer, à la fois à son parti et aux Canadiens. »

John Turner n'aura finalement réalisé son rêve d'adolescent - devenir premier ministre - que durant soixante-dix-neuf jours, au titre de successeur désigné de Pierre Elliott Trudeau, son grand rival. Beau, jeune, cultivé (il est diplômé d'Oxford et de la Sorbonne), riche et bilingue, John Turner avait tout pour aller loin. Elu député en 1962, nommé ministre trois ans plus tard - à trente-six ans - dans le cabinet Pearson, il fait figure d'étoile montante au sein de son parti. Un autre jeune loup, à l'ascension fulgurante, aura fait de l'écopier Turner est battu par Trudeau lors du congrès organisé en 1968 pour l'élection d'un nouveau chef libéral.

MARTINE JACOT.

Le voyage du pape en Zambie

Jean-Paul II appelle à la « solidarité » avec le tiers-monde

LUSAKA de notre envoyée spéciale

C'est devant une foule immense - trois cent mille personnes selon les forces de sécurité - que le pape Jean-Paul II a célébré la première messe de son escalade zambienne, mercredi 3 mai à Kitwe, deuxième ville du pays. Poursuivant son marathon pastoral, le souverain pontife, de retour à Lusaka, s'est adressé à la « jeunesse zambienne » rassemblée des premières heures de l'après-midi au stade de l'indépendance.

« Jésus vous fait signe, il vous invite à faire le voyage avec lui, un voyage dans la foi qui exigera de vous toute votre générosité, votre enthousiasme, votre courage », a prêché le Saint-Père. « Fumer de la marijuana ne constitue qu'une fuite », a-t-il souligné.

Outre les hauts dignitaires de l'Eglise catholique, le président Kaunda assistait également au discours de Jean-Paul II, chancelier acclamé par une foule enthousiaste, mais pas toujours très jeune et, surtout, un peu clairsemée : le stade, dont la capacité d'accueil est d'environ trente mille places, n'était plein qu'à dix pour cent.

Pas un diplomate, en revanche, ne manquait à l'appel lors de la rencontre organisée en début de soirée au centre de conférences de Mulungushi. Les responsables du mouvement de résistance sud-africain l'ANC (African national congress) qui ne disposent pas du statut diplomatique

en Zambie, n'y assistaient pas. Jean-Paul II a rappelé les positions de l'Eglise concernant l'apartheid et le racisme - « contraires à la foi et à l'amour chrétien » - et a demandé à la communauté internationale de poursuivre ses « efforts de solidarité » envers les pays du tiers-monde.

Jean-Paul II a appelé les positions de l'Eglise concernant l'apartheid et le racisme - « contraires à la foi et à l'amour chrétien » - et a demandé à la communauté internationale de poursuivre ses « efforts de solidarité » envers les pays du tiers-monde.

Pas un diplomate, en revanche, ne manquait à l'appel lors de la rencontre organisée en début de soirée au centre de conférences de Mulungushi. Les responsables du mouvement de résistance sud-africain l'ANC (African national congress) qui ne disposent pas du statut diplomatique

en Zambie, n'y assistaient pas. Jean-Paul II a rappelé les positions de l'Eglise concernant l'apartheid et le racisme - « contraires à la foi et à l'amour chrétien » - et a demandé à la communauté internationale de poursuivre ses « efforts de solidarité » envers les pays du tiers-monde.

en Zambie, n'y assistaient pas. Jean-Paul II a rappelé les positions de l'Eglise concernant l'apartheid et le racisme - « contraires à la foi et à l'amour chrétien » - et a demandé à la communauté internationale de poursuivre ses « efforts de solidarité » envers les pays du tiers-monde.

en Zambie, n'y assistaient pas. Jean-Paul II a rappelé les positions de l'Eglise concernant l'apartheid et le racisme - « contraires à la foi et à l'amour chrétien » - et a demandé à la communauté internationale de poursuivre ses « efforts de solidarité » envers les pays du tiers-monde.

en Zambie, n'y assistaient pas. Jean-Paul II a rappelé les positions de l'Eglise concernant l'apartheid et le racisme - « contraires à la foi et à l'amour chrétien » - et a demandé à la communauté internationale de poursuivre ses « efforts de solidarité » envers les pays du tiers-monde.

en Zambie, n'y assistaient pas. Jean-Paul II a rappelé les positions de l'Eglise concernant l'apartheid et le racisme - « contraires à la foi et à l'amour chrétien » - et a demandé à la communauté internationale de poursuivre ses « efforts de solidarité » envers les pays du tiers-monde.

en Zambie, n'y assistaient pas. Jean-Paul II a rappelé les positions de l'Eglise concernant l'apartheid et le racisme - « contraires à la foi et à l'amour chrétien » - et a demandé à la communauté internationale de poursuivre ses « efforts de solidarité » envers les pays du tiers-monde.

AFRIQUE DU SUD

Pretoria déplore l'« embarras » causé par le trafic d'armes découvert à Paris

JOHANNESBURG de notre correspondant

Les officiels sud-africains impliqués dans le trafic d'armes découvert à Paris, le 21 avril, par la DST (l'agence de sécurité) ont été accusés de « trahison du gouvernement », a déclaré, le mercredi 3 mai au Parlement, le général Magnus Malan, ministre de la défense. Ce dernier a néanmoins reconnu que M. Daniel Stroom, agent technique et administrateur à l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris, était intervenu comme intermédiaire pour Armscor, la fabrique d'Etat d'armements. Mais il a nié que cette firme ou l'armée sud-africaine ait livré des armes à l'UDA (United Defence Association) ou toute autre organisation d'Irlande du Nord.

Ce démenti intervient au terme de l'enquête officielle du gouvernement de Pretoria sur cette affaire dite du Blowpipe (lance-missiles sol-air) qui a provoqué le départ de France de trois diplomates sud-africains à la fin de la semaine dernière. M. Malan a affirmé qu'aucune arme n'avait été donnée en échange « d'un savoir-faire ou d'une technologie » (celle du Blowpipe) et que « telle n'était pas l'intention ».

Selon le ministre, M. Stroom avait bien rendez-vous au moment où il a été arrêté avec un trafiquant d'armes américain, M. Douglas Bernhart, mais il ignorait que d'autres gens seraient présents. En l'occurrence, les trois ressortissants loyalistes irlandais, MM. Noel Lit-

tle, James King et Samuel Quinn, appréhendés après qu'ils eurent posé des mines du lance-missiles volé à la firme Sports de Belfast.

M. Malan a annoncé que « des mesures appropriées » seraient prises contre les officiels sud-africains qui ont participé à « des actions non autorisées de l'agence de sécurité ». Il a également déclaré que cet incident est causé de « l'embarras à certains gouvernements, ceux de Grande-Bretagne, de France et d'Irlande », précisant que « ce n'était pas intentionnel ». A ce propos, M. Fik Botha, ministre des affaires étrangères, a expliqué que le chef de l'Etat avait été en contact direct avec M^{me} Margaret Thatcher et qu'il espérait que le gouvernement britannique accepterait la parole du gouvernement de Pretoria selon laquelle celui-ci n'avait pas eu connaissance de l'opération.

M. Malan a également répété que son pays ne vendait pas d'armes à des organisations terroristes. Il a toutefois rappelé que l'Afrique du Sud était, depuis 1971, victime d'un embargo et que « le marché international de l'armement avait ses propres règles, ses codes moraux qui ne coïncident pas toujours avec les principes acceptés de la diplomatie et de la loi internationale ». « Ce n'est pas nous qui l'avons fait », a-t-il déclaré, « nous l'avons trouvé tel qu'il est. » Le ministre a reconnu que son pays, « de temps à autre », était contraint « d'envoyer dans ce monde pour les besoins de sa sécurité », mais qu'Armscor « n'était pas en position de contrôler les associés ou les contacts des marchands d'armes internationaux ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

NIGERIA

Levee partielle de l'interdiction des partis

Lagos. - Le chef de l'Etat nigérian, le général Ibrahim Babangida, a annoncé, le mercredi 3 mai, au cours d'une allocution radiotélévisée, une levée partielle de l'interdiction des partis politiques dans le pays. Le gouvernement respecte ainsi le calendrier du programme de transition vers le rétablissement d'un régime civil en 1992 au Nigeria.

Les partis politiques étaient interdits dans le pays depuis l'arrivée au pouvoir du général Mahamadu Buhari, le 31 décembre 1983. Dans son allocution, le général Babangida a également annoncé le contenu définitif de la nouvelle Constitution fédérale élaborée par l'Assemblée constituante, qui vient de se séparer après onze mois de travaux : comme dans la Constitution de 1979, il est prévu que chaque Etat de la Fédération qui le souhaite puisse appliquer la loi islamique, mais une nouvelle a été introduite, la charia ne pourra s'appliquer qu'aux musulmans. — (AFP.)

ALGERIE

M. Ben Bella veut sortir d'exil

Alger. - L'ancien président Ahmed Ben Bella, en exil depuis 1981, a décidé de rentrer en Algérie pour y animer son parti, le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), a déclaré, mardi 2 mai, le porte-parole du MDA, M. Hocine Guerrouche.

M. Ben Bella fut l'un des chefs historiques du Front de libération nationale (FLN). Il a été, en 1962, le premier président de l'Etat algérien, avant d'être renversé, en juin 1965, par un coup d'Etat militaire dirigé par le colonel Houari Boumedienne. Arrêté à cette date, il a été détenu jusqu'en 1980. Le MDA, dont l'action « s'inspire et se réclame » des idéaux de novembre 1954 (date du déclenchement de la guerre de libération), entend être un mouvement qui « intègre les préoccupations du moment et les objectifs lointains ». La nouvelle Constitution algérienne, adoptée en février dernier, autorise l'existence du multipartisme en Algérie. Le MDA pourrait être légalisé, comme tous les autres mouvements politiques créés ces derniers mois. — (AFP.)

Elections législatives le 6 septembre

JOHANNESBURG de notre correspondant

Le président Pieter Botha a annoncé, mercredi 3 mai, au Parlement, que les élections générales pour les Blancs, les Métis et les Indiens auraient lieu le 6 septembre prochain. Ce sera la première fois que cette consultation aura lieu au même moment pour les trois communautés.

Une crise politique a secoué le Parti national au pouvoir après la démission de M. Botha - frappé par une congestion cérébrale - en tant que chef de cette formation, le 2 février. M. Frederik De Klerk, qui lui a succédé à la tête du parti, deviendra vraisemblablement chef de l'Etat une semaine après la consultation. Ces élections législatives, que le Parti national a toutes les chances de remporter, se dérouleront juste deux mois avant le scrutin prévu en Namibie. Le sort de ce territoire constituera l'un des thèmes principaux de la campagne avec celui de la poursuite des réformes que M. De Klerk a promis de remettre en chantier.

M. B.-R.

“Nous vous offrons le meilleur de nous-mêmes”



Maria Perez est hôteesse à bord de l'un des DC1030 internationaux d'Aeroméxico. Sa courtoisie est naturelle mais son sourire exprime aussi le plaisir sincère que lui procure son travail. Comme tous, elle a fait sien la nouvelle devise de la compagnie : « Nous vous offrons le meilleur de nous-mêmes ». Ponctualité, Qualité des services : Courtoisie sont les trois points forts de cette volonté.

3 vols Paris-Madrid-Miami-Mexico

Chaque semaine, les mardi, jeudi et samedi, au départ d'Orly, les DC 10/30 les plus modernes d'Aeroméxico quittent Paris à destination de Mexico. A bord des vols Aeroméxico, les passagers de la classe "touriste" bénéficient des meilleures prestations (*).

44 sièges en classe V.I.P.

Le compartiment V.I.P., situé à l'avant de l'appareil propose 44 sièges spacieux et confortables. Les passagers bénéficient de services très appréciés : comptoir réservé à l'aéroport ; Repas de qualité, servis à l'assiette ; Service de table élégant ; Sélection d'apéritifs, de vins et d'alcools.

Vols Vacances et Vols Visite

Aeroméxico propose à tous ceux qui partent au Mexique pour leurs vacances ou leurs affaires, (pour une durée de séjour de 13 à 60 jours), ses tarifs "Vol Vacances" et "Vol Visite".

PARIS-MIAMI-PARIS 4.880 F.

PARIS-MEXICO-PARIS 5.610 F.

A Orly, c'est déjà le Mexique

Partir au Mexique avec Aeroméxico, c'est être en vacances dès le départ d'Orly et découvrir, dès votre embarquement, la cordialité et la convivialité mexicaine !



Aerovías de Mexico S.A.
12, rue Auber Paris 8^e
Rexa : (1) 47.42.40.50.

* Classée 1^{re} compagnie nord-américaine par Air Travel Consumer Report en Janvier 1988.

aeroméxico

3 vols par semaine PARIS - MADRID - MIAMI - MEXICO

Amériques

**CHILI : après le refus du projet par l'opposition
Le général Pinochet annonce l'abandon
de la réforme constitutionnelle**

SANTIAGO
de notre correspondant

Les dix-neuf amendements à la Constitution proposés le 28 avril par le chef du cabinet chilien, M. Carlos Caceres, étaient à prendre ou à laisser. Après que les dix-sept partis d'opposition de la Concertación pour la démocratie eurent déclaré, mardi 2 mai, qu'ils ne pouvaient donner leur assentiment à ce qu'ils considéraient comme « un grave recul », le gouvernement a décidé de « ne promouvoir aucune réforme constitutionnelle, en l'absence du consensus nécessaire ».

Quelques heures avant que soit donnée lecture, mercredi, du communiqué gouvernemental, le général Pinochet avait eu un bref entretien avec les quatre titulaires de la Junte des commandants en chef. Mais le sort de la réforme était scellé depuis la veille, les autorités n'ayant nullement l'intention d'en négocier le contenu avec l'opposition, et surtout pas d'accéder à la principale revendication de la Concertación : l'assouplissement de la procédure de modification de la Charte fondamentale.

La déclaration du gouvernement, lue par M. Caceres, s'en prend à « l'insignifiance et l'irresponsabilité historique » des partis d'opposition, et développe l'un des thèmes favoris du régime, « l'hégémonie de l'extrême gauche au sein de la coalition ». Il est désormais manifeste, selon M. Caceres, que les opposants « ne visent pas au perfectionnement de l'ordre institutionnel, mais à sa destruction et au retour au passé ».

En une ultime et inutile tentative de conciliation, le président de la démocratie chrétienne, M. Patricio Aylwin, s'était rendu mercredi matin au siège de la formation conservatrice Renovación Nacional, co-signataire, avec la Concertación, d'un projet de réforme remis au gouvernement il y a quelques semaines. « La proposition du pouvoir est parfaite, et une amélioration doit être recherchée », déclare le dirigeant chrétien à l'issue de sa rencontre avec le chef du parti de droite, M. Sergio Onofre Jarpa. Visiblement embarrassé par la tournure des événements, ce dernier se montra lui aussi conciliant. « L'attitude de la Concertación ne doit pas être interprétée comme un refus rigide », affirme-t-il avant de se déclarer favorable à une reprise du dialogue entre les autorités et les milieux politiques.

Mais c'est un tout autre son de cloche que faisait entendre, au même moment, M. Ricardo Lagos, président du Parti pour la démocratie (gauche modérée), qui mit en demeure Renovación Nacional de se prononcer contre le projet officiel, incompatible, selon lui, avec l'accord souscrit entre l'opposition et la droite « indépendante ». À la différence des démocrates-chrétiens, qui auraient souhaité relancer les conversations avec le général, les socialistes comme les communistes ont opté pour un rejet pur et simple d'un projet dont ils s'attendaient, de toute façon, rien de bon.

Ainsi prend fin abruptement le processus amorcé le 11 mars lorsque, à l'occasion de l'anniversaire de la promulgation de la Constitution, le général Pinochet annonça la possible organisation d'un référendum pour « améliorer » certains de ses articles. Ce fut le premier succès de M. Caceres, qui avait fait le siège de la présidence pour persuader le chef de l'État de l'intérêt d'une réforme consensuelle approuvée avant les élections générales prévues pour la fin de l'année.

« Au pied
du canon »

Dans l'esprit du ministre, appuyé par les forces armées, un « oui » massif à une éventuelle consultation populaire aurait présenté le triple avantage d'effacer en partie les effets de la victoire du « non » au plébiscite d'octobre dernier, de remettre en selle les forces de droite et de circonscrire les prétentions constitutionnelles des opposants. Tout entier à sa tâche, multipliant les contacts avec les dirigeants politiques, recevant même à la Moneda, pour la première fois depuis l'instauration du régime militaire, le porte-parole de l'opposition en la personne de M. Aylwin, M. Caceres se heurta pourtant à un premier obstacle, des plus prévisibles : le peu d'empressement du général Pinochet à promouvoir des réformes permettant une réelle démocratisation.

Les divergences entre les deux hommes furent aggravées par le refus catégorique du chef du gouvernement d'accepter l'amendement qui aurait permis au président de la République d'être à nouveau candidat en décembre (la Constitution ne permet pas l'exercice de deux mandats présidentiels consécutifs). Le 26 avril, M. Caceres renonça à sa charge. Mais, le lendemain, le général Pinochet le reconduisit dans ses fonctions, sous la pression des ministres et de certains chefs militaires.

Pour l'heure, la rupture entre le gouvernement et l'opposition pourrait se traduire par un profond remaniement ministériel. Il est clair que le général Pinochet, s'il a, semble-t-il, renoncé à briser à nouveau les suffrages de ses concitoyens, entend bien surveiller de très près la transition vers la démocratie. La Constitution l'autorise d'ailleurs à demeurer pendant quatre années supplémentaires à la tête de l'armée de terre, et, contrairement à ce qu'on avait déjà annoncé les commandants en chef de la marine et de l'aviation, qui passeront l'an prochain au cadre de réserve, il a la ferme intention de rester « au pied du canon ».

« Il est impensable », soutient M. Aylwin, qu'un homme habitué au pouvoir absolu accepte du jour au lendemain d'obéir à un président de la République démocratiquement élu. Il est donc nécessaire, estime le dirigeant démocrate-chrétien, que le chef de l'État renonce au commandement de l'armée de terre à la fin de son mandat présidentiel, en mars 1990. Mais comment l'en convaincre ?

GILLES BAUDIN

Diplomatie

M. Bush réaffirme sa position sur les missiles à courte portée en Europe

Pas de négociations avec l'URSS avant un rééquilibrage des armements conventionnels

M. Genscher a déclaré, mercredi 3 mai dans un entretien télévisé, que c'est la RFA qui a « le premier et le dernier mot à dire » sur la question des armes nucléaires à courte portée, objet actuellement d'un débat au sein de l'OTAN. De son côté, le porte-parole de la chancellerie, M. Haas

Klein, n'a pas exclu que les négociations réclamées par la RFA sur ce type d'armes puissent s'ouvrir seulement dans deux ans, après les élections au Bundestag, prévues pour décembre 1990.

A Paris, M. Roland Dumas, répondant aux questions des députés, a souligné que

l'URSS, qui dispose d'un avantage très important en ce domaine, réduise le nombre de ses missiles tactiques. « C'est à Vienne, dans les négociations sur la réduction des armements classiques, que nous pourrions tester la réalité des intentions soviétiques », a encore déclaré M. Dumas.

WASHINGTON
de notre correspondant

Cette fois la cause paraît entendue. En dépit de son incapacité à convaincre la plupart de ses alliés européens, et malgré les critiques de plus en plus incisives qui se font entendre aux États-Unis mêmes, l'administration Bush refuse de céder, et d'envisager, comme le réclame désormais le gouvernement ouest-allemand, l'ouverture prochaine d'une négociation avec l'URSS sur les missiles à courte portée en Europe (SNF).

C'est M. Bush lui-même qui a balayé les derniers doutes suscités par certains articles récents de la presse américaine : pendant une heure (au lieu des vingt minutes prévues pour l'entretien), il s'est efforcé, mercredi 3 mai, de convaincre le premier ministre norvégien, Mme Brundtland, du danger que représenterait pour l'OTAN l'ouverture de négociations avec la SNF avant tout rééquilibrage des forces conventionnelles en Europe.

Mme Brundtland n'a nullement été convaincue, bien que, selon les termes du porte-parole de la Maison Blanche, M. Bush lui ait exposé la position américaine « dans les termes les plus fermes ». L'adjectif, qui résume l'état d'esprit américain, a d'ailleurs été réutilisé par le même porte-parole : « Nous continuerons à discuter avec nos alliés, mais nous sommes très fermes sur nos positions ».

En dépit — ou à cause — de cette fermeté, l'administration Bush se trouve dans une situation fort inconfortable. Fait paradoxal, si son soubassement à la crise a été provoqué par les dernières prises de position du gouvernement ouest-allemand, c'est désormais la Maison Blanche qui fait figure d'accusée.

Les reproches ne viennent pas seulement d'Europe — où seule Mme Thatcher appuie totalement la position américaine et va même plus loin dans le refus définitif de

toute négociation sur les SNF. De plus en plus, ces reproches émanent de spécialistes ou d'hommes politiques américains qui reprochent à l'administration de ne pas sentir venir la crise, et de s'arçonner sur des positions intenablement illogiques.

« Un meilleur
instinct »

La critique la plus percutante est venue de la bouche d'un homme de l'art. M. Paul Nitze, l'ancien conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité.

D'abord, dans un entretien avec le *New York Times*, puis dans de multiples interviews télévisées, mercredi 3 mai, M. Nitze, qui a quatre-vingt-deux ans, semble en vouloir à la nouvelle administration de l'avoir mis plus ou moins à l'écart, et ne porte visiblement pas le nouveau secrétaire d'État, M. James Baker, dans son cœur. S'est montré très sévère. D'une part, explique-t-il, la position américaine est « politiquement impossible pour la plus grande partie de l'Europe », et, d'autre part, il serait dans l'intérêt évident de l'alliance atlantique d'engager des négociations sur un type d'armement où les Soviétiques disposent d'une énorme supériorité. M. Nitze ajoute toutefois qu'il faudrait obtenir de Bonn l'assurance que ces négociations n'aboutiraient pas à l'élimination totale des SNF.

D'autres observateurs conservateurs — comme Irving Kristol — sont aussi dans une certaine critique : la presse libérale et certains responsables démocrates ne sont pas en reste. « Quelles que soient les manœuvres politiques nouvelles de M. Kohl et de M. Genscher », écrit le *New York Times* dans un éditorial, « ils font preuve, à propos des négociations sur les SNF d'un meilleur instinct que le président Bush ou Mme Thatcher ».

Sans aller jusque-là, le puissant président de la commission des forces armées du Sénat, M. Sam Nunn, regrette que l'OTAN n'ait

pas élaboré une « vision d'ensemble » des relations Est-Ouest, manière détournée d'adresser ce reproche à M. Bush, et un autre sénateur, M. Joe Biden renchérit de façon plus explicite, en attribuant la crise actuelle à l'absence de leadership, de direction, de la part de Washington : c'est un refrain qu'on entend de plus en plus souvent ici, où l'on reproche à l'équipe de M. Bush d'avoir fait traîner plus que de raison son examen des relations soviéto-américaines, suscitant en Europe un sentiment de flottement ou de manque d'imagination.

Rien de tout cela ne semble beaucoup émouvoir les responsables de l'administration. Les critiques de M. Nitze, en particulier, sont accueillies avec une ironie cinglante : ne sont-ils pas, lui et les autres négociateurs du traité FNI (les armes de portée intermédiaire), à l'origine de toute cette affaire ? La crise actuelle, fait-on valoir, est la conséquence logique et prévisible de ce traité que certains des principaux collaborateurs actuels de M. Bush avaient accueilli avec les plus grandes réticences.

Pas de réductions
du côté occidental

Quant à l'attitude des dirigeants allemands, elle est jugée sans indulgence — on n'est pas loin de considérer qu'ils ont manqué à leur parole, — et plutôt que d'évoquer un compromis, on veut espérer que les Allemands rentreront dans le droit chemin.

L'idée qu'une réduction — accompagnée d'un rééquilibrage — du nombre des SNF serait plus profitable à l'OTAN qu'au pacte de Varsovie est également rejetée. Dans la situation actuelle, les 88 fusées Lance sont un « minimum absolu » pour constituer un élément de dissuasion nucléaire (en fait, leur nombre est même insuffisant).

Rien de bon ne peut donc sortir d'une négociation sur les SNF dans les circonstances présentes,

c'est-à-dire tant que le déséquilibre conventionnel reste aussi important. Le chef du Pentagone, M. Cheney, qui ne mâche jamais ses mots, a d'ailleurs expliqué jeudi que si l'on était « incapable de résister aux pressions » des Soviétiques en vue de l'ouverture de telles négociations, on serait « tout aussi incapable » de résister aux pressions en faveur de la « troisième option zéro », qui selon lui seraient alors assés exercées par Moscou et ses alliés.

Des progrès
sur le conventionnel

Pour autant, indique-t-on dans l'entourage de M. Bush, une certaine « flexibilité » est imaginable : elle consisterait à ne pas attendre la conclusion en bonne et due forme d'un traité sur la réduction des armes conventionnelles pour s'attaquer au problème posé par les armes nucléaires tactiques. Escortez, faudrait-il que des progrès substantiels aient été réalisés, et que l'OTAN sache précisément à quoi s'en tenir quant aux intentions soviétiques.

C'est apparemment la seule concession envisagée actuellement à Washington, où l'on s'attendait toutefois que les désaccords actuels soient réglés avant le prochain sommet de l'OTAN, à la fin mai — de manière que les dirigeants de l'alliance puissent traiter de questions « plus importantes » que les Lance.

Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, qui est arrivé mercredi 3 mai à Washington, devait, au cours de ses entretiens, présenter une formule de compromis : les positions américaine et allemande. Mais le président américain — qui est pourtant un homme accommodant et s'est précieusement révisé depuis le début de son mandat comme un homme de compromis — ne semble pas cette fois disposé à céder sur l'essentiel.

Il y va non seulement de ses convictions en termes de logique militaire et politique, mais aussi de son prestige, et de celui des États-Unis. Si, après avoir parlé si haut et si fort, Washington devait reculer, l'image de M. Bush ne ferait que pâlir un peu plus.

JAN KRAUZE

Europe

RFA

« Les Waffen SS n'étaient pas
des criminels »
déclare le porte-parole du gouvernement

BONN
de notre correspondant

La nomination de M. Hans Klein, dit Johnny, ancien ministre de la coopération et membre de la CSU bavaroise, au poste de porte-parole de la chancellerie et du gouvernement avait été unanimement saluée. Son caractère affable, souriant et surtout ses qualités de communicateur tranchaient avec le style plutôt sec et sans chaleur de son prédécesseur, M. Friedrich Ost. M. Klein, homme du monde à l'élégance raffinée, s'est fait la bourse-main comme personne à M. Thatcher, et les caméras sont irrésistiblement attirées par son noué papillon et son bon poil et ses impeccablement taillés.

Mais M. Klein n'est pas seulement un objet décoratif destiné à embellir l'image d'ensemble d'un gouvernement plutôt mal en point, il a aussi des idées politiques qu'il expose sans fard ni circonlocutions superflues.

Dans un entretien au magazine populaire *Quick* paru le 3 mai, en réponse à une question sur la montée de l'extrême droite en RFA, il a tenu des propos qui devraient bientôt créer quelques remous dans le pays et à l'étranger : « Nous ne devons pas oublier que nous avons défermé des milliers pour les réintégrer aux survivants de l'Holocauste. Nous avons également dépensé des millions pour les douze millions de réfugiés des territoires ».

de langue allemande. Nous nous reconnaissons dans notre passé. Mais quand le chancelier dépose une gerbe à Bitburg, on fait comme s'il avait sacrifié une médaille au revers d'un bourreau de camp de concentration. Les Waffen SS étaient pourtant des unités combattantes, pas des criminels. Ces gens croyaient qu'il était de leur devoir de défendre leur patrie. Tout cela, on ne l'a pas transmis aux jeunes générations. Et tout cela a conduit au fait que nous vivons sans nous être réconciliés avec nos morts. Cela, un peuple le supporte difficilement ».

M. Klein, qui se pique de vouloir introduire une forme de glasnost à Bonn, commence donc par révéler ce qu'il est au-delà des apparences : un tenant, comme les historiens conservateurs, de l'amalgème entre les souffrances des victimes du nazisme et celles des Allemands contraints d'évacuer les territoires de l'Est. L'allusion aux Waffen SS, globalement excusées d'un brevet d'honorabilité militaire, devrait être très modérément appréciée par les survivants d'Oradour. M. Jenninger, président du Bundestag, a récemment perdu son poste pour des propos maladroits à l'occasion de la commémoration de la « Nuit de cristal ». La franchise de M. Klein sera-t-elle plus payante ?

LUC ROSENZWEIG

URSS

M. Gorbatchev a ouvert avec les députés de Moscou
le débat sur le fonctionnement du futur Congrès du peuple

MOSCOU
de notre correspondant

M. Gorbatchev a amorcé, mercredi 3 mai, une vaste négociation politique avec le Congrès des députés du peuple, le nouveau centre du pouvoir qui a fait sortir des urnes en libéralisant la loi électorale.

Alors même que plusieurs sièges restent à pourvoir — le 14 mai prochain, à l'issue d'un troisième et dernier tour — le fonctionnement de ce Parlement fédéral est déjà l'objet de très vives discussions. Premier problème : aucune loi, aucun règlement ne précise la procédure à suivre pour l'élection du Soviet suprême, l'organe perméable que les deux mille deux cent cinquante membres du Congrès ont à constituer en leur sein pour prendre l'essentiel des décisions.

Ce vide juridique a fait craindre que le bureau politique ne sorte de sa manche, à la veille du 25 mai, jour de la convocation du Congrès, une liste toute faite et ne la fasse entériner avant que les députés n'aient eu le temps de se connaître et de préciser leur position politique.

Deuxième problème : l'élection de très nombreux hommes nouveaux qui n'ont pas de responsabilité dans les appareils du parti ou de l'État a créé une situation sans précédent. Auparavant, tout député était par définition un potentat local, disposant de ce fait même de bureaux, de téléphones, de voitures et d'un secrétaire.

Aujourd'hui, beaucoup de députés n'ont pas même le téléphone à leur domicile et moins encore de voiture pour sillonner leur circonscription. Les appareils locaux ne

s'empressent évidemment pas de leur en fournir, et les anecdotes sur les élus tout simplement empêchés de quitter leur région pour rejoindre Moscou (pas de billet d'avion ni de billet de train avant trois mois) fourmillent. Troisième problème : comment seront constituées les commissions parlementaires, et ceux des députés du Congrès qui n'auront pas été élus au Soviet suprême pourront-ils en être membres ?

Des groupes
réformateurs

L'enjeu — le poids politique réel du Congrès et le développement d'un véritable pouvoir parlementaire — est aussi clair que capital. Des groupes de députés réformateurs se sont déjà constitués en plusieurs endroits, notamment à Moscou. Ces premières réunions ont souvent été l'occasion de découvrir de fortes personnalités, sorties de l'ombre en quelques semaines et bien décidées à ne pas laisser usurper leurs responsabilités.

Des demandes précises ont été formulées et des délégations envoyées au Kremlin où elles ont été reçues à deux reprises par M. Loukianov, membre du bureau politique et adjoint de M. Gorbatchev à la présidence de l'État. Mercredi, c'est toutefois le secrétaire général entouré de plusieurs hauts dignitaires du parti qui s'est rendu en personne à une réunion de députés de Moscou. Rien n'a encore été publié sur cette rencontre mais *Le Monde* a appris jeudi matin que le principe d'une discussion préalable à la réunion du Congrès était désormais

acquis. Elle devrait s'ouvrir dès le lendemain du troisième tour, avec la désignation des députés de région chargés de mettre en point une proposition de règlement qui sera ensuite soumise au Congrès.

Reste évidemment à savoir ce que sera cette proposition mais, selon l'un des chefs de file des députés réformateurs de Moscou, on s'acheminait vers des compromis acceptables.

BERNARD GUETTA

TCHÉCOSLOVAQUIE

Renforcement
des liens avec la RDA

La Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est, dont les régimes sont les plus réfractaires au vent de libéralisation qui souffle sur l'URSS et l'Europe de l'Est, ont décidé de faire front commun.

A l'issue d'une « visite de travail et d'amitié » du numéro un est-allemand à Prague, l'agence officielle tchécoslovaque CTIK a annoncé mercredi 3 mai que MM. Honecker et Miloš Jákob, chef du PC tchécoslovaque, ont convenu de « réunions régulières au sommet entre les deux partis frères ».

Il est également signé un accord de coopération concernant la jeunesse. M. Jákob a été invité à se rendre à Berlin-Est en visite officielle et M. Honecker a tenu au président de la République tchécoslovaque, M. Gustav Husák, l'ordre de Karl-Marx, la plus haute distinction est-allemande, pour sa contribution personnelle au renforcement de l'amitié entre les peuples des deux pays. Le numéro un est-allemand ne s'était plus rendu à Prague depuis six ans.

POLOGNE

L'opposition radicale
poursuit sa campagne
contre les élections

La commémoration de l'anniversaire de la fête nationale, qui était célébrée le 3 mai, a donné à la partie la plus radicale de l'opposition polonaise l'occasion de manifester à nouveau mercredi dans la rue son rejet des récents accords conclus entre le régime communiste et Solidarnosc.

Exclu de Solidarité après avoir été un des plus proches collaborateurs de Lech Wałęsa, M. Andrzej Gwiazdka, a pris la parole devant 6000 personnes à Gdansk pour appeler au boycott des élections. Une partie des manifestants s'est ensuite rendue devant le siège de Solidarité pour fustiger Lech Wałęsa lui-même.

A Varsovie, un cortège de 2000 personnes s'est rendu au tombeau du soldat inconnu où M. Wojciech Ziembinski, figure de proue de l'opposition radicale, a réclaté « le départ des troupes soviétiques » et appelé lui aussi la population à refuser de voter. A l'issue de ce rassemblement, quelques jeunes ont lancé des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre, pourtant restées jusqu'à fort discrètes.

La répression brutale, lundi 1^{er} mai, des manifestations organisées par ces mêmes groupes radicaux à Gdansk et à Wrocław, avait suscité ces derniers jours de nombreuses réactions.

Le gouvernement a annoncé mercredi qu'il avait ordonné une enquête. Les dirigeants de Solidarité et Lech Wałęsa étaient intervenus publiquement auprès de lui pour protester, faisant valoir que le chemin de la démocratie impliquait la possibilité pour toute forme d'opposition de s'exprimer.

La direction de Solidarité marche manifestement sur des œufs. La surenchère de l'aille la plus dure de l'opposition, dont les appels au boycott des élections ne sont pas impopulaires, risque de miner sa stratégie. — (AFP, UPI, Reuters.)

حکومت الامم المتحدة

A l'Assemblée nationale

Les députés réglementent l'enseignement de la danse

Les députés ont adopté, mercredi 3 mai, après examen en première lecture par le Sénat, le projet de loi relatif à l'enseignement de la danse, présenté par M. Jack Lang, ministre de la Culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire. Les groupes PS, UDF, RPR et UDC ont voté pour; le PC s'est abstenu.

Dans les tribunes du public, quelques femmes au chignon gracieusement relevé, assises à angle droit sur leur fauteuil, étaient venues écouter parler d'elles et de leur métier. Certaines prenaient fébrilement des notes sur ce projet, qui a décidément beaucoup agité le milieu de la danse, provoquant même une longue grève des artistes de l'Opéra.

Représentant les dispositions contenues dans la loi du 1^{er} décembre 1965, qui n'a jamais été appliquée, le texte, soumis à l'approbation des députés, vise à subordonner l'enseignement de la danse à l'obtention d'un diplôme de professeur, délivré par l'Etat. Une condition contestée par le Syndicat national des artistes musiciens (SNAM), proche de la CGT et majoritaire chez les danseurs, qui estime que les professionnels de la danse ont « la compétence nécessaire pour transmettre leur art » (le monde daté 26-27 mars).

Pour le ministre de la Culture, ce texte ne mérite pourtant « ni cet excès d'honneur ni cette indignité ». Il s'efforce de combler le manque de formation de certains enseignants, responsable parfois d'une véritable « pathologie de la danse » chez les jeunes enfants, due à la pratique d'exercices inappropriés. Le diplôme pourra donc être accordé aux artistes chorégraphes justifiant d'une activité professionnelle d'au moins trois ans au sein du Ballet de Paris, des ballets de théâtres lyriques municipaux ou des centres chorégraphiques nationaux, qui auront acquis une formation pédagogique.

Des dérogations au principe du diplôme obligatoire sont toutefois prévues pour certains types de danse (danses traditionnelles ou de sociétés) ou pour certaines personnes, du fait de leur renommée particulière ou de leur expérience confirmée en matière d'enseignement de la danse. Le projet dispose également que les personnes qui enseignent la danse à la date de la promulgation de la loi seront tenues d'acquiescer le diplôme, mais que celles exerçant depuis plus

de trois ans pourront en être dispensées par décision administrative, prise après avis d'une commission locale.

Pour limiter les risques physiologiques liés à la pratique de la danse, les députés ont adopté un amendement commun à M. Charles Metzinger (PS, Moselle), rapporteur de la commission culturelle, et à M^{me} Françoise de Panfiloff (RPR, Paris) interdisant l'enseignement de la danse aux enfants de moins de quatre ans et le limitant à une activité d'éveil et d'initiation pour les enfants âgés de quatre à huit ans.

Quant aux députés, qui n'ont pas si souvent l'occasion d'évoquer l'enseignement, ils rivalisent de lyrisme avec d'ailleurs plus ou moins de bonheur, mais avec la même attente d'une passion — pour défendre « cet art de légèreté et de souplesse », cette « perfection du mouvement », cette discipline qui « modifie les corps comme le potier l'argile... »

PASCAL-ROBERT DIARD.

Comment se faire remarquer le mercredi après-midi

Il y a plusieurs façons de se faire remarquer de la France profonde, celle qui regarde FR 3, le mercredi, entre 15 heures et 17 heures, quand on est élu de la République. La plus directe est d'être sélectionné par son groupe parlementaire pour s'adresser, sous les yeux de son électeur, à un ministre au cours de la séance hebdomadaire de questions au gouvernement. Voici un mode d'emploi (non exhaustif) établi le mercredi 3 mai :

— Quand on est président de l'Assemblée nationale, on peut revenir en France, sur son territoire, aussi précipitamment qu'on en était parti le jour précédent, préférant Marbella et l'Europe à d'ennuyeuses rencontres protocolaires.

— Quand on est un député inconnu et qu'on aspire à se faire connaître, il est loisible de poser une question, assez dramatique pour inquiéter l'électeur et assez démagogique pour provoquer des remous dans l'hémicycle. La violence et la délinquance, notamment, constituent un terrain fertile.

— Quand on n'a pas la chance de poser une question, donc de bénéficier du plein cadre de FR 3, on peut toujours tenter de casser sa bobine dans la petite lucarne. Ainsi quand M. François Léotard, président du PR, a commencé à interroger le gouvernement sur le visite de M. Yasser Arafat, deux de ses amis — MM. Philippe Vasseur et Gérard Longuet — ont rapidement au grand galop pour se coller contre lui. Ils avaient pour leur chef les yeux de l'amour, tandis que

M. Philippe Séguin, quelques trévidés plus bas, levait les siens au ciel, effrayé qu'il paraissait être par la question. Venu pour la photo, M. Longuet n'a pas jugé utile d'entendre la réponse du ministre des affaires étrangères.

— Quand on a une voix de stentor, ce qui n'est pas précisément le cas de M. Alain Griotterey, on peut vociférer et couper la parole de l'orateur de marionnette, tout à la fois, à lui faire perdre son sang-froid et à attirer l'attention des caméras. Cette technique, quelquefois, peut se retourner contre son promoteur.

Ainsi, M. Griotterey a décroché le timbre en tirant un peu trop fortement sur cette corde. N'ayant cessé de titiller M. Roland Dumas, allant jusqu'à préconiser Munich — pour la captivité — comme lieu d'une conférence internationale suggérée par le ministre sur la question israélo-palestinienne, le député UDF s'était pris une première réplique méchante — et injuste — de M. Dumas.

Non content de cet incident, il a, en fin de séance, demandé la parole pour un « fait personnel ». S'estimant insulté, il a souhaité que le ministre retire la phrase « Je ne connais pas plus Munich que vous, et sans doute moins ». Grandiose, M. Dumas lui a fait le coup de la réplique en lui disant que sa réplique « n'était que le subsidiaire par rapport au principal » et en l'invitant à fermer l'injure principale qui ferait disparaître l'injure subsidiaire. Mercredi FR 3.

OLIVIER BIFFAUD.

Les élections européennes

M. Fabius entend mener une campagne « courte, puissante et europédogique »

M. Laurent Fabius, entouré des candidats de la liste socialiste pour les élections européennes, a présenté, mercredi 3 mai, au siège du PS, la campagne qu'il entend mener dans les semaines qui viennent. Cette campagne, a-t-il dit, sera « courte, puissante et europédogique ». Le chef de file du PS prévoit de prendre la parole au cours de six meetings, dont le premier sera organisé le 28 mai à Nantes et le dernier le 15 juin à Strasbourg. Il sera, le 17 mai, l'invité de « L'heure de vérité » sur Antenne 2.

Une première « vague » d'affiches, conçues par M. Jacques Séguéla, doit apparaître sur les panneaux publicitaires la semaine prochaine. Elle propose trois images destinées à illustrer le slogan « vers une nouvelle terre », inspiré de « la nouvelle frontière », de John Kennedy. L'une de ces images est celle de M. François Mitterrand et Helmut Kohl la main dans la main à Verdun (« la paix »); l'autre montre deux jeunes écoliers en route vers le « progrès »; la troisième, la « justice » alliant deux nourrissons.

M. Fabius a indiqué que les trois thèmes principaux de sa campagne seront le parti pris européen (par

opposition à ceux qui encouragent ou exploitent les réactions antieuropéennes), les progrès accomplis depuis 1981 dans la construction de l'Europe et « l'Europe des gens » plutôt que celle des marchés. Il a annoncé que M. René Ricol, l'un des organisateurs réseaux barbares, avait été chargé d'un rapport sur les problèmes que rencontrent les différentes professions face à l'Europe, rapport qui alimentera les propositions des candidats socialistes.

Evocant le dixième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de M^{me} Thatcher en Grande-Bretagne, M. Fabius a observé que « le gouvernement le plus libéral d'Europe est, aussi, le plus hostile à l'Europe, alors que les deux pays qui ont les gouvernements les plus favorables à l'Europe, c'est-à-dire l'Espagne et la France, sont dirigés par des équipes de gauche ».

Pour M. Fabius, ainsi qu'il le déclare dans une interview publiée cette semaine par le *Nouvel Observateur*, « l'Europe a besoin de la gauche », car elle ne peut être qu'une « Europe organisée, tournée aussi vers le progrès social et la culture, corrigeant les déséquilibres et soutenant activement le tiers-monde et la paix ».

A la questure du Sénat

La démission de M. Schiélé

M. Alain Poirer a accepté, mercredi 3 mai, la démission de M. Pierre Schiélé, sénateur centriste du Haut-Rhin, de ses fonctions de questeur du Sénat (nos dernières éditions du 4 mai).

Cette décision avait été notifiée, la veille, dans une lettre transmise au groupe de l'Union centriste, dans laquelle M. Schiélé a expliqué qu'il mettait son mandat de questeur « à la disposition de son groupe » et que « cette déclaration valait démission de son mandat ».

Cette décision devrait mettre un terme à ce qu'il était convenu d'appeler « l'affaire Schiélé », qui alourdissait le climat du palais de Luxembourg depuis six mois. Le sénateur du Haut-Rhin était, en effet, soupçonné d'ingérence et se voyait reprocher d'avoir introduit son gendre, M. Pierre Besrest, responsable du bureau d'études parisien Synerpic, dans les circuits d'adjudication des travaux du Sénat (le Monde du 22 décembre). Saisi de cette affaire, le bureau du Sénat avait déjà décidé, par arrêté du

5 janvier, de retirer à M. Schiélé ses délégations de questeur.

En se démettant de cette fonction, le sénateur du Haut-Rhin nous a précisé qu'il ne faisait pas la « acte d'allégeance à l'égard de cet arrêté pris par le bureau du Sénat », dont il dénonce toujours le caractère « arbitraire ». Et, au cours de sa réunion hebdomadaire, mardi, le groupe de l'Union centriste n'a pas manqué à rappeler M. Schiélé, de lui témoigner sa « solidarité » en soulignant son « intégrité personnelle qui n'a, à aucun moment, été mise en doute ».

Il s'agit, au contraire, a poursuivi l'ancien questeur, d'un « acte politique » car « il [lui] est apparu que, dans le contexte de la préparation des élections européennes, il ne rendait pas service à [son] groupe en bloquant une situation qui faisait précéder à des tensions injustes au sein de la majorité sénatoriale ».

Le groupe de l'Union centriste a prévu de se réunir, le 10 mai, afin de désigner le successeur de M. Schiélé à la questure.

Le PPM confirme la préparation d'une « liste DOM-TOM »

Ni les amendements apportés par le Parti socialiste à son manifeste européen, ni les propos tenus à la Réunion par le premier ministre, ni les assurances prodiguées par le ministre des DOM-TOM n'ont pour l'instant dissuadé le Parti progressiste martiniquais (PPM), principale composante de la majorité présidentielle aux Antilles, d'envisager la constitution d'une liste de « Dominiens » aux élections du 18 juin pour exprimer les inquiétudes des populations d'outre-mer. A l'issue d'une réunion de son comité national, mardi soir 2 mai, le parti de M. Aimé Césaire, député apparenté socialiste, a confirmé qu'il proposera à ses « amis de Guyane, de Guadeloupe, de la Réunion et — par l'intermédiaire de M. Paul Vergès, secrétaire général du PCR — de Nouvelle-Calédonie », la mise au point d'une « liste DOM-TOM ». Le secrétaire général adjoint du PPM, M. Edouard Delapine, a précisé qu'« une rencontre aura lieu à Paris au début de la semaine prochaine », en soulignant que son parti s'oriente dans cette voie « très fermement ».

Au cours de la même réunion, le comité national du PPM a adopté une motion demandant au gouvernement « la mise en liberté de tous les militants indépendantistes guadeloupais actuellement détenus dans les prisons de la France et leur retour en leurs familles, en leur pays ».

A Paris, l'Association générale des étudiants guadeloupais organise, samedi 6 mai, de 14 h à 20 heures, à la Sorbonne, un débat sur l'échec européen de 1993.

Des radicaux pour la liste du centre. — Contrairement à la décision de leur parti de soutenir la liste RPR-UDF, plusieurs radicaux valaisiens, regroupés autour de M. Gérard Benhamou, député au Parlement européen, ont annoncé, mercredi 3 mai, leur soutien et leur participation à la liste du centre conduite par Mme Simone Veil. Ils souhaitent constituer « un pôle radical, républicain et laïque » et apporter aux démocrates-chrétiens « leur sensibilité de centre gauche ». M. Benhamou, qui n'avait pas été retenu par son parti pour figurer en bonne position sur la liste RPR-UDF, veut montrer « sa volonté d'anticiper le démarrage du Parti radical valaisien et d'être celui-ci ne soit pris en sandwich entre le PR et le RPR ».

M. Pierre Sargent candidat à l'élection cantonale partielle de Perpignan IV. — M. Pierre Sargent, ancien député (RN) des Pyrénées-Orientales, a annoncé, mercredi 3 mai, sa candidature à l'élection cantonale partielle de Perpignan IV. Ce scrutin doit pourvoir au remplacement de M. Paul Alduy, sénateur (UDF-CDS), réélu le 19 mars maire de Perpignan, qui a abandonné son siège de conseiller général pour cause de cumul des mandats.

M. Joxe entend expulser les clandestins « dans la dignité ». — M. Pierre Joxe a indiqué, mercredi 3 mai à l'Assemblée nationale, que son projet de loi modifiant la loi sur l'immigration, ne consiste pas à « faciliter l'entrée des clandestins en France », mais à « favoriser l'intégration de ceux qui sont en France et y resteront ». En réponse à une question de M. Christian Estrosi, député (RPR) des Alpes-Maritimes, le ministre de l'Intérieur a souligné que « c'est la grandeur de la France d'avoir intégré des millions d'étrangers ». « Eloigner les étrangers en situation illégale », a poursuivi M. Joxe, ne veut pas dire forcément les maltraiter, les humilier. Pourquoi serais-je hostile à des dispositions législatives qui organisent un traitement humain et digne des étrangers qui seront expulsés, mais qui ont le droit de l'être dans la dignité ? », a-t-il lancé.

Le souvenir des événements d'Ouvéa. — Les représentants du FLNKS en métropole et l'Association d'information et de soutien pour les droits du peuple kanak (AISDPK) organisent à Paris, vendredi 5 mai, à 11 h 30, place de la Bastille, à l'occasion du premier anniversaire de l'assaut contre la grotte d'Ouvéa, un rassemblement pour « exiger l'amnistie des vingt-six militants canaques encore incrimés dans cette affaire » et, d'une façon générale, « l'amnistie pour toutes les victimes du colonialisme français ». Le même jour, des cérémonies commémoratives sont prévues en Nouvelle-Calédonie. Pour sa part le Comité du 22 avril 1988 à la mémoire des gendarmes d'Ouvéa, constitué à Villeneuve d'Ascq (Nord) par les parents et les amis des quatre gendarmes abattus ce jour-là par un « commando » du FLNKS, a notamment exprimé sa « honte devant la libération des canaques » en déposant une gerbe, le samedi 22 avril, sur la tombe du soldat inconnu à l'Arc-de-Triomphe.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 3 mai, à l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits :

NOUVELLE VOIE D'ACCÈS A L'ENA

Le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives a présenté un projet de loi créant un troisième concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration.

Ce concours sera ouvert à toute personne pouvant justifier de huit ans d'exercice d'une ou de plusieurs activités professionnelles ou d'un ou de plusieurs mandats de membre d'une assemblée élue d'une collectivité territoriale. Ce concours favorisera la diversification de la haute fonction publique.

PROTECTION ET CONTRÔLE DES MATIÈRES NUCLÉAIRES

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a présenté un projet de loi autorisant l'approbation d'une convention internationale sur la protection physique des matières nucléaires.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a, pour sa part, présenté un projet de loi complétant la loi du 25 juillet 1980 sur la protection et le contrôle des matières nucléaires et portant création d'un article L. 689-4 dans le code de procédure pénale.

Ce texte a pour objet de compléter la législation française dans le sens prévu par la convention et d'étendre la compétence des juridictions pénales françaises afin de leur permettre de connaître des infractions commises en cette matière à l'étranger conformément aux dispositions de notre engagement international.

PRÉVENTION DU LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE ET DROIT À LA CONVERSION

(Le Monde du 4 mai)

ADAPTATION DE L'EXPLOITATION AGRICOLE A SON ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Le ministre de l'Agriculture et de la forêt a présenté un projet de loi complémentaire à la loi du 20 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social.

Ce projet de loi poursuit trois objectifs : 1) Introduire plus d'équité et de transparence dans la contribution des agriculteurs à leur régime social. L'assiette actuelle fondée sur le revenu cadastral des terres sera progressivement remplacée par une assiette constituée des revenus professionnels agricoles.

Ce changement d'assiette s'accompagnera d'une harmonisation du taux de cotisation avec les autres régimes sociaux et d'une révision des droits sociaux en matière de retraite.

Lorsque cette réforme sera complètement entrée en vigueur, les cotisations sociales des agriculteurs seront proportionnelles à leurs revenus. Ainsi disparaîtra un facteur d'inégalité entre départements et types de production. En outre, les agriculteurs disposeront d'un système de calcul des charges sociales en harmonie avec celui des autres catégories socio-professionnelles.

2) Renforcer les structures foncières et faciliter la transmission des exploitations. Pour favoriser l'agrandissement et l'équilibre économique des exploitations et ne pas faire obstacle, dans certaines régions, à l'évolution vers une agriculture plus intensive, les règles relatives au contrôle des structures seront largement déconcentrées au niveau des départements, le contrôle sera assoupli et les procédures allégées.

Une telle évolution, qui ne remet pas en cause le caractère familial des exploitations agricoles, est aujourd'hui possible. En effet, l'évolution de la pyramide des âges et l'abaissement de l'âge de la retraite des agriculteurs ont entraîné la libération de terres à vocation agricole.

L'équilibre économique des exploitations sera conforté par des mesures favorisant la transmission des exploitations dans de meilleures conditions.

FORMATION CONTINUE DES ADULTES

L'important accord signé le 20 avril dernier avec la Fédération de l'éducation nationale sur la mise en œuvre de la formation continue des adultes marque la première étape d'un programme ambitieux. 1) La formation continue des adultes devient une mission normale du système scolaire et universitaire, complémentaire à sa mission de formation initiale des jeunes.

2) Pour que les personnels de l'éducation nationale puissent intervenir en matière de formation continue sans être pénalisés dans leur carrière, les modalités de leur participation, les conditions de leur remplacement et l'évaluation de leurs actions seront modifiées en concertation avec les organisations représentatives.

3) Chaque établissement scolaire et universitaire devra définir un projet pluriannuel d'actions de formation continue des adultes qui doit devenir une composante essentielle du projet d'établissement ou de l'école.

FORMATION CONTINUE DES ADULTES

M^{me} Cresson, ministre des affaires européennes a rendu compte des actions d'information sur la réalisation de l'usage des particuliers, des entreprises, du Parlement et des collectivités. Elle a annoncé l'ouverture, le 16 mai prochain, d'un service ministériel « 36-16 euroguide » consacré à ce sujet.

FORMATION CONTINUE DES ADULTES

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes : Sur proposition du premier ministre : — Le vice-amiral Ghislain de Langre est nommé secrétaire général adjoint de la défense nationale.

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget : — M. Didier Motchane et M. Jean-François Benard, Bernard Billaud, Michel Lagrave, Michel Cretin, conseillers référendaires, sont nommés conseillers-maîtres à la Cour des comptes.

Sur proposition du ministre de l'intérieur et du garde des sceaux, ministre de la justice : — M. Paul Chambraud, préfet de l'Essonne, est nommé préfet hors cadre et conseiller d'Etat en service extraordinaire.

Sur proposition du ministre de l'intérieur : — M. Jean-François Etienne des Rosales, préfet de la Meuse, est nommé, sur sa demande, préfet hors cadre.

— M. Rémy Chardon et Jean Colonna, nommés préfets pour remplir une mission de service public relevant du gouvernement, sont nommés préfets hors cadre.

— M. Joël Gadbin, sous-préfet hors cadre, secrétaire général de la préfecture de l'Isère, est nommé préfet de la Meuse.

Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du premier ministre :

— M. Jean-François Etienne des Rosales, préfet de la Meuse, est nommé, sur sa demande, préfet hors cadre.

— M. Rémy Chardon et Jean Colonna, nommés préfets pour remplir une mission de service public relevant du gouvernement, sont nommés préfets hors cadre.

— M. Joël Gadbin, sous-préfet hors cadre, secrétaire général de la préfecture de l'Isère, est nommé préfet de la Meuse.

[Né le 19 avril 1943 à Paris, ancien élève de l'ENA, M. Joël Gadbin a été de 1973 à 1977 conseiller au tribunal administratif de Reims puis, jusqu'au début de 1978, commissaire du gouvernement auprès du même tribunal. Nommé sous-préfet

en 1978, il est devenu ensuite secrétaire général de la Nièvre puis, en 1980, sous-préfet de Vervins (Aisne). Secrétaire général de la préfecture du Finistère en 1982, il avait été nommé secrétaire général de l'Isère en mars 1986.]

Sur proposition du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire :

— M. Serge Tchuruk est nommé président du conseil d'administration de la société ORKEM SA.

Sur proposition du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale :

— M. Pierre Antonmetti, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale, est nommé directeur de l'administration générale, du personnel et du budget.

Société

La multiplication des violences contre les enseignants

Un instituteur de l'Indre dans le coma après une agression

« Il ne fallait pas toucher aux petits »

M. Jean-Louis Campos, quarante-cinq ans, instituteur de l'école Paul-Langevin de Déols (Indre), agressé le samedi 29 avril par un parent d'élève, Clovis Marien, est toujours dans le coma au centre hospitalier de Limoges. Clovis Marien, cinquante-quatre ans, a été inculpé de coups et blessures volontaires et écroué à la maison d'arrêt de Châteauroux (le Monde du 3 mai). L'école Paul-Langevin devait rouvrir ses portes pour la première fois depuis l'agression le vendredi 5 mai.

DEOLS (Indre)
de notre envoyée spéciale

Entre les caravanes et les maisons, Clovis Marien hésite encore à choisir. L'ancien forain ne « voyage » plus depuis des années, mais les grilles de fer de l'enclos familial entourent à la fois des logements qui roulent et d'autres qui ne roulent pas : trois caravanes — une pour chacune de ses belles-filles et leurs enfants — un mobile-home pour sa femme et lui, et deux petits bâtiments en dur solidement ancrés, eux, sur cette terre acquise il y a maintenant dix ans. Le premier abrite la cuisine. Ils s'y réunissent tous pour manger. Le second, l'atelier et la buanderie. Un jour, a dit « Pépé », les caravanes de l'enclos seront remplacées par de vraies petites maisons semblables à celles de la cuisine. Ce jour-là, pensaient-ils tous, personne ne pourrait plus appeler leur terre le « camp ».

Ce mot les irrita. Comme le mot de « nomades », ou l'ajout « sédentarisés » que l'on ajoute à « nomades », ou pas. La famille de « Pépé » est bohémienne depuis toujours mais les enfants, eux, n'ont jamais voyagé. Avant de s'installer à Déols, à la sortie de Châteauroux, les membres de la famille habitaient une HLM de Nevers, ils s'en sont vite lassés. Ils « respirèrent mieux à l'air libre ». Sur-tout les enfants. Aujourd'hui, les enfants sont au nombre de douze et tous, ou presque, ont grandi dans ce coquet enclos qui n'a rien d'un campement. Les Marien ont gruté la terre, déversé des tonnes de graviers pour donner un terrain un petit air de pavillon. La pelouse est maintenant impeccable, des pots de fleurs blancs sont alignés au bord de l'allée, et il n'y a pas une mauvaise herbe entre les jeunes thuyas plantés le long du gazon. Peu de choses les distinguent des résidences des alentours. Peu de choses sinon les caravanes. Et le caractère de Pépé.

Ancien forain, ancien brocanteur, Clovis a sa fierté et il aime la bagarre. Ses voyages sont terminés, mais il n'oublie pas que son nom — Marien — vient, sans doute de Marienbad, la ville de Bohême. Les autorités des environs le connaissent bien. Il a été condamné à plusieurs reprises pour coups et blessures volontaires au cours des vingt dernières années. Au point d'être interdit de séjour à Châteauroux à la fin des années 70. Depuis son retour à Déols, où il est entré dans sa famille, il avait moins fait parler de lui, mais on le dit toujours colérique et bagarreur. Ses belles-filles, elles, préfèrent le terme « impulsif », en ajoutant prudemment « il vaut mieux ne pas l'énervier ». Car Clovis s'énervait bien vite. Et pour bien peu.

Deux coups violents

Le samedi 29 avril les phrases hésitantes d'un enfant fatigué de l'école suffirent. Ce matin-là, son petit-fils Romain, six ans, se plaint d'avoir été maltraité par l'instituteur chargé des cours de musique. M. Jean-Louis Campos. L'enseignant lui aurait donné une fessée devant les autres élèves. Le sang de « Pépé » ne fait qu'un tour. Il ne songe pas un instant à en savoir plus et part pour l'école sur le champ en compagnie de trois des enfants en jurant contre Jean-Louis Campos.

Arrivé devant l'école Paul-Langevin, il demande impérieusement : « Qui est Campos ? » et lance deux coups d'une extrême violence au visage de l'enseignant avant de repartir en injurant. Jean-Louis Campos dont la tête a heurté le sol perd connaissance. Il sera transporté au centre hospitalier de Limoges dans un coma profond. Clovis Marien, lui, est reparti sans même s'inquiéter de l'état de santé de l'instituteur qui gît sur le sol. Cent cinquante enfants ont assisté à l'agression.

« Il voulait seulement lui faire comprendre qu'il ne fallait pas toucher aux petits », plaide la famille de « Pépé », qui n'a pas fait un geste en direction de l'école depuis lors. Pas une visite, pas un mot d'excuse, un seul coup de téléphone à la directrice de l'école, Mme Maurice Galopin, pour prévenir que les cinq enfants scolarisés à l'école Paul-Langevin seraient de nouveau dans la cour, vendredi matin, à 8 h 30, pour la reprise des classes, et que la famille porterait plainte si les petits étaient « réprimandés ».

Une école tranquille

Mauvais traitements ? Les collègues de Jean-Louis Campos répondent à peine tant la question leur paraît saugrenue. Jean-Louis Campos enseignait la musique dans vingt-six classes du département depuis maintenant trois ans. Une mission qu'il prenait à cœur : il invitait des musiciens à ses cours, organisait — à titre bénévole — des ateliers de flûte à l'heure du déjeuner, et préparait depuis des années un spectacle musical sur la révolution française avec quatre cent vingt de ses sept cents élèves. Il était « exigeant », admettent les autres instituteurs. Suffisamment, peut-être, pour intimider un enfant fragile ou réticent. Mais jamais il n'allait au-delà de la simple réprimande, répète-t-on dans cette école, où il était arrivé en 1973, même s'il était parfois sévère.

« De toute façon, s'il y a le moindre problème, nous sommes là pour parler avec les parents, dit en soupirant l'un des collègues de Jean-Louis Campos. Ils peuvent nous téléphoner, nous écrire, venir nous voir. Nous sommes là pour leur répondre. » Mais « Pépé » ne dialoguait pas avec l'école. Jamais il n'est venu. Jamais il n'avait cherché à rencontrer les enseignants. Ce monde n'était sans doute pas le sien. Ses petits-enfants, en revanche, étaient « parfaitement intégrés » et tous, ou presque, suivaient une scolarité tranquille dépourvue d'incidents. Certains maîtres ignoraient même les liens de parenté entre ces cinq enfants qui ne portaient pas tous le même nom. L'école Paul-Langevin, qui accueille deux cent quarante élèves, n'a d'ailleurs rien d'un établissement « difficile ». Personne n'y était monté du doigt. « Les Marien étaient tout à fait à l'aise ici, dit un instituteur, ils ne paraissaient pas du tout perdus ou révoltés. Cette génération va sans doute évoluer par rapport aux générations antérieures. Elle s'intègre plus facilement. »

Vendredi, l'école devait ouvrir ses portes pour la première fois depuis l'agression. Cette semaine, la cour et restée déserte à cause d'un 1^{er} mai suivi d'une « journée du maître » prévue de longue date, puis d'un mercredi et, enfin, de l'Ascension. L'école attend avec appréhension. Les « petits », eux, sont terriblement embarrassés. Comme si leurs deux mondes venaient brusquement de se télescoper avec fracas. La famille hausse le ton en leur demandant constamment d'excuser l'acte inusité de leur grand-père. eux-mêmes ont beaucoup parlé. Trop sans doute. Pour le premier fois, entre « Pépé » et l'école, il leur a vraiment fallu choisir.

ANNE CHEMIN.



Maîtres à hauts risques

(Suite de la première page.)

Les enseignants peuvent être attaqués par des élèves, comme ce fut le cas voici deux ans en Ile-de-France. Un professeur d'éducation physique, qui entraînait des enfants dans la cour d'un collège, s'était fait battre comme plâtre par un ancien élève en colère. Plus récemment, un enseignant de l'Eure a reçu de trichloréthylène en pleine figure (le Monde du 14 décembre 1988).

A l'école élémentaire, certains parents n'hésitent pas à monter à l'assaut des établissements pour exprimer leur irritation avec plus ou moins de violence. Une mère en colère s'est ainsi introduite dans une classe pour gifler une institutrice qui affirmait que sa fille avait des poux. Une autre enseignante s'est fait invectiver, puis violemment bousculer, par un père pris de boisson au cours d'une promenade de classe. Le 19 avril, un instituteur de Mantes-la-Jolie s'est suicidé après avoir été menacé par un père d'élève (le Monde daté 23-24 avril).

Les altercations semblent surtout fréquentes dans les écoles situées au pied des grands ensembles. Au sein des quartiers dévalorisés, certaines mères de famille dont les fenêtres donnent directement sur la cour de récréation, profitent d'une pause entre la vaisselle et l'aspirateur pour descendre apostropher la maîtresse, lorsque leur enfant s'est fait tirer les cheveux par un camarade.

Tout le monde est visé

Les incidents de ce genre ont toujours existé, mais leurs caractéristiques se modifient avec le temps. Il semble d'abord que la relative ouverture des établissements sur l'extérieur favorise les altercations : « J'ai été principal de collège jusqu'en 1984, affirme M. Galliano, personne, avant 1975, ne serait entré dans l'établissement sans s'être annoncé. » Il est probable, d'autre part, que la décentralisation de la gestion de l'école incite les élèves et leurs parents à manifester plus facilement leur mécontentement. Enfin, ces professeurs ont souvent les seules victimes de cette violence. « Aujourd'hui, remarque M. Galliano, l'ensemble du personnel scolaire peut être visé. Le principal ou le proviseur ne sont pas plus à l'abri que les professeurs. » Récemment, à Toulouse, un parent d'élève a ainsi frappé un secrétaire général de l'inspection académique ; ailleurs, un inspecteur départemental s'est vu violemment insulté, parce qu'il avait pris une décision d'orientation qui ne convenait pas à des parents insécables.

De tels problèmes surgissent le plus souvent dans des régions défavorisées, victimes du chômage, des carences culturelles. La violence est aussi le lot des établissements surpeuplés, dégradés, excentrés et pauvres en personnel de surveillance. « Notre collège a été prévu pour 900 élèves en 1969. Il en accueille aujourd'hui 1 200 », observe un enseignant de la région parisienne. Récemment, un autre, qui a reçu des lettres de menaces anonymes, visiblement écrites par un élève, constate que son lycée ressemble à une prison. « Les peintures n'ont jamais été refaites, les toilettes sont impraticables et les salles sont trop petites : un tel cadre ne peut évidemment pas inciter au pacifisme ».

● FOOTBALL : les quarts de finale de la Coupe de France. — Les quarts de finale aller de la Coupe de France disputés le 3 mai n'ont pas réservé de surprises : les quatre clubs de première division se sont imposés face aux équipes de deuxième division encore en lice. Résultats : Marseille-Rennes (5-1), Auxerre-Beauvais (2-1), Monaco-Orléans (2-1) et Sochaux-Mulhouse (3-1). Les matches retour seront disputés mardi 9 mai.

Comment les enseignants agressés ressentent-ils ces événements ? M. Michel Meszian, professeur d'histoire et de géographie au collège Jules-Verne des Mureaux, dans les Yvelines, refuse de se laisser décourager. Cet homme de quarante-trois ans, qui enseigne aux Mureaux depuis 1967, a pourtant connu, en février dernier, une situation à laquelle il n'avait jamais pensé être confronté lorsqu'il a commencé sa carrière. Un élève de sixième, qu'il avait surpris à se battre dans un couloir quelques jours auparavant, s'est jeté sur lui, avant de lui lancer une chaise au visage.

« C'est ici qu'il y a à faire »

Atteint au-dessus de l'arcade sourcilieuse, M. Meszian a eu deux points de suture et a subi un certain choc psychologique. Cet enseignant qui dit avoir « toujours cru aux vertus de l'école libératrice », n'accepte cependant pas de renoncer à sa foi en l'éducation et n'accable pas l'adolescent qu'il appelle affectueusement « le petit bonhomme ». « Après un moment d'abattement, j'ai été reconquis, raconte-t-il. Je me suis dit qu'il était peut-être plus facile d'attendre que de réagir. »

Mais d'autres sont désenchantés, abattus, les de consacrer plus de temps à la discipline qu'à leur tâche professionnelle. L'enseignant qui a reçu, en décembre 1988, un verre de trichloréthylène au visage en pleine classe de mathématiques, dit sa déception. « Ce sont mes élèves qui avaient payé l'agresseur, souligne-t-il. Cela fait un drôle d'effet. Je ne suis jamais en de problèmes particuliers avec eux. » Elle regrette aussi que de nombreux enseignants connaissent des difficultés dont ils ne parlent jamais. « Il craignent d'être jugés, qu'on leur attribue leurs problèmes à des carences d'autorité ou à un manque de savoir-faire. Alors ils préfèrent garder le silence. »

RAPHAËLE RÉROLLE.

RELIGIONS

Mgr Lustiger chez les catholiques soviétiques

(Suite de la première page.)

A Riga, il avait également mis l'accent sur la liberté de conscience religieuse, dont débattaient les autorités soviétiques à la veille de l'adoption d'un nouveau texte de loi sur les rapports entre les religions et l'Etat.

Après son annonciation en 1940, la Lituanie a été l'une des principales victimes de la répression soviétique antireligieuse : milliers de chrétiens déportés, centaines de prêtres en prison ou morts sous la torture, interdiction de toute publication et éducation catholique. C'est en mars dernier seulement que l'archevêque de Vilnius, Mgr Julijonas Stepanovicus, a été autorisé à exercer de nouveau son ministère, dont il avait été empêché, en 1961, pour avoir refusé l'ordination à trois séminaristes infidèles au pouvoir (1). Même situation pour Mgr Vincas Staskevicius, actuel archevêque de Kaunas, interdit de ministère pendant vingt-cinq ans et que le pape a élevé, l'an dernier, au rang de cardinal. Il y a quelques semaines, la nomination officielle d'évêques dans les six diocèses lituanais, qui étaient vacants ou confiés à des administrateurs provisoires, est un signe de dégel important entre le Vatican et l'URSS.

A Kaunas, le jeudi de l'Ascension, l'archevêque de Paris devait rencontrer les représentants de cette hiérarchie catholique dont la reconstitution, après trente ans de paralysie, est certainement la principale illustration de la renaissance de l'Eglise lituanienne. Mais ce n'est pas la seule. La revue *Katoliku Pasaulis* (le Monde catholique) qui tire à environ 100 000 exemplaires, est le

JUSTICE

Les jurés des Bouches-du-Rhône ont acquitté Jean-Louis Fougeret L'absolution par compassion

ADX-EN-PROVENCE
de notre envoyée spéciale

« Acquitter Jean-Louis Fougeret, avait dit l'avocat général, revient à dire que l'on peut tuer un enfant mongolien. A affirmer que cet enfant est coupable d'être né anormal. A dévaloriser les parents qui, eux, ont le courage d'élever un handicapé mental. A ouvrir la voie au meurtre d'enfants encéphalopathes ou handicapés physiques qui ne représentent pas moins que les trisomies. » Une entrave au bonheur. Mais représentant du ministère public, M. Jacques Beaume, avait sa position « délicate » et il n'avait requis qu'une peine de principe contre M. Fougeret, accusé d'avoir tué son nouveau-né mongolien de vingt-sept coups de ciseaux le 28 septembre 1986, à Marseille (le Monde du 4 mai). La peine minimale pour un infanticide : deux ans avec sursis.

Acquitter Jean-Louis Fougeret, avaient répondu ses défenseurs, M^{rs} Paul Lombard et Henri Coupon, ne ferait pas jurisprudence. Il n'y aurait pas, « des demain, d'enfants dans la situation du petit Arnaud, condamné à mort une demi-heure après sa naissance par un père plongé, à l'annonce de l'anomalie de son fils, dans une « catastrophe existentielle ». L'acte avait été « fou » et son auteur ne pouvait pas être considéré comme responsable. Le « calvaire » du meurtrier avait assez duré. « Ce n'est pas le pardon que je demande, mais la compassion », avait dit M. Lombard. « On n'a le droit de se laisser tomber le cœur. »

Après une délibération de moins de deux heures les jurés de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône ont choisi la compassion. Inculpé d'un crime sauvage qui ne lui ressemblait pas, Jean-Louis Fougeret, trente-neuf ans, a donc été acquitté. Le verdict a mis fin à deux jours d'audience où chacun — famille, médecins, psychologues, magistrats, public — s'est retrouvé face à ses propres responsabilités, au culpabilisme, son impuissance, son indifférence, et finalement son impossibilité à juger. Au bout du compte tout le monde a été acquitté.

Irresponsable...

Les jurés n'ont donc pas considéré que le père avait volontairement donné la mort à un enfant qu'il avait attendu « comme le Messie ». Ils ont retenu la thèse de l'irresponsabilité malgré la mise en garde de l'avocat général : « Méfiez-vous de la facilité de l'hypothèse de la déviance : la valeur de l'être humain tient à la possibilité de dépasser sa passion. » Ils avaient été encouragés par les psychiatres qui, tout en considérant que l'accusé ne présentait pas de « signes objectifs de folie lui permettant de bénéficier des dispositions de l'article 64 du Code pénal (1), ont estimé qu'il n'avait pas forcément toute sa responsabilité. »

Les experts ont reconnu que leurs conclusions étaient « ambiguës ». Mais ils ont souligné « l'état d'urgence psychiatrique » dans lequel se trouvait le père alors que le pédiatre venait de lui annoncer l'anomalie de son fils et qu'il restait seul à côté de la couveuse dans une salle de réanimation de la clinique.

L'acharnement de Fougeret, armé de ses ciseaux, la violence démesurée exercée sur un nouveau-né par un homme habituellement gentil jusqu'à la sensibilité, n'a pu s'expliquer, selon eux, que par une sorte de réflexe archaïque, primitif, symbolique. L'un de ces actes de folie destructrice dont l'Occident a perdu le souvenir mais qui, ailleurs, porte un nom : *smok*, en Malaisie. « Fougeret a voulu détruire comme une espèce de monstre maléfique qui allait être destructeur pour lui et pour sa famille, a estimé le Dr Bouillon. Au niveau de la maternité nous restons hantés par des questions magiques. »

A ces considérations sur l'envolement qui expliquerait son « passage à l'acte », Jean-Louis Fougeret n'a rien eu à répondre. Il n'a rien dit non plus à la fin des débats. Tant au long du procès on ne l'a d'ailleurs que peu entendu. Comme l'a dit le responsable d'une association de famille de handicapés de Marseille, il y a des parents qui assument l'anomalie de leur enfant et d'autres qui n'en sont pas capables. Fougeret n'était pas. Les jurés ne lui en ont pas tenu rigueur. Son épouse, Anne-Marie, l'a souligné : « La société n'assume pas non plus, qui est obligée d'afficher dans les rues des photos de trisomiques avec cette légende : « La prochaine fois, dites-moi bonjour. »

CORINE LESNIES.

(1) L'article 64 prévoit qu'il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de déviance au temps de l'action ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pas pu résister.

Cet article jugé obsolète par de nombreux praticiens du droit, devrait être remplacé dans la nouvelle version du Code pénal par un texte précisant notamment que n'est pas punissable la personne atteinte, au moment des faits, d'un trouble psychiatrique ou neuropsychiatrique ayant abouti son développement au cours de sa vie (Article 122-1 du projet soumis la semaine prochaine par le Sénat). Cet article, qui n'a pas encore force de loi, n'en a pas moins été pris en compte par les assises pour évaluer le degré de responsabilité de l'accusé.

● Deux « e skinheads » condamnés à Châteauroux. Le tribunal correctionnel de Châteauroux (Indre) a déclaré, mercredi 3 mai, deux jeunes gens, Christophe Bouquien, vingt-deux ans, et Michel Ferrari, vingt-trois ans, coupables d'actes racistes et de provocation à la discrimination raciale et les a condamnés chacun à six mois de prison dont cinq avec sursis. Ils avaient participé en août 1987 à l'« exposition » d'un groupe skinhead qui avait agressé ou insulté des habitants de Châteauroux, notamment des maghrébins.

L'œuvre de l'un de Primo Levi

des Naufragés et les Rois et de l'Étranger de l'œuvre

est des testaments pour l'humanité

A

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde DES LIVRES

... Le Monde • Vendredi 5 mai 1989 9

L'œuvre de lumière de Primo Levi

« Les Naufragés et les Rescapés »
et « Le Fabricant de miroirs »
sont des testaments pour l'avenir

Au moment où, coïncidant avec le deuxième anniversaire de sa mort tragique, paraissent en France les deux derniers livres de Primo Levi (*Les Naufragés et les Rescapés* et *Le Fabricant de miroirs*), on peut affirmer sans craindre d'être grandiloquent ou sentimental : quelles que soient la force, l'importance, l'authenticité des autres témoignages sur l'expérience des camps, il n'en est pas un qui ne soit notre dette soit compagne, il n'est pas de réflexion sur ce terrible sujet qui ne doive d'emblée se placer sous le signe dont Primo Levi a marqué une œuvre absolument unique.

Unique : non par la nature de son expérience, partagée par des millions d'hommes dont presque aucun n'est revenu pour la raconter. Unique : non par la seule force du témoignage, auquel d'autres que lui ont donné un ton inoubliable ; que l'on pense à Robert Antelme (*L'Espèce humaine*) ou à David Rousset (*L'Univers concentrationnaire*) (1). Unique, cependant, parce que cette œuvre singulière s'est élaborée durant quarante ans, et qu'à travers la succession de ses livres, Primo Levi n'a cessé de déployer et d'articuler avec rigueur et persévérance le récit, l'analyse et la méditation afin de prolonger l'entreprise d'élucidation qu'il avait commencée dès le temps de son séjour au camp.

Déchiffrer, témoigner, transmettre : tâches forcément interminables, puisque le temps passé et le temps d'aujourd'hui s'éloignent irrémédiablement l'un de l'autre comme des continents à la dérive. Mais *Les Naufragés et les Rescapés* témoignent d'une angoisse

nouvelle, qui sourd de ces pages pourtant si ternes, si sobres, et qui les fait vibrer. Confronté à un jeune garçon nourri de feuilletons télévisés, et qui lui expose avec une innocente arrogance comment il aurait pu neutraliser les sentinelles et sectionner les barbelés, Primo Levi s'effraie secrètement d'être placé devant une question imprévue, terrifiante.

Peut-on encore transmettre quelque chose à quelqu'un qui n'écoute pas, parce qu'il sait déjà tout, et mieux que vous ? Quel lien établir avec une génération éperdue de bonne volonté, mais nourrie de mythologies pauvres et manichéennes, persuadée que nous n'avons rien à apprendre du passé, mais que c'est le passé qui doit recevoir leçon de nous ? Que faire lorsque le passé n'a plus d'avenir, lorsque le lien s'est rompu « qui assigne un passé à l'avenir », lorsque, comme le dit superbement René Char, cité par Hannah Arendt (2), « notre héritage n'est précédé d'aucun testament » ?

L'angoisse du tohu-bohu primitif

Lire Primo Levi, c'est donc revendiquer ce testament et poser que nous ne pouvons nous en dispenser. Lire Primo Levi, c'est continuer d'arracher à l'oubli les noms, les visages, les actions englouties ; c'est continuer d'arracher des bribes de compréhension à l'horreur du non-sens, à l'angoisse du tohu-bohu primitif, c'est tenter d'établir la vérité contre l'oubli, contre le mensonge, contre les erreurs de la mauvaise foi. Mais surtout, c'est lutter pour la rétablir contre un ennemi plus



Lire Primo Levi c'est tenter d'établir la vérité contre l'oubli, contre le mensonge, contre les erreurs de la mauvaise foi.

insidieux encore : les clichés, les stéréotypes, les prétendues évidences de la bonne conscience.

Avec une obstination calme, sans jamais quitter le ton mesuré d'une raison implacable, Primo Levi ne cesse de revenir sur quelques-unes de ces vérités dérangeantes, décourageantes, car il sait que « les vérités difficiles sont difficilement leur chemin ». Pour ce faire, pratiquant la synthèse inédite de deux ordres séparés de la pensée, Primo Levi met au service d'une exigence éthique sa passion, sa patience, son expérience de chimiste : de là vient sans doute l'étonnante allure de sa prose, qui procède par distinction, analyse et décentration, et s'efforce d'isoler dans leur pureté les éléments de la vérité. Œuvre de lumière, l'œuvre de Primo Levi porte ainsi en elle-même les moyens de la prolonger : encore faut-il que des mains se tendent pour reprendre les outils qu'elle nous a laissés.

En huit chapitres aussi méthodiques que le classement du Sys-

tème périodique (3), *Les Naufragés et les Rescapés* abordent dans un esprit de système que tempèrent une équanimité, une douceur sans faiblesse comme sans ressentiment, les questions les plus douloureuses qui frappent l'homme en tant qu'homme, le « genre humain » dans son entier, pour avoir connu l'expérience de l'extermination de masse et de l'univers concentrationnaire. Que sont les témoins, que valent-ils ? Quelle est la vraie nature de la victime ? De l'oppressé ? Quelle est la nature du prétendu lien qui les unit ? Qui juge, qui pardonne ? Qui sommes-nous, nous qui avons survécu ou que l'Histoire a épargnés ?

DANÈLE SALLENAVE

(Lire la suite page 13.)

- (1) Respectivement, « L'imaginaire » (Gallimard) et Plon.
- (2) Hannah Arendt, *La Crise de la culture*, rééd. Gallimard, « Folio-Essais », mars 1989.
- (3) Julliard.

Richard Ford et le retour d'Hemingway

Taylor, Ford, Conroy :
l'Amérique mise sur la « renaissance »
de la nouvelle

EN janvier, Key West, le point le plus méridional de la Floride et du continent nord-américain, avait convié une dizaine d'écrivains à un festival littéraire entièrement consacré à la « renaissance » de la nouvelle. Il y avait là Frank Conroy, excellent nouvelliste (*Entre ciel et terre*, publié récemment chez Gallimard) et directeur de l'« atelier d'écriture » de l'université d'Iowa, où d'innombrables talents sont venus donner autrefois de bonnes feuilles : Flannery O'Connor, Grace Paley, John Cheever et Raymond Carver, pour ne citer que les plus célèbres.

Mais le Tennessee Williams Fine Art Center de Key West accueillait aussi des auteurs plus jeunes, comme Dobbie Ann Mason, Joy Williams, auteur de *Taking care* (paru chez Vintage aux États-Unis) et Rust Hills, « fiction editor » du magazine *Esquire*, à qui l'on doit d'avoir fait découvrir trois des noms les plus souvent associés au « minimalisme » littéraire contemporain : Raymond Carver, Tobias Wolff et Richard Ford, auteur de trois romans et d'un recueil de nouvelles intitulé *Rock Springs*.

Enfin, un illustre voisin s'était déplacé de Charlottesville : Peter Taylor, l'un des plus grands nouvellistes américains du Sud, avec Endora Welty et Katherine Ann Porter.

Le phénomène-météore de Carver — mort le 2 août 1988 (« Le Monde des livres » du 12 août 1988) — est en grande partie responsable de l'actuelle vogue de la nouvelle aux États-Unis. Mais, comme le rappelait judicieusement Peter Taylor à Key West, les écrivains américains (ou britanniques) n'ont jamais arrêté d'écrire des nouvelles ni les magazines d'en publier. Hier, Henry James publiait dans *The Atlantic Monthly*. Aujourd'hui, Updike publie dans le *New Yorker*. De ce côté, rien de neuf. En revanche, les éditeurs américains, qui se fai-

saient tirer l'oreille pour publier des recueils de nouvelles, n'hésitent plus à le faire. Ils sont devenus la chambre d'enregistrement des ateliers d'écriture. Voilà pour le côté industriel. Pour le reste, il est vrai que la qualité littéraire de ces nouvelles est souvent supérieure — et de loin — à nombre de premiers romans.

Cela dit, il serait peut-être opportun de faire un sort au marketing contemporain qui accompagne souvent les nouvelles américaines, et la littérature en général. Trois petits mots dérobés au langage des architectes ont, depuis des années, servi de faire-part à de nombreux textes : avec « post-moderne », « baroque » et « minimaliste ». Des thésards enflammés expliquaient que Borges était « baroque » et Nabokov « post-moderne ». Le renouveau de la nouvelle a drainé dans son sillage le terme de « minimalisme » — admirable tautologie pour désigner une fiction courte, il est vrai : « Toute longueur inutile sera évitée », disait déjà Poe en 1842 dans un compte rendu des nouvelles de Hawthorne où, pour la première fois, il montrait en quoi une nouvelle était différente d'un conte traditionnel.

Les lois de concision, de ténuité du langage et de l'implicite sont, bien entendu, au cœur du genre : Hemingway, dans les années 20, disait, lui : « Vous pouvez retrancher tout ce que vous voulez (dans une nouvelle) à condition de savoir que vous l'avez retranché car cette partie omise rendra l'histoire plus forte ».

Ce qu'on appelle le « minimalisme » aux États-Unis n'a rien de commun avec le Bauhaus, Beckett ou les fictions croche-pied de Borges. C'est la nouvelle forme qu'a prise, là-bas, le réalisme dans sa version la plus dépouillée et la plus froide.

GILLES BARBEDETTE

(Lire la suite page 13.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Noëlle Châtelet, Michel Host, J.-F. Josselin, J.-M.G. Le Clézio

L'art de la nouvelle

ON dit que la production littéraire cède aux lois du marketing. Ce n'est pas vrai pour les nouvelles. Leur mauvaise réputation auprès des services commerciaux ne décourage pas les éditeurs, ni les auteurs. Les printemps à vu échoire un nombre exceptionnel de courtes fictions. Et, fait remarquable, cette « distance », que l'on croit réservée aux débutants, ce sont des écrivains confirmés qui la cultivent, rehaussant ainsi le prestige du genre et confirmant un des plaisirs qu'il offre : à travers la diversité des histoires racontées, donner à saisir ce qui anime le narrateur en permanence, en profondeur. Si l'on attend de la lecture la rencontre intime d'une personne, rien n'y prédispose comme les récits fractionnés que relie et ordonne une même voix. Jacqueline Piatier a déjà parlé du *Médianoché amoureux*, de Michel Tournier ; voici quatre autres recueils de grands professionnels, par ordre alphabétique.

NOËLLE CHATELET continue sur la lancée des *Histoires de bauchers*, qui lui ont valu le Goncourt de la nouvelle 1987. Après avoir exploré le corps dans ses rapports, délicieux ou morbides, avec la nourriture, elle tente de prendre au filet des mots la part de nous-mêmes qui s'y refuse le plus : celle des perceptions. Pour mieux les identifier, Condillac imaginait de conférer à une statue chacun des cinq sens, un à un. Noëlle Châtelet a choisi de les surprendre dans le faux jour d'une situation paradoxale. A contre-sens, comme l'annonce très justement le titre du recueil. Cette odeur qui incommodait un brave gratta-papier très kaffaïen, à son réveil, si ce n'était pas du voisinage qu'il venait, mais d'ailleurs, d'un ailleurs intérieur rarement décrit avec tant de minutie ?

Des cinq textes rassemblés, c'est *Eurythmie* qui s'aventure le plus loin, aux limites de ce que le langage peut suggérer. Entre deux êtres qui s'aiment, seule la communion dans des musiques jadis goûtées ensemble réussit à abolir les distances, à dépasser les manques, à déjouer les menaces. La Tosca accomplit ce miracle, sans doute parce que l'art lyrique est le moyen d'expression et de transmission le plus chevillé au corps, au corps de ceux qui écoutent comme de ceux qui chantent. Il est exceptionnel que l'écriture livresque comble avec tant de frémissement secret l'écart qui la sépare des prodiges de l'opéra.

LE bruit a couru que *Valet de nuit* n'avait pas été, en 1986, un « bon » Goncourt, entendez : qu'il se serait moyennement vendu. Michel Host aurait-il manqué à l'optimisme qui assure les succès ? Les textes que voici, *Les Cercles d'or*, ne sont pas de nature à démentir sa réputation de noircier. La nouvelle qui donne son titre au recueil associe des souvenirs douloureux : femme blessée durant la dernière guerre, combat de coqs, cinéaste. Des existences effacées, des âtres gris, nous emportent vers des banlieues et des zones de conscience qui rappellent Simonon.

Host partage avec ce dernier le sens de la précision et l'apparente impavider. Même le soleil et les joies, chez lui, laissent une impression amère. C'est encore trop se distraire que de chercher à comprendre. Comme l'écrivait Musil, cité en exergue d'un des récits : « Je ne connais plus d'énigmes, les choses arrivent, voilà l'unique sagesse. » Si les nouvelles donnent à surprendre les facettes d'une même nature, le tempérament de Host, nous voilà prévenus, exclut les illusions enjouées.

JEAN-FRANÇOIS JOSSELIN se situe à l'opposé. On se souvient de la *Mer au large*, *Quand j'étais star* ou l'*Enfer et Cie* (prix Médicis 1982). C'était des romans gais. Les destins n'y étaient pas roses, mais un goût de l'instant et de la cocasserie les éclairait. C'est encore le cas avec les dix nouvelles d'*Après la nuit, la nuit*. Le fantastique s'en mêle. La meilleure façon de percer certains mystères n'est-elle pas d'en jouer, comme les rêves savent si bien le faire ?... Les rêves, et Marcel Aymé, à qui Josselin fait souvent penser, par sa verve de joyeux bonimenteur.

Qu'ils voyagent en train ou qu'ils suivent des enterrements, ses personnages ont la malice perverse des enfants à la langue bien pendue. L'auteur brûle de parler pour eux. La plupart du temps, les textes passent au « je ». Une même façon de court d'un « moi » à l'autre. Josselin a le don de l'imitation, de la repartie. Il devrait écrire pour le théâtre. On attendrait ses monologues « à la salle », rassés ou fous. Ce serait à mourir de rire !

(Lire la suite page 11.)

Jean
COCTEAU
de l'Académie française



Journal
1942-1945

Lettres à sa mère

1898-1918

GALLIMARD nrf

LA VIE LITTÉRAIRE

L'odyssée d'un continent

L'association « Archives de la littérature latino-américaine et des Caraïbes du vingtième siècle », publie ses douze premiers titres. Plus de cent autres suivront.

Le pari était absolument fou, la réussite est éclatante et représente une première dans l'édition internationale et dans la coopération scientifique : l'association Archives de la littérature latino-américaine et des Caraïbes du vingtième siècle publie ses premiers titres. Douze volumes qui précèdent cent huit autres (au moins). L'ensemble offrira, dans la plus rigoureuse tradition de la critique universitaire, le plus vaste panorama jamais entrepris sur la création d'un continent littéraire (1).

Il faudrait raconter par le menu l'aventure qui a commencé au début des années 80, lorsque Amos Segala a lancé le programme Archives. Miguel Angel Asturias, le grand écrivain guatémaltèque, prix Nobel de littérature, venait alors de léguer ses manuscrits à la Bibliothèque nationale, à charge pour son ami italien Segala de mettre au point une édition critique de son œuvre.

La confrontation du chercheur avec les manuscrits du romancier, les découvertes et les réévaluations capitales qu'entraîne plongée dans les archives, conduisent Segala à imaginer un projet infiniment plus ambitieux : soumettre les œuvres des plus grands écrivains latino-américains du siècle aux regards croisés des meilleurs spécialistes des sciences humaines, philologues, linguistes, poètes, analystes des textes,

mais aussi historiens de la civilisation et des idées.

Le CNRS décide de collaborer au projet. Trois colloques réunissant la fine fleur de la critique universitaire internationale eurent lieu pour mettre au point le programme Archives et définir les procédures scientifiques qui, appliquées à chacun des volumes, allaient donner à la collection sa rigueur et son homogénéité.

Des trésors de patience

Cinq cents chercheurs, latino-américains, européens et nord-américains ont participé à l'entreprise. Des trésors de patience, d'obstination et de diplomatie, de longues négociations, l'appui sans réserve apporté par le ministère de la culture et par celui de la recherche scientifique, le soutien de l'UNESCO ont permis d'obtenir l'impossible.

Sous l'autorité de l'association Archives de la littérature latino-américaine et des Caraïbes du vingtième siècle (Paris-X Nanterre), Archives est codifiée par les organismes scientifiques de huit pays : l'Espagne, la France, l'Italie, le Portugal, l'Argentine, le Brésil, la Colombie et le Mexique.

La sortie des douze premiers volumes suscite l'enthousiasme,

D'abord, ils sont beaux, agréables, soignés. Pour chacun des écrivains retenus, « le » spécialiste de l'œuvre a réuni autour de lui une équipe interdisciplinaire de chercheurs dont les lectures entourent le texte — de façon définitive — avec toutes les variantes — de tous les éclairages possibles.

C'est l'odyssée entière du continent latino-américain qui se trouve déjà racontée à travers Paris 1924-1933, de Miguel Angel Asturias (Guatemala), Don Segundo Sombra, de Ricardo Güiraldes (Argentine), Paradiso, de José Lezama Lima (Cuba), Obra poética, de César Vallejo (Pérou), Los de abajo, de Mariano Azuela (Mexique), Macunaima, de Mario de Andrade (Brésil), El chulla Romero y Flores, de Jorge Icaza (Equateur), Las memorias de Mama Blanca, de Teresa de la Parra (Venezuela), La carreta, d'Emilio Amador (Uruguay), Raza de bronce, d'Alcides Arguedas (Bolivie), Poesía y política, de José Gorostiza (Mexique) et A paixão segundo G.H., de Clarice Lispector (Brésil).

Suivent bientôt d'autres écrivains célèbres — Cortázar, Quiroga, Gállego, Machado de Assis, Rulfo, Guimarães Rosa — et des moins connus en Europe, des poètes et des romanciers de langue espagnole ou portugaise, mais aussi anglaise (Jean Rhy,

Claude McKay) ou de langue française (Jacques Stephen Alexis, Jacques Roumain).

Pour éviter de froisser les susceptibilités, Archives n'accueille que les œuvres d'auteurs disparus, mais lorsque les cent vingt volumes seront publiés — dans une dizaine d'années environ — d'autres classiques viendront rejoindre Borges et Neruda.

Cette extraordinaire bibliothèque, ce monument de littérature et de science, cette vision unique de la diversité et de l'unité, de la richesse et de la misère d'un continent, ne délivre pour l'instant toutes ses richesses qu'aux lecteurs de l'espagnol et du portugais.

Un accord est intervenu, soutenu par les principales universités américaines, pour la publication des titres retenus par Archives en langue anglaise. Il serait heureux que les éditeurs français parviennent, eux aussi, à un compromis pour ne pas priver les lecteurs francophones de ces « archives » qui doivent beaucoup à la France.

PIERRE LEPAPE.

(1) Les douze premiers volumes d'Archives seront présentés au siège du CNRS, mercredi 10 mai. Ils seront disponibles dans les bibliothèques de Paris ainsi qu'à la FNAC. Le siège de l'association éditrice est le Centre de recherches latino-américaines de l'université Paris-X (200, avenue de la République, 92001 Nanterre).

Le troisième Salon du livre de Genève

Le courage et le marché

Le troisième Salon international du livre et de la presse, qui s'est tenu du 28 au 30 avril à Genève, peut être considéré comme un succès : ses organisateurs avaient espéré 100 000 visiteurs (le Monde du 28 avril), ils en ont reçu 114 000. Quant aux ventes de livres, elles ont augmenté cette année de 20 %.

Même si le souffle de l'esprit, sauf à de rares exceptions, n'était pas la caractéristique la plus évidente de ce Salon, on a tout de même eu la satisfaction d'admirer des marques de courage : c'est ainsi qu'une radio périphérique franco-suisse, Radio Zones, a exposé les Versets sataniques. Un agent de la sécurité pris de zèle a fait retirer l'ouvrage mais pour un court moment seulement tandis que Pierre-Marcel Fabre, directeur du Salon, déclarait : « Nous ne sommes pas ici pour exposer une quelconque censure. » Les responsables du stand iranien du Salon prirent la chose fort mal, qualifiant l'ouvrage de Salman Rushdie de « virus » et estimant, puisque « tout était permis », qu'ils étaient en droit d'exposer les Protocoles des Sages de Sion, ce faux, fabriqué par la police tsariste, devenu un des outils les plus appréciés de la propagande antisémite.

Les Iraniens ont finalement sabordé leur propre stand en remplaçant tous les livres exposés par une affiche de protestation au nom d'Allah « méchant et méridional ».

contre les dirigeants de cette fête du livre qui avaient commis la faute de laisser les Versets sataniques « contaminer » le Salon.

Une autre forme de courage a été récompensée : celle du chroniqueur politique du Journal de Genève et de la Gazette de Lausanne, Antoine Bosshard, qui a su par ses écrits mobiliser l'opinion publique suisse sur la tragédie des Kurdes, persécutés, déportés, massacrés, gaspillés dans la quasi-indifférence du monde. Le prix qui a été décerné, sous l'égide de l'Institut kurde de Paris, au journaliste suisse — et que celui-ci partage avec Bernard Langlois de Paris — porte le nom du fondateur du Parti démocratique kurde, Nouraddin Zaza, décédé en octobre dernier à Lausanne.

Le prix Jean-Jacques Rousseau a été attribué à Jean-François Revel pour la Conscience inutile (Grasset). Le lauréat du prix Colette est un jeune Français de trente-deux ans, François Sureau, qui vient de publier le Corruption du siècle (Gallimard). Le prix Jean Dumur du journalisme a été décerné à notre confrère suisse Yves Lasserre. L'auteur très apprécié des lectures de bandes dessinées Cosey a été récompensé par le prix de la BD. Enfin, le prix « Enfance » a été attribué à la Nature, un monde à découvrir de Michael Collier (Hachette) par un jury composé d'enfants.

ISABELLE VICHNIAC.

Le Festival

du premier roman

à Chambéry

Pas de « vedettes » ni d'auteurs à succès parmi les quatorze invités de la seconde édition du Festival du premier roman de Chambéry (Savoie), organisée du 27 au 30 avril par la bibliothèque municipale avec divers partenaires locaux.

Depuis l'automne dernier, cent vingt-six titres de premier roman, la totalité de la production française de 1988, sont en circulation dans les établissements scolaires et les bibliothèques de la région. A partir des avis recueillis et des correspondances — souvent sans concession — échangées avec les auteurs, un comité a sélectionné quatorze invités, retenus pour le caractère marquant de leur œuvre et de leur personnalité. Si certains ont atteint la consécration d'une récompense, telle Nadine Diamant (Désordres, Flammarion) ou Didier le Pêcheur (Le Bord du monde, Lattès), lauréats du Prix du premier roman en 1988 et 1989, beaucoup sont restés dans l'anonymat, dès la publication de leur livre, soit disparu des rayons des libraires.

Ces trois journées de Chambéry ont témoigné de l'originalité de cette démarche. Faute de pouvoir servir de « marche-pied » à l'éclosion de talents en attente de confirmation, ce festival, qui affine sa formule, a suscité tout au moins des échanges « intenses et passionnés » entre auteurs et lecteurs.

MICHEL DELBERGHE.

Quelques

prix de printemps

Le prix européen Amélie a été attribué à Serge Moscovici pour la Machine à faire des dieux (Fayard) ; le Prix des maisons de la presse à Christine Amoth pour Vent africain (Grasset) ; le premier prix littéraire du Rotary à Daniel Brigue pour Soupes de nuit (Belfond) ; le prix Louis-Guillou à Philippe S. Hadengue pour Petite chronique des gens de la nuit dans un port de l'Atlantique nord (Maren Sell) ; le Prix des libraires à Michel Chailou pour la Crayance des voleurs (Seuil) ; le Prix littéraire des droits de l'homme à Denis Langlois pour l'Affaire Szecze (Plon).

Enfin deux prix de la nouvelle viennent également d'être décernés : le prix Stendhal de la ville de Grenoble à l'auteur québécois Claire Dé pour son recueil, le Désir comme catastrophe naturelle, dont le manuscrit a été publié chez Glénat ; le prix Goncourt de la nouvelle, attribué dans le cadre du Festival de Saint-Quentin, pour les Adhètes dans la tête (Ramsay) à Paul Fournel, ancien directeur de cette maison, qui vient d'entrer à la direction de Seghers.

● **ERRATUM.** — Une coquille a rendu incompréhensible une phrase de l'article de Philippe Solers « Apologie de la marquise de Merteuil » (« Le Monde des livres » du 28 avril). Il fallait lire : « On y verrait avec quelle minute Laclos décrit les symptômes de la préséance (la « Célène Froide », ses alternances touchantes et comiques de convulsions et de prostrations. » (Et non, évidemment, de « protestations » !).

LA BANDE DESSINÉE

Puissance du souvenir

MURMURE n'est pas un nom facile à porter, même pour un personnage de bande dessinée. Mais le mot ne désigne pas seulement le protagoniste du nouvel album de Lorenzo Mattotti (sur scénario de Jerry Kramsky), il lui sert aussi de titre. Nous sommes prévenus : voici un livre qui ne hausse pas le ton, et qui ne nous séduira pas à grand renfort d'artifices romanesques. Exploration d'une conscience troublée, tentative d'inventaire d'une mémoire en lambeaux, Murmure se joue dans une zone trouble où réalité, souvenir et fantasme ne se laissent pas clairement délimiter, une zone où le monde n'est qu'une réverbération de notre sommeil.



« Murmure », de Mattotti et Kramsky

Un héros dont un accident a marqué le visage d'une tâche brulante, un ancien hôtel dressé sur un promontoire face à la mer, un pêcheur noir s'acharnant à décrire un banc de poissons-cerfs et qui s'exprime dans une langue composite proche de l'idolecte du moine Salvaterra dans le Nord de la rose, tels sont les constituants de ce récit étié, qui revêt peu à peu une dimension initiatique. Soyons clairs : cet album ne ressemble pas à l'idée que le complot des lectures se fait d'une bande dessinée. Et si sa beauté plénissime le constitue, pour l'auteur, en véritable objet de fascination, on regrette quelque peu le cours inflexible, majestueux, indubitable, le dévouement splendide qui caractérisent l'œuvre, le chef-d'œuvre par lequel Mattotti avait signé, en 1988, révisé sur la scène de la BD internationale.

Ce dessinateur de trente-cinq ans, qui pratique un art optique et musical, chromatique et sensoriel, continue de nous offrir les images les plus chargées d'émotion qu'on puisse trouver dans la BD contemporaine. Ses maîtres, il est vrai, n'appartiennent pas au séculier. Les noms qui lui viennent d'abord sont ceux de Degas, de Hopper, et plus que tout autre celui du symboliste belge Léon Spilliaert, comme lui amoureux du pastel, du noir, du ciel, des plages et des vagues. (Murmure, de Mattotti et Kramsky, Albin Michel, 50 p., couleur, 90 F.)

Surprise : un nouvel éditeur lyonnais — Paplum (3, rue Soufflot, 69006 Lyon) — débute en fanfare en publiant, à tirage limité, le Building, un album de Will Eisner, l'un des trois ou quatre géants en exercice de la BD américaine. Et loin d'être un fond de tiroir, ce récit composé de quatre chapitres convergeant vers une issue commune n'appartient pas à l'un des sommets de la deuxième carrière d'Eisner, entamée en 1978 avec A Contract with God. C'est l'histoire de quatre fantômes qui viennent hanter un building new-yorkais tout neuf, érigé sur les débris du vieil immeuble à l'ombre

duquel ces quatre créatures modestes, voire misérables, avaient passé leur pauvre vie.

Conservateur de la mémoire des pierres, Eisner nous conte leur destin avec un merveilleux sens de l'ellipse, et son habile mélange de pudeur et de lyrisme. Jamais, sans doute, le créateur du Spirit n'avait paru si proche de Chaplin. Même regard indulgent, chaleureux et profondément humain sur des personnages inséparables et solitaires ; même dignité dans l'outrance, même fusion de la farce, du mélodrame et de la poésie. Eisner pourrait faire sienne la phrase de Chaplin déclarant que la souffrance est « le grand thème de la vie ». Personne, dans la bande dessinée, n'en parle aussi bien que lui. (Le Building, de Will Eisner, Paplum, 80 p., NB, 200 F. Limité à 300 exemplaires.)

De mémoire et de souffrance, il est encore question dans le deuxième album (après Bahamas) réalisé en duo par le scénariste Denis Lapière et le jeune dessinateur Jean-Philippe Stassen. Bulwite, une archéologie américaine d'un boussier, éphémère champion américain en 1937, catégorie poids lourds. Quinze ans plus tard, Martin Hilde, un cinéaste inscrit sur les listes noires du maccarthysme et traqué par le FBI, s'efforce de retrouver sa ancienne idole, dont il voudrait faire le héros de son prochain film. Le souvenir d'une petite fille servira d'appât pour convaincre le champion déchu — devenu conducteur d'autobus — de s'exposer aux feux d'Hollywood. Mais l'extinction du passé ne profitera vraiment à aucun des deux hommes.

Raconté de manière convaincante et illustrée avec efficacité, quoique dans un style encore un peu impressionniste, l'album se signale par une construction ingénieuse qui sème les scènes de la réalité avec des extraits du film de Martin Hilde, dont la première projection n'intervient pourtant qu'à l'avant-dernière page. Un récit bien tricoté, qui devrait séduire un large public. (Bulwite, de Stassen et Lapière, Albin Michel, 52 p., coul., 65 F.)

Avec Charlie Schlingo, la dévotion atteint des dimensions qui personne d'autre ne s'autorise. Qui, sinon lui, s'acharnait à décrire les absurdes agissements de personnages aussi improbables que les dénommés Groccocchini et Fatafata ? Qui d'autre se permettrait de prêter à son héros une phrase comme : « Par cette rage symbolique venue d'Inde, je retrouve les gestes familiers de nos ancêtres les sardines et je connais ainsi la voie intérieure » ?

Lecteurs d'Alphonse Allais et de Pierre Dec, N comme cornichon, écrit par Charlie Schlingo, vous fera hurler de rire. Il a trouvé en Stéphane Rosset le complice idéal : un dessinateur faussement naïf, aux couleurs pimpantes, qui pose la figure dans ses dernières réminiscences. Enres et objets paraissent fabriqués au moyen d'un jeu de construction pour enfants en bas âge. En vérité, tout cela est sophistiqué à l'extrême, et truffé de références décapantes au petit monde de la bande dessinée. Arme souveraine pour tenir à distance les grincheux et les pète-sec, cet album a sa place dans la bibliothèque de tous les gens de goût. (N comme cornichon, de Rosset et Schlingo, Les Humanoïdes associés, 44 p., coul., 99 F.)

THIERRY GROENSTEIN.

— Signalez que le numéro d'avril de la revue Europe est consacré à la bande dessinée.

EN BREF

● La Sorbonne accueille du 9 au 11 mai un colloque international, « Auguste Comte, philosophie et révolution ». Des manuscrits d'A. Comte seront également présentés durant cette période à la Bibliothèque nationale.

● En prime et en accompagnement de prochains Salons du livre de Paris, où la littérature allemande sera à l'honneur, le Goethe Institut et l'Association Dialogue entre les cultures (ADEC) organisent, du 10 au 25 mai, une série de rencontres et de débats sur le thème « L'Allemagne par ses livres », au Centre Pompidou et à la FNAC Montparnasse. (Renseignements auprès de l'ADEC. Tél. : 46-20-93-36.)

● Précision. — Suite à l'article paru dans « Le Monde des livres » du 14 avril, sur l'essai de Carmen Bernad et Serge Gruzinski : De l'Idolâtrie. Une archéologie des sciences religieuses, Le Seuil, éditeur de ce livre nous demande de préciser qu'un ouvrage de Manuel de Diegues intitulé, De l'Idolâtrie. Discours aux clercs et aux dévotionnels est paru chez Gallimard dans la collection « Essais » en 1969.

NOUVEAUTÉ MAI 1989



BOTTICELLI

G.C. Argan
Un livre d'art
au prix d'un roman. 128 FF.

SKIRA

Un livre d'art

ROMANS

Zoé Oldenbourg entre le cauchemar

Trois « fictions » d'une « défense et illustration »

L'association Archives de la littérature latino-américaine et des Caraïbes du vingtième siècle publie ses douze premiers titres. Plus de cent autres suivront.

Le CNRS décide de collaborer au projet. Trois colloques réunissant la fine fleur de la critique universitaire internationale eurent lieu pour mettre au point le programme Archives et définir les procédures scientifiques qui, appliquées à chacun des volumes, allaient donner à la collection sa rigueur et son homogénéité.

Cinq cents chercheurs, latino-américains, européens et nord-américains ont participé à l'entreprise. Des trésors de patience, d'obstination et de diplomatie, de longues négociations, l'appui sans réserve apporté par le ministère de la culture et par celui de la recherche scientifique, le soutien de l'UNESCO ont permis d'obtenir l'impossible.

Sous l'autorité de l'association Archives de la littérature latino-américaine et des Caraïbes du vingtième siècle (Paris-X Nanterre), Archives est codifiée par les organismes scientifiques de huit pays : l'Espagne, la France, l'Italie, le Portugal, l'Argentine, le Brésil, la Colombie et le Mexique.

La sortie des douze premiers volumes suscite l'enthousiasme, D'abord, ils sont beaux, agréables, soignés. Pour chacun des écrivains retenus, « le » spécialiste de l'œuvre a réuni autour de lui une équipe interdisciplinaire de chercheurs dont les lectures entourent le texte — de façon définitive — avec toutes les variantes — de tous les éclairages possibles.

C'est l'odyssée entière du continent latino-américain qui se trouve déjà racontée à travers Paris 1924-1933, de Miguel Angel Asturias (Guatemala), Don Segundo Sombra, de Ricardo Güiraldes (Argentine), Paradiso, de José Lezama Lima (Cuba), Obra poética, de César Vallejo (Pérou), Los de abajo, de Mariano Azuela (Mexique), Macunaima, de Mario de Andrade (Brésil), El chulla Romero y Flores, de Jorge Icaza (Equateur), Las memorias de Mama Blanca, de Teresa de la Parra (Venezuela), La carreta, d'Emilio Amador (Uruguay), Raza de bronce, d'Alcides Arguedas (Bolivie), Poesía y política, de José Gorostiza (Mexique) et A paixão segundo G.H., de Clarice Lispector (Brésil).

Suivent bientôt d'autres écrivains célèbres — Cortázar, Quiroga, Gállego, Machado de Assis, Rulfo, Guimarães Rosa — et des moins connus en Europe, des poètes et des romanciers de langue espagnole ou portugaise, mais aussi anglaise (Jean Rhy,

Claude McKay) ou de langue française (Jacques Stephen Alexis, Jacques Roumain).

Pour éviter de froisser les susceptibilités, Archives n'accueille que les œuvres d'auteurs disparus, mais lorsque les cent vingt volumes seront publiés — dans une dizaine d'années environ — d'autres classiques viendront rejoindre Borges et Neruda.

Cette extraordinaire bibliothèque, ce monument de littérature et de science, cette vision unique de la diversité et de l'unité, de la richesse et de la misère d'un continent, ne délivre pour l'instant toutes ses richesses qu'aux lecteurs de l'espagnol et du portugais.

Un accord est intervenu, soutenu par les principales universités américaines, pour la publication des titres retenus par Archives en langue anglaise. Il serait heureux que les éditeurs français parviennent, eux aussi, à un compromis pour ne pas priver les lecteurs francophones de ces « archives » qui doivent beaucoup à la France.

PIERRE LEPAPE.

(1) Les douze premiers volumes d'Archives seront présentés au siège du CNRS, mercredi 10 mai. Ils seront disponibles dans les bibliothèques de Paris ainsi qu'à la FNAC. Le siège de l'association éditrice est le Centre de recherches latino-américaines de l'université Paris-X (200, avenue de la République, 92001 Nanterre).

Le festival du premier roman de Chambéry (Savoie), organisée du 27 au 30 avril par la bibliothèque municipale avec divers partenaires locaux.

Depuis l'automne dernier, cent vingt-six titres de premier roman, la totalité de la production française de 1988, sont en circulation dans les établissements scolaires et les bibliothèques de la région.

A partir des avis recueillis et des correspondances — souvent sans concession — échangées avec les auteurs, un comité a sélectionné quatorze invités, retenus pour le caractère marquant de leur œuvre et de leur personnalité.

كتاب من الأدب

ROMANS

Zoé Oldenbourg
entre le cauchemar et l'humour

Trois « fantaisies » d'une romancière aux rêves noirs :
une défense et illustration de l'imaginaire.

La romancière au long cours, au grand souffle, des cathares, des croisés, de l'émigration russe à Paris dans le monde d'hier, qui nous a valu son chef-d'œuvre, *La Jolie souffrance*, nous réserve une surprise. Sous le titre *Dégénérescence*, elle publie trois brefs romans qui concentrent le romanesque en utilisant ses ressorts : personnages, atmosphère, suspense, drame. Mais ils paraissent prendre le genre à revers, dans des veines les plus populaires pour en explorer les dessous.

Nous avons droit successivement à une histoire policière, à une nouvelle fantastique et à un récit concernant le théâtre, domaine par excellence de l'illusion créée par l'artifice, et du dédoublement : les acteurs confondent leur vie avec celle des héros qu'ils incarnent.

Zoé Oldenbourg porte ainsi à l'incandescence l'imaginaire qui a toujours été sa faculté maîtresse. L'imaginaire n'est pas gratuite, semble-t-elle nous dire : le tempérament, l'expérience vécue s'y inscrivent ; la fiction rejoint le réel qu'elle préfigure ; l'esprit commande à la matière. Finalement, ces trois romans où des fictions conduisent à des morts effectives relèvent tous du fantastique.

Dégénérescence, le plus long de ces textes, est une étonnante comédie qui vire au cauchemar. Le maire d'une petite commune, propriétaire d'un château délabré qui pourrait servir de cadre à la *Cerise de Tchekhov*, se met en tête, dans les années 50, de monter un spectacle avec une troupe d'amateurs-qui-sont ses amis. Il a choisi un drame historique dit à un écrivain sans renom qui a recréé, en prenant beaucoup de liberté avec l'histoire, le Bal des ardeents, fait divers fameux qui commencent la folie de Charles VI.

Le roman est écrit sur deux portées qui s'entrecroisent ; ce qui ne facilite pas la lecture. L'une nous donne, éblouie, le texte, ironiquement shakespearien, de la pièce où le roi fou, Isabeau de Bavière, Catherine de France, le prince de Galles, le futur Charles VII et le boucher, Simon Caboche, tous animés de passions inventées par l'auteur, ourdisent

le drame vécu par la France du quinzième siècle. L'autre portée, prosaïque, décrit, avec un réalisme volubile, les préparatifs du spectacle, son déroulement au cours d'une soirée mondaine et les relations qui existent ou se tissent entre les acteurs.

L'un désire l'une, l'autre, l'organisateur de la fête, souhaite se débarrasser d'une épouse qui l'ennuie, pour suivre sa maîtresse. Mais il lui faudrait être fou comme Charles VI pour oser ériger la vérité ! Or le spectacle qui se termine sur un incendie accidentel, provoqué par le sinistre bal mis en scène, va réaliser son vœu. Dans sa violence hirsute et sauvage, ce roman qui mêle les actions et les registres est une performance.

Cassandre, beaucoup plus calme et linéaire, nous introduit dans un prétoire où l'on juge une voyante, accusée d'avoir causé, par ses révélations, la perte de quelques-uns de ses clients. L'avocat qui plaide contre elle et soutient que son prétendu art n'est que supercherie est troublé par le regard de pitié et d'épouvante mêlées que cette femme un moment a posé sur lui. A-t-elle « vu » un malheur le menaçant ? Les circonstances de sa mort prochaine ? Pris au piège et en pleine contradiction avec lui-même, il n'a de cesse de la retrouver. Il court ainsi au-devant du sanglant supplice que la voyante avait peut-être entrevu.

Sur les lieux
du crime

Je ne crois pas que Zoé Oldenbourg ait le souci de défendre la parapsychologie, bien que celle-ci s'accorde avec la défense et illustration de l'imaginaire qu'elle comprend ici. Cherchant à cultiver l'étrange, elle n'hésite pas à se servir de cette vieille recette, un peu banale, un peu grosse. Elle nous avait habitués à plus de subtilité.

Elle éclate justement, cette subtilité, dans la première nouvelle, *P.S. ou les dix ou onze morts de Penheseila Singing-bells*. L'esprit qui y brille n'est pas celui qui commande à la

matière mais celui qui attise l'invention, cultive la parodie, parodie le dialogue de répliques acérées, d'une irrésistible drôlerie. Cette fois, Zoé Oldenbourg se déguise elle-même. Elle se fait la tête d'Agatha Christie pour mieux jouer avec le roman policier dont elle détourne le cours.

Nous sommes dans un manoir anglais, où se côtoient maîtres désargentés et serviteurs humiliés, tandis que, dans le parc, retentit le bruit assourdissant d'une tondeuse à gazon. Le cadavre d'une femme inconnue est découvert au cours d'un dîner intime, prélude à des fiançailles.

On s'attend à une enquête policière. On ne l'aura pas, pas plus que le mot de l'énigme. Mais durant la nuit que passent ensemble hôtes, invités et l'indispensable maître d'hôtel, tous consignés sur les lieux du crime, chacun imagine, à haute ou basse voix, qu'il est l'auteur du meurtre inexplicable. Il s'ensuit un festival d'hypothèses, une cascade de romans à peine ébauchés, où la victime ne cesse de changer de nom et de personnalité, maîtresse volage ou trop aimante, fille ingrate et dure, espionne, femme de proie qui ruine l'amour entre deux hommes, voire fantôme.

Vu l'importance qu'y prennent les dialogues, ces trois romans sont presque des pièces de théâtre. On y passe de la comédie à la tragédie. Zoé Oldenbourg les présente comme des « fantaisies » parce que, dit-elle, elle s'est laissée aller aux embellissements de la « folie du logis ».

Cette romancière a des rêves noirs, proches des spectacles du Grand Guignol, qu'elle ne renie d'ailleurs pas. Mais le mot « fantaisie » évoque pour nous des sourires, des clins d'œil, une vertu comique. La première nouvelle, seule, remplit ce programme. Pochade pleine d'humour ; elle suffit, par sa réussite, à imposer le recueil.

JACQUELINE PIATIER.
* DÉGÉNÉRESCENCES, de Zoé Oldenbourg, Gallimard, 192 p., 52 F.

* La collection « Folio-Histoire » réédite, du même auteur, le *Bâcher de Montségur*, récit de la chute du dernier sanctuaire cathare, le 16 mars 1244 (n° 23).

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Sous la statue
de Claude Tillier

On redécouvre l'auteur de « Mon oncle Benjamin » (1801-1844).
Jules Renard fit, en 1905, l'éloge de ce romancier pamphlétaire.

On a souvent dit que Tillier était plus célèbre à l'étranger qu'en France et en province qu'à Paris.

Paris, excusons-le. Il est bien gêné, dans ses trépassés, par les caprices de la mode. C'est du Nord ou du Midi qu'il accepte aveuglément la lumière. Il se défie de celle du Centre. Rien ne démontre d'ailleurs qu'il soit moins glorieux d'être un grand homme de province qu'une idole parisienne, et comme Tillier a décidé, nous le prouvons aujourd'hui, fait la conquête de sa province avarnaise, que dis-je, de Clamecy, il peut se vanter de n'avoir pas perdu son temps, depuis sa mort. Soixante années pour qu'une petite ville natale se repente de son oubli, c'est raisonnable. Elle aurait pu y mettre un siècle, ou l'éternité.

Mais pourquoi les Allemands lisent-ils plus que nous Claude Tillier, tout au moins *Mon oncle Benjamin* ? Les critiques constatent le fait sans l'expliquer. Ce ne peut être une simple question de veine exotique, de traducteur ou de publicité.

Il est possible que *Mon oncle Benjamin*, par son allure irrégulière, son défaut d'intrigue, sa nonchalance voulue, ses digressions multipliées, ses hors-d'œuvre de morale et de philosophie (on y retrouve de nombreuses pages de pamphlétaire), réponde mieux à l'esthétique des Allemands qu'à celle des Français, ce qui ne signifie pas que les Français aient moins bon goût que les Allemands, ce qui ne signifie rien, car au-delà, comme au-delà du Rhin, la justice littéraire est encore moins infallible que l'autre.

La postérité
fait ce qu'elle veut

Pourrions-nous aujourd'hui, en France, avec les ressources dont dispose l'édition moderne, faire un succès de gros public à *Mon oncle Benjamin* ? J'en doute.

C'est une œuvre que les lettres se réservent. Ils disent : « Quel dommage que la foule l'ignore ! » mais ils savent bien que la foule française lit peu et mal. Trop souvent même, par la statue qu'elle élève à l'écrivain, elle se croit dispensée de le lire.

Tillier pouvait écrire un livre plus vendable ! Il n'avait qu'à prodiguer des galonnières comme celles de M. de Cambray. Il ne l'a pas voulu. Il a même supprimé, dans une édition, l'épisode scabreux dont rougissaient les dames de la Nivèze. Ce serait donc faire injure à la mémoire de Tillier que de souhaiter pour lui un genre de succès qu'il ne désirait pas.

D'ailleurs nous n'avons qu'à continuer, tous ! A force de répéter qu'il n'est pas assez connu, nous finirons par le rendre plus célèbre, s'il ne l'est déjà, que tel



Le buste de Claude Tillier à Clamecy, dans la Nivèze.

homme fameux qu'il admirait : Cormenin, par exemple.

« Vous êtes, avec Paul-Louis Courier, lui écrivait-il en lui adressant un pamphlet, le seul écrivain que je connaisse. Vos petits livres composent toute ma bibliothèque ! »

L'après Tillier flattait Cormenin et se calomnait, car ce savant maître d'école, ce journaliste laborieux, cet homme de lettres à la journée qui a parlé de tout, lisait tout, même l'*Évangile* qu'il appelait « la première déclaration des droits de l'homme ».

Paul-Louis Courier, grâce à sa devise : « Peu de matière et beaucoup d'art » est immortel, mais Timon Cormenin ? Qui de nous, messieurs, aurait le courage de le lire ? Je me demande si notre Tillier, une rue à Nevers, une rue à Clamecy ! un buste à Nevers, un buste à Clamecy ! — changerait de place avec lui ?

Ah ! la postérité fait ce qu'elle veut, et la gloire, dont on a dit que c'est le soleil des morts, ne suit pas avec docilité la courbe tracée par le soleil des vivants !

(...) La sensibilité de Claude Tillier, qu'il avait en disant : « J'ai l'émotion naïve », elle est comme un de ces ruisseaux dont il parle avec des mots virgiliens. Apparement, elle s'écoule, elle traverse son œuvre d'un bout à l'autre et elle entretient des flots de verdure dans ses pamphlets les plus arides.

Je ne cherche pas à adoucir Tillier. Il avait l'humour chagrin, le geste violent et la dent dure. Il le voulait, il s'y efforçait, il y mettait même de la coquetterie, il soignait, disent ses biographes, sa sauvagerie extérieure, sa silhouette de loup maigre, il cultivait sa vertu intrinsèque. « La

vertu passe avant le commerce », disait-il ; il acceptait d'être traité de puritain et même de puritain ridicule, et c'est toujours au nom de l'honneur qu'il se fâche le plus fort ; au nom de l'honneur, qu'il place au-dessus de tous les honneurs, il trouve des accents d'apôtre.

« Si j'étais, dit-il, les électeurs de France (Tillier ne votait pas, car de son temps il fallait être riche pour voter), j'imposerais la loi de ne point accorder de fonctions rétribuées à des hommes déjà pourvus de fortune. — Si j'étais les électeurs de France, j'interdirais aux députés toute espèce de sollicitation auprès des ministres... je ne voudrais pas qu'ils descendissent au rôle de courtiers d'emploi, de chargés d'affaires des électeurs. — Dès qu'un citoyen est élu député, s'écrie-t-il, son honneur et sa réputation ne lui appartiennent plus, ils appartiennent à la France ! Ce n'est pas la réputation d'homme obligeant qu'il faut à un député, c'est la réputation d'homme intègre. Un acte d'obéissance, c'est presque toujours un acte de trahison. Mais si le député se ruine au service de la France, nous écrirons sur sa tombe : Ruiné pour la patrie et le peuple français adoptera sa famille ! »

Et sur cette hauteur où il n'a pas le vertige, Tillier ajoute avec son esprit narquois : « On va me trouver bien romain pour un compatriote de M. Dupin ! » (...)

JULES RENARD.
Ce discours fut prononcé le 17 septembre 1905 à Clamecy (Nivèze), ville natale de Claude Tillier. Ce jour-là, on inaugura un buste de l'écrivain. Le texte de Jules Renard sert de préface à la réédition *Belle Plume et Cornélius*, qui sortira en librairie jeudi 11 mai (Éditions 1906, 264 p., 95 F.).

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROIT-DOLPECH

L'art de la nouvelle

(Suite de la page 9.)

LE CLÉZIO ne prétend pas nous anuser : on compte sur quelques doigts les moments d'humour de ses grands romans, depuis le *Procès-Verbal* jusqu'au *Cherchez l'or*, en passant par le *Déluge*, l'*Extase matérielle*, les *Géants*. Mais nous ne sommes pas non plus dans la désespérance. Plutôt dans une attitude de quest. La réalité est perçue comme à travers un voile, brume de chaleur ou moustiquaire. N'oublions pas que l'espèce de conscience anesthésiée de l'*Étranger*, de Camus, qui a marqué plusieurs générations et qui se reconnaît ici, est née dans la torpeur d'un été algérien. Que nous soyons en Provence ou en Afrique du Nord — et *Printemps* oscille précisément entre les deux côtés de la Méditerranée, — ce sont les mêmes ciels blancs qui dominent, les mêmes soirs jaunes. Le Sahara cher à l'auteur de *Désert* n'est pas loin, ni le tremolo irréel du muezlin.

Rien n'est difficile comme de faire penser et parler une fillette, sans artifice. La Clézio réussit le tour de force de nous introduire dans la subjectivité d'une enfant écartelée entre la France et le Maghreb. Un secret entoure sa naissance, et d'obscures fâcheries président à son éducation. Le désir lui tiendra lieu de parents et de patrie. Elle en fera l'apprentissage avec un mélange de délicatesse et de brusquerie.

La Clézio a toujours privilégié le regard dans les approches amoureuses. Ici, le langage des yeux est essentiel. Ils font plus que déshabiller l'autre. Ils dépouillent les apparences, ils arrêtent le temps, le modifient. On y lit dédain, colère, toutes les nuances

d'appétit et de refus. C'est par les yeux que la petite héroïne découvre, en plus du monde, sa propre force, sa liberté.

LES nouvelles qui complètent *Printemps* parlent aussi des yeux les plus vertigineux, ceux qui prennent la teinte noire du vide, la dureté du caillou. *Fascination* et *Le temps ne passe pas* suggèrent l'insécurité trouble où jettent les regards des désespérés. Ainsi de la bohémienne aperçue dans un restaurant, ou d'une amie d'enfance venue d'on ne sait où et vêtue de sa pauvreté comme d'une cuirasse. Longtemps après, les prunelles noires transpercent encore la photo de classe qui sert à les évoquer.

Griens, Arabes, enfants sans domicile fixe ou respecté : c'est vers ces Vénus de terrains vagues aux mollets mats sous la poussière, aux mobylettes dégingolées, c'est vers ces beautés sans concession, vers ces innocences violentes que revient sans cesse la préférence de La Clézio, et c'est à leur contact que se met à vibrer sa prose, de plus en plus tenue, classique.

Sous la diversité des narrations, une même voix se pose, monte ses gammes, tient son plus juste chant : tout l'art de la nouvelle, décidément, est là.

* A CONTRE-SENS, de Noëlle Châtelet, Mercure de France, 258 p., 98 F.

* LES CERCLES D'OR, de Michel Host, Grasset, 248 p., 80 F.

* APRÈS LA NUIT, LA NUIT, de Jean-François Josselin, Gallimard, 192 p., 75 F.

* PRINTEMPS ET AUTRES SAISONS, de J.-M. G. Le Clézio, Gallimard, 208 p., 80 F.



BOTTICELLI

G.C. AGES

Un livre de...

Un livre de...

LUC ESTANG

Celle qui venait du rêve

ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

85 F

Éditions du Seuil

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Deux pionnières d'Amérique



Aut temps des pionniers : Willa Cather au Wyoming, en 1905.

★ **LES DÉBUTS D'UN ÉCRIVAIN**, d'Endora Welty. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Michel Gresset. Flammarion, 192 p., 89 F.

★ **LE BRIGAND BIEN-AIMÉ**, d'Endora Welty. Traduit de l'anglais par Sophie Mayeux. Flammarion, 154 p., 79 F.

★ **UNE DAME PERDUE**, de Willa Cather. Traduit de l'anglais (États-Unis) par Marc Chénier. Ramsay, 206 p., 89 F.

Le désordre dans lequel nous parvient l'œuvre des auteurs contemporains tient du mystère — et de la chance. Et le hasard se charge de rétablir les valeurs. Mais que de temps perdu ! Des écrivains travaillent dans leur coin d'Amérique, loin des éditeurs, des journalistes et du bêtage publicitaire, célèbres chez eux, tellement prestigieux qu'on les traite de « classiques » comme pour mieux les enliser. Willa Cather, Endora Welty... Des dames de leur province qui ont été admirées par les plus grands auteurs de leur génération, qui ont eu une influence considérable sur les jeunes écrivains, et qui portaient trop haut le socle de leur art, avec trop d'orgueil, trop d'ambition et trop de discrétion pour qu'on y prête suffisamment d'attention.

Les éditions Flammarion, qui ont entrepris depuis trois ans la publication de l'œuvre d'Endora Welty, avaient commencé par *l'Homme pétrifié* (en anglais *A Curtain of Green*, 1941), le premier recueil de nouvelles de la dame du Sud, les écrits d'une jeune femme qui lui valurent non pas la consécration, mais l'attention admirative de tout ce qui comptait dans le monde littéraire pour une œuvre qui recrée le pays du Mississippi, sa chaleur, sa poussière, ses champs de coton, l'émotion des gens, ses fleuves majestueux, ses zébrures, avec une exactitude dénuée de pittoresque et « régionalisme » qui est celle de l'intuition de l'artiste. « Faites toujours bien attention de mettre la lune à sa place dans votre ciel », avait dit un critique littéraire à la débutante. « Ces mots furent très utiles dans ma nouvelle profession », note Endora Welty, qui fit cette année ses quatre-vingts ans.

Dédié à la préface de *l'Homme pétrifié*, Katherine Ann Porter, l'auteur célèbre de la *Nef des fous*, qui, avec Robert Penn Warren, avait été l'une des premières à croire en son talent, le *Brigand bien-aimé* (*The Robbed Bedroom*, 1942) est la première incursion d'Endora Welty dans le domaine du roman. Un court roman — ce qu'en anglais on appelle *novella*, et qui n'a pas de nom en français, — qui semble être le prolongement des contes de fées qui ont marqué son enfance et que cette conteuse de race retranscrit à sa façon en les ancrant entre le Mississippi et la Vieille Piste de Natchez, « cet ancien tracé de bisons, où les voyageurs de passage étaient attaqués par les bandits et les indiens, ou égarés dans une époque reculée, dans la Louisiane du dix-huitième siècle ».

Qu'avait-elle en tête, Endora Welty, de trier ses ans, lorsqu'elle nous conte cette histoire de ban-

dits ? On pourrait penser qu'elle a rêvé être Roseamonde, « une fille aux cheveux d'or que sa marâtre (Salomé) enfermait dans sa chambre pour la punir de chanter, et qui cherchait pourtant, victime de son effrayante belle-mère jalouse de l'adoption que voue à sa fille son mari, Clement Musgrove, « planter incognito » venu des terres vierges des forêts qui longent le Mississippi. Roseamonde, hardie, têtue, mythomane presque (elle pensait que les indiens l'enlèveraient peut-être, et qu'ils l'adopteraient dans leur tribu, et lui donneraient un autre nom, ou qu'un léopard l'emporterait dans sa gueule avant qu'elle ait pu proférer un mot.) »

Est-elle menteuse prosaïque ou romanesque inventive cette Roseamonde, enlevée par un brigand qui, justement, avait sauvé un jour son père de la mort. Roseamonde, la belle, qui, pour échapper aux mauvais sorts de la méchante jalouse belle-mère, part sur les chemins à la recherche de son brigand Jamie Lockhart. La première fois qu'il la vit, il la fit mettre nue, effrayant un à un tous ses jupons au milieu de la forêt ! Grande lectrice de Grimm, d'Andersen, de Perrault, de Swift et de *Une Nuit*, l'auteur accorde, dans cette narration, comme dans un jeu à la fois personnel et à la maîtrise de la série de quiproquos et de fantasmes, qui sont la loi du genre... Elle se marierait, eurent de beaux jumeaux et tout se termina le plus heureusement du monde, puisque Jamie, tout naturellement, cessa d'être bandit pour se muer en marchand fortuné de la Nouvelle-Orléans, « transformation si facile qu'on pouvait à peine parler de changement ».

À croire qu'Endora Welty, romanesque en herbe, se défoule là d'une enfance protégée, puritaine, dans

une famille religieuse sans être pratiquante, dans une société où jamais une mère n'appartient à ses enfants d'« où viennent les petits bébés », mais où, très tôt, on lui enseigne pourtant à conquérir son indépendance. Le père, par exemple, fervent croyant dans la progrès, avait la passion des instruments susceptibles d'instruire — télescope, baromètre, toupie gyoscopique, casse-tête, casse-tête en tout genre : « A nous, les enfants, écrit-elle, il disait ce qu'il fallait faire au cas où il nous arriverait de nous perdre en pays inconnu : « Cherchez l'endroit où de l'horizon où le ciel est le plus lumineux : c'est là que le plus proche cours d'eau. Et là où il y a de l'eau, il y a de la vie ».

Quant à la mère, qui avait bravé incendies et tempêtes pour conserver son vieux volume de Dickens, elle était passionnée de lecture, mais en hédoniste et non pas pour s'instruire : « Dès l'âge de deux ou trois ans, j'avais appris que n'importe quelle pièce de la maison, à n'importe quelle heure du jour, était à la disposition de quiconque voulait y lire ou s'y faire faire la lecture. Ma mère faisait cela pour moi (...). Quand elle lisait le Chat botté, par exemple, il était impossible de ne pas comprendre que jamais chat ne lui inspirerait confiance ».

Endora Welty restera marquée par cette éducation d'un autre temps, d'un autre Sud que celui d'aujourd'hui, si bien que longtemps plus tard, à près de soixante-quinze ans, cette femme, qui aura toujours refusé d'exposer sa vie privée, exhumer ses souvenirs dans *Les Débuts d'un écrivain*. Non pas une autobiographie, mais, comme l'indique le titre et les trois titres de chapitre — « Écouter », « Apprendre à voir », « Trouver une voix », — un regard rétrospectif sur son œuvre à la lumière d'une éducation comme toute exemplaire qui lui a inculqué un profond respect pour la part inconnue de la vie humaine.

« Comme vous l'avez vu, conclut-elle, ma carrière d'écrivain est issue d'une vie protégée. Mais protégée ne signifie pas dépourvue d'audace. Tant il est vrai que toute audace sérieuse vient de l'intérieur. » A la lumière de ce petit volume qui s'entend avant même qu'elle ait commencé à être un écrivain, Endora Welty nous donne des clefs pour la lecture de son œuvre : elle fait mieux comprendre le remue-ménage familial dans lequel baigne la petite fille de neuf ans de *Mariage au Delta* (Gallimard, 1957), elle est un peu la *Fille de l'optimiste* (Prix Pulitzer 1973, Calmann-Lévy 1974. Traduit par Louise Servicen), héritière des traditions raffinées d'un Sud conservateur, ne perdant rien pour la mémoire et nous donnant une vision tragique fondée sur la soumission, la violence et l'audace.

AUTRE grande romanesque nourrissant, elle aussi, une nostalgie pour un ordre perdu, mêlant, elle aussi, le profane et le sacré, née aussi dans le Sud, dans une ferme de la vallée de Shenandoah en Virginie, mais ayant passé son enfance et sa jeunesse dans le Nord, au Nebraska, bravant les interdits d'une morale rigoriste pour proclamer la supériorité de la bisexualité, Willa Cather (1873-1947) a laissé une œuvre qui, à partir de la vie des pionniers de la frontière, s'attache, avant

tout, à montrer à travers ces immigrants de toutes nationalités une Amérique en train de naître, une Amérique dont on attend de grandes choses. A noter, chez l'une comme chez l'autre, un prodigieux à restituer les dialogues de toutes les sortes de personnages.

Aux éditions Ramsay, Paul Fournel et le traducteur Marc Chénier avaient commencé à nous faire connaître cet auteur hors du commun, dont Sinclair Lewis déclara qu'elle aurait mérité le prix Nobel si sa place : après la Mort de l'archevêque, Mon Ennemi mortel, Pionniers I, paraît *Une Dame perdue* (1923), une des œuvres importantes des débuts qu'il serait injuste de passer sous silence et que beaucoup considéraient comme son chef-d'œuvre avec *My Antonia* (1918).

La « dame », Marion Forrester, une belle Californienne, a vingt-cinq ans de moins que son mari, le capitaine Forrester, « un homme du chemin de fer », un des pionniers de l'équipement ferroviaire à travers les États-Unis qui a construit des centaines de kilomètres de voies pour sa société, la Burlington. Leur demeure est renommée « d'Ornata à Denver » pour l'hospitalité et le calme qu'y faisait régner l'hôte, charmante en toutes circonstances. Avec ses boucles d'oreilles, de longs pendentifs de grenats et de perles en forme de fleurs de lys, attirante, distinguée, elle fait rêver les jeunes gens et les adolescents de la petite ville, notamment Niel, le neveu du juge Pommeroy venu du Kentucky (« Là où se trouvait M^{me} Forrester, Niel en était convaincu, l'ennemi n'avait pas sa place (...). Son secret, se disait-il, tenait sans doute à ce qu'elle ne put s'empêcher de s'intéresser aux gens, même les plus ordinaires. ») Longtemps après, alors qu'il ignorait si elle était encore vivante, Niel se souvenait : « Lorsqu'il était las et n'avait plus de goût à rien, il se disait que, si elle était là, il se souvenait de la vie depuis longtemps perdue, la gaieté lui reviendrait. »

On ne raconte pas la fin du roman de M^{me} Forrester, la séductrice, la passionnée, ni l'art de l'auteur à rendre la qualité et le mystère des rapports entre les personnages. Ni la nostalgie de ces derniers moments de l'Ouest grandiose, dans un pays désormais quadrillé par les voies ferrées. Dans ce monde qui change trop vite à son gré, d'où M^{me} Forrester est partie après la mort de son mari pour vivre d'autres vies, Niel demeure hanté par sa « dame perdue » : « Il avait été le témoin de la fin d'une époque, du coucher des pionniers, il y était entré au moment où, déjà, ses plus beaux yeux s'éteignaient. C'est ainsi qu'au temps des bisons le voyageur découvrait les cendres du feu d'un chasseur sur la prairie, après que le chasseur lui-même eut quitté les lieux. »

Une sorte de simplicité, de dévouement baigne ce beau portrait d'une femme féminine à l'extrême, que l'auteur a élaborée pour sa laisser séduire par elle, tout en sachant qu'elle aussi, comme Niel, serait rejetée.

P.S. — Pour ceux qui aiment Nina Berberova et qui veulent découvrir une de ses nouvelles dites à haute voix. Signalez que les éditions des Femmes ont paru le *Rosseau révolté*, lu par Isabelle Huppert (texte intégral : 2 cassettes).

Richard Ford et le retour d'Hemingway

(Suite de la page 9.)

Carver, Ford ou Wolf, Jayne Ann Phillips ou Bobbie Ann Mason doivent essentiellement leur « Arte Povera » aux ingrédients de vraisemblance qui font une « bonne histoire » et que le vieux loup de mer de la fiction américaine avait inventés avant eux. Une bonne tranche de vie avec très peu d'écriture dessus ; des faits sans effets ; mais beaucoup de tics de langage, comme ces répétitions répétées à dessein dans les nouvelles de Hemingway.

Quelle différence entre l'état de Washington, chez Carver ou Wolf, le Montana, chez Ford et le Michigan chez Hemingway ? Les personnages sont les mêmes. Alcooliques, vagabonds, chômeurs vaguement poètes, petits gangsters louches

formés à l'école du divorce ou de la crise, carrières avortées. Au moins chez Carver, le fil pour tenir qu'il soit, n'est jamais rompu. Mais sa supériorité, dans ce domaine, vient probablement du fait qu'il avait été lui-même tous ses personnages. La fausse note y est donc rare.

L'écrivain qui incarne le plus sensiblement le retour officieux à l'Hemingway des années 20 est certainement Richard Ford. Doté du physique de l'emploi et d'une sensibilité à fleur de peau, Ford a déjà publié trois romans de violence et d'action dont le plus récent intitulé *The Sportsman* est une exploration systématique du New Jersey, ce pottou d'acier et d'industrie qui asphyxie de honte la geinty new-yorkaise. Dans *Rock Springs*, son recueil de nouvelles, cet auteur, né à

Jackson, Mississippi, à deux pas de la Montagne, part en vadrouille dans le Montana. Mais certains de ses personnages caracèlent le rêve d'un retour impossible vers le Sud mythique.

Une nouvelle (*Amoureux*) met en scène un trio infernal avec un repris de justice qui son ex-femme, Arlene, doit ramener de force en prison. Dans *Enfants*, on est à deux doigts de Salinger, pour l'imitation, et de cette superbe nouvelle d'Hemingway qui s'appelle *Indian Camp*. Tout comme la dernière nouvelle, *Communiste*, où un chasseur prend un plaisir bestial à tirer des oiseaux sauvages sur le lac d'une propriété privée perdue au milieu des champs.

Mais la meilleure nouvelle de ce volume — et de loin — s'appelle

Empire. Un train file dans la nuit. Sims, le narrateur, a laissé Marge, sa femme, se reposer dans un compartiment pendant qu'une femme-sergent tente — avec succès — de le séduire. C'est le modèle même de l'histoire où un détail fait tout basculer. Ah, ce sergent Benton est un cas de psychologie trouble et un beau prétexte à l'adultère. Cette nouvelle, qui évoque un peu le zapping télévisuel avec ses nombreux flash-backs, où l'on verrait très bien un rôle pour Sam Shepard, suffit à prouver que Richard Ford est un conteur né et que le premier talent d'un écrivain tient peut-être dans sa capacité à « raconter une histoire ».

De ce point de vue, les Américains sont comme les grands-pères que nous n'avons jamais eus ; ils aiment prendre le lecteur sur les genoux pour lui raconter la plus ridicule des aventures. Chez Richard Ford, où l'insinuation avouée du chef de file Raymond Carver est très nette, on a l'impression que l'univers romanesque n'est que le portrait des générations ratées et désenchantées de l'Amérique contemporaine, à peine remisée du « syndrome Vietnam ». Mais comme Hemingway, l'homme aux sobriquets chers de Key West, Richard Ford, dans sa fiction, n'est pas aussi viril qu'il veut le faire croire.

Les narrateurs de ces nouvelles ne brillent pas par leur bravoure. Ils assistent, impuissants, aux coups de sang des autres. Et chaque fois qu'ils vous annoncent un forfait, c'est pour mieux souligner leur désir de tendresse. C'est à ce moment-là que le lecteur peut enfin respirer et s'identifier, le temps de sa lecture, avec le héros maladeur.

GILLES BARBEDETTE

★ **ROCK SPRINGS**, de Richard Ford, traduit de l'anglais (États-Unis) par Bruce Mathiesse. Fayot, 346 p., 120 F.

★ **THE OLD FOREST AND OTHER STORIES**, de Peter Taylor (Belfond), est en cours de traduction chez Gallimard.

★ **ENTRÉE CIEL ET TERRE**, de Frank Corroy, traduit de l'anglais (États-Unis) par Nivise Akar, Gallimard, 168 p., 90 F.

L'œuvre de lumière de Primo Levi

(Suite de la page 9.)

Série en rafale de questions terribles, où la nécessité d'être vrai n'empêche pas la douleur. C'est une œuvre d'affirmer que les survivants, parce qu'ils n'ont pas connu le pire, « ne sont pas les vrais témoins », que les vrais témoins, ce sont les « engloutis intégraux » (4). C'est une œuvre de devoir en finir avec ce cliché tenace : la souffrance anesthésie. Non, dit Primo Levi, elle dégrade : « Toute victime est digne d'être pleurée, tout rescapé est à aider et à plaindre, mais leurs comportements ne sont pas tous à proposer en exemple ».

« La honte d'être né »

Ne croyons pas non plus qu'un vocabulaire pathétique rende mieux justice aux opprimés : l'oppression n'est pas un « bonnet », ni même un « mouchoir », mots qui le grandissent et flattent on ne sait quel goût de la démesure. L'oppression est plus une « brute obtuse » qu'un « subtil démon ». Et le lien qui l'unit à sa victime n'est pas fait non plus de cette trouble attirance, de ce sado-masochisme qu'ont popularisés tant de films néo-freudiens, tant de scènes d'opéra ou de théâtre obscènement chargées des oripeaux du nazisme — capotes grises, miradors et chiens. Mais nous le savons : rien n'est plus difficile à admettre que la banalité du mal.

Pour que les bons sentiments ne viennent pas recouvrir à jamais le travail du vrai, il ne suffit pas non plus de s'en tenir à des conventions commodes, à des facilités de salon du genre « nous sommes tous des criminels », ce qui est manquer au devoir de justice envers les victimes et au devoir d'exécution envers leurs oppresseurs. L'exigence doit être maintenue de faire passer entre les victimes et leurs oppresseurs une infranchissable ligne de partage.

Cela n'est pas encore assez, pourtant. Il nous est demandé de nous aider et à plaindre, mais leurs comportements ne sont pas tous à proposer en exemple. « La honte d'être né » (5), la honte de faire partie d'un genre humain qui a été capable de « construire cette masse infinie de douleurs ». Sommes-nous prêts à l'entendre dans toute sa rigueur ?

DANIELE SALLENAVE.

★ **LES NAUFRAGÉS ET LES RESCAPÉS**, de Primo Levi, traduit de l'italien par André Mangé. Gallimard, Arcades, 200 p., 59 F.

★ **LE FABRICANT DE MIROIRS**, Contes et réflexions, traduit par André Mangé, Liama Levi, 205 p., 89 F.

(4) *I sommersi e i salvati*, titre qui fait référence au chapitre du même nom de *Si c'est un homme*, ainsi qu'à l'épisode du naufrage de l'Ulysses de Dante que la vague vient recouvrir, et dont on aurait sans aucun doute dû préférer la littérarité peut-être moins euphonique à la litote qu'on a retenue. Un naufrage garde de l'espoir : un englouti, non.

(5) *Le fabricant de miroirs* : Traduire Kallos.

Vient de paraître

CENT ANS D'UNE FAMILLE FRANÇAISE EN ALGÉRIE

Témoignage tout à fait original de Georges Cezilly. Aussi important pour les Français de France que pour les Pieds-Noirs. Disponible aux Éditions d'Aujourd'hui - 83120 Plan de la Tour ou chez les meilleurs libraires (424 pages - 120 F. franco)

parutions

★ **La Dernière Nuit de l'été**, d'Erskine Caldwell. — Réédition d'un texte que le grand romancier du Sud publia en 1953. Traduit par Bernard Willerval. (Bouché-Chastel, 188 p., 95 F.)

★ **Aventures des neiges et d'allégresse**, de Jack London. — Le cinquante-neuvième volume de la collection « Bouquins » rassemble sept romans et recueils de nouvelles publiés entre 1901 et 1928. Le volume s'achève sur un texte d'un tonalité avant-gardiste, nourri d'éléments autobiographiques : la *Petite Dame de la grande maison* (1916). Édition établie sous la direction de Francis Lacassin. (Robert Laffont, coll. « Bouquins », 1 040 p., 100 F.)

★ **La Chasse à la bête**, une biographie établie par Russ Kingman, l'un des spécialistes de son œuvre : Jack London, 1876-1916. Traduit par Yves Henry. (Éditions de l'Instant, 304 p., 125 F.)

★ **Les Années et les Jours**, de Gary Glickman. — Chronique nostalgique de plusieurs générations d'une famille juive réfugiée aux États-Unis dans les années 30. Traduit par Judith Estré. (Flammarion, coll. « Rue Racine », 342 p., 89 F.)

★ **L'Or de la Terre promise**, de Henry Roth. — Le regard sensible

d'un petit garçon juif d'Europe centrale. Passé insensiblement à sa publication, en 1933, cet unique roman d'Henry Roth rapporte une immense souffrance lors de sa rédaction, en 1950. Traduit par Lisa Rosenbaum. (Grasset, 454 p., 130 F.)

★ **Colère en Louisiane**, de Ernest J. Gaines. — La fille du propriétaire d'une grande plantation du Mississippi se bat pour sauver le vieux Noir qui l'a élevée, accusé du meurtre d'un agriculteur. Publié en 1983, ce roman de l'un des plus grands auteurs de la littérature noire américaine a été adapté à l'écran par Volker Schlöndorff. Traduit par Michèle Herpe-Volinsky. (Liama Levi, 228 p., 92 F.)

★ **Moonfleet**, de John Meade Falkner. — Première traduction intégrale d'un classique du roman d'aventures publié en 1898, dont il n'avait été donné jusqu'à présent que des adaptations pour la jeunesse et qui inspira à Fritz Lang l'un de ses plus beaux films. Traduit par Florence Herbulot. (Phébus, 250 p., 118 F.)

★ **La Chasse à la bête**, de Nelson Algren. — En enquêtant pour rétablir la vérité et dénoncer ce qu'il considérait comme une erreur judiciaire Nelson Algren, mort en 1981,

est passé du témoignage à l'œuvre de fiction. Par l'auteur de *l'Homme au bras d'or*, adapté à l'écran par Otto Preminger. Traduit par Richard Matas. (Souffles, 288 p., 118 F.)

★ **Je sais qu'il y aura toujours des anges**, récit autobiographique de Jane Vonnagut Yarmolinsky, décédée en 1985, et dont c'est le seul livre publié. Traduit par Catherine Orson-Naveau. (Seuil, 200 p., 85 F.)

★ **Une prière pour Owen**, de John Irving, le dernier roman de l'auteur du *Monde selon Garp*. Traduit par Michel Lebrun. (Seuil, 570 p., 135 F.)

★ **Les Lumières du Nord**, de Howard Norman, le premier roman d'un ethnologue, spécialiste des Indiens Crows. Traduit par Willem-Olivier Desmond. (Flammarion, 322 p., 99 F.)

★ **Une femme vertueuse**, de Kaye Gibbons, brillante représentante de la nouvelle génération des écrivains du sud des États-Unis. Traduit par Marie-Claire Pasquier. (Rivages, 172 p., 78 F.)

★ **La Correspondance passionnée** qu'Anaïs Nin et Henry Miller entretenaient de 1932 à 1953 est traduite en français par Béatrice Commengé. (Stock, 554 p., 175 F.)

DANSE

« 1789... et nous », de Maurice Béjart

Le bonnet phrygien par-dessus Desmoulins

Béjart joue le jeu du Bicentenaire avec humour et gaieté. Une grande fête baroque traversée de beaux moments de danse pure.

On savait Maurice Béjart audacieux jusqu'à la témérité, glorieux jusqu'à la prodigalité, le voilà fou, et c'est bon de rencontrer un homme de la sorte par les temps moroses qui courent. Le dresse Béjart est bien, en effet, le seul personnage révolutionnaire à ne pas apparaître dans ce maillistron d'images baptisé 1789... et nous.

C'était une commande — Bicentenaire oblige, Béjart a donc joué loyalement le jeu, sans acquiescer ses contraintes, et organisé une grande fête populaire qui n'est pas destinée à survivre aux circonstances. A consommer bouillonnant, sous la somptueuse verrière du Grand Palais, consacré pour trois mois à la danse.

Le chorégraphie ayant largement, ces dernières semaines, dévoilé son projet (le Monde du 27 avril), on avait un peu peur. On redoutait, soyons franc, un préchi-préchi sur l'écologie, un sermon sur le tiers-monde, une exégèse de la Déclaration des droits de l'homme. Il y a bien un peu de tout cela, mais mis en scène avec une telle maîtrise théâtrale que les messages n'ont pas le temps de rester sur l'estomac. On craignait Robespierre, ce sont deux clowns qui mènent le bal.

L'un de ces clowns descend du ciel (c'est très haut, le ciel, au Grand Palais) : c'est Michel Dessart, le trépidant meneur de jeu du Cabaret, de Jérôme Savary. Il y a aussi dessinés les costumes, assez plaisants. L'autre est Jorge Donn, un bonnet phrygien d'où s'échappent de longs cheveux filasseux, boules rouges réglementaires sur le nez.

Bruits d'orage stéréophonique, lumières glauques (des lumières assez folles, vont jouer un grand rôle, elles sont d'André Diot et de Jacques Rouveyrolis). Des hommes

en combinaison sale, portant des masques à gaz — nous dans quelques années ? — poussent sur scène de grandes poubelles. En extraient des enfants. Accoutrent une ribambelle d'autres enfants piaillants, à la queue-leu-leu derrière un balai géant : les clowns vont leur raconter quelques épisodes de 1789. Mais ces marmots disparaîtront vite, et ne reviendront que pour la prise de la Bastille, en portant de gros mollets.

Voici Bim (Xavier Faria, gomme de mercure), clin d'œil autographique de Béjart que nous connaissons déjà. Voici les trois ordres, incarnés par trois danseurs : le Tiers-Etat en costume noir, la Noblesse en habit blanc et le Clergé qui lève haut la poutre malgré sa robe. Voici Louis XVI et Marie-Antoinette, apparus sur la galerie et descendant les escaliers de la nef latérale (on peut compter sur Béjart pour investir les espaces).

Des danseurs en simples collants ou pantalons, blancs ou noirs, vont tantôt se mêler aux personnages historiques, tantôt occuper le plateau débarrassé de toute anecdote pour des plages de danse « pure ». A eux sont réservés les extraits des symphonies de Beethoven (la Première, la Septième, la Huitième et la Neuvième), qu'il est permis de préférer à la musique tourbillonnante de Huguette Le Bars, bittard de rock, jazz, house-music, rapp et variété, tous synthétiseurs déchainés.

Le Béjart Ballet Lausanne possède actuellement des danseuses aux lignes véritablement sublimes, comme Florence Faure, Katarzyna Gdencio ou Jania Batista ; l'œil ne s'en lasse pas. Grazia Galante, elle, traverse le spectacle comme une torche, c'est une femme du peuple, peut-être la Révolution en personne. Une revenante : Loipa Araujo, en révolutionnaire cubaine. Il y a aussi une merveilleuse petite danseuse de barata-satyram, Shanta Shilvinsky, accompagnée par un chanteur indien et un joueur de nagaswaram. Les garçons constituent comme toujours la troupe de choc de Béjart,

furieusement engagée, nerveuse ; Serge Compadon et Gérard Svalberg s'en détachent tout particulièrement.

La chorégraphie jette souvent, elle aussi, son bonnet (phrygien) par-dessus les moules avec un vocabulaire poussé à l'excès, au burlesque. Mais, vers la fin, Béjart nous sort une citation en esprit, sion à la lettre, de l'adagio de sa Neuvième symphonie, c'est sans doute le plus beau moment du spectacle.

« Bastille à prendre ! »

Robespierre (Jean Negroni) est bien là, mais son temps de parole n'excède pas son force. Un ballet de soixante Chinois à vélo fait son petit effet. Des arbres envahissent le plateau, aux accents de la « Marche funèbre » de la Septième Symphonie : on a compris, nous assassinerons nos forêts. Michel Dessart crie « Bastille à prendre ! » en apportant une maquette du monument ; Pierre Bergé est dans la salle, impassible.

Quoi encore ? Le Japonais Eiji Mihara maquillé en Noir, tenu enchaîné par un Nègre masqué de blanc ; une lecture, sous le feu, des premières lignes de la Déclaration des droits de l'homme ; un strip-tease des trois états ; Charlot, sa badine et son melon ; un tableau américain, avec gilet blond platine en maillots de bain pailletés, valise de dollars et chef Sion sur son cheval ; le roi et la reine en funambules ; le radeau de la Méduse, image finale plutôt joyeuse.

Il est soudain minuit dix, on ne s'en était pas aperçu.

SYLVIE DE NUSSAC.

★ Grand Palais, jusqu'au 17 juin.

● Les prochains rendez-vous des danseurs de l'Opéra. — Don Quichotte et le Lac des cygnes, à partir du 21 juin, au Grand Palais. — Auparavant, la troupe, qui, toute de location, avait dû renoncer à venir au Radio City Music Hall, à New-York, est invitée les 29 et 30 mai au festival de Friedrichshafen, en RFA.

ARTS

« La Fée électronique » au Musée d'art moderne de la Ville de Paris

Philo-vidéo

La Ville de Paris a demandé à des artistes de concevoir une œuvre pour célébrer le bicentenaire de la Révolution. La Fée électronique, de Nam June Paik inaugure ce programme au Musée d'art moderne de l'avenue du Président-Wilson.

La Fée électronique a été faite pour la salle de la Fée électronique, l'hommage de Dufy et de l'exposition

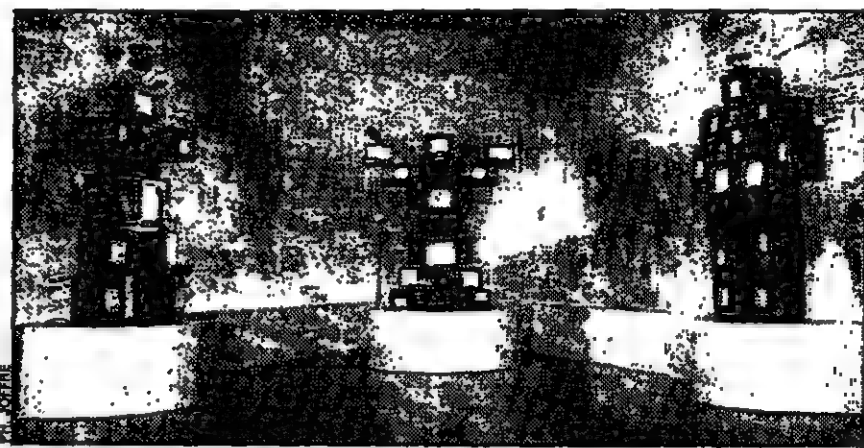
preuve la note qu'on se croit obligé de donner sur elle.

Chaque robot est fait d'un échafaudage de carcasses de télévisions en bois des années quarante dans lesquelles des moniteurs couleurs ultra-modernes présentent des bandes vidéo spécifiques, en rapport avec les personnages évoqués. Quelques structures complètent les figures : du feuillage pour Rousseau, l'enfance, la nature et autres flash-clichés, une scie de bûcheron maculée de rouge pour Robespierre, la Terreur, une plume d'oie et un scapier pour Voltaire, des livres écrits entre les postures pour Diderot, l'encyclopédisme, des

en prenant deux cents postes, un pour chaque année qui sépare 1989 de la Révolution française.

La Révolution est évoquée aussi par une Madeleine disco, une architecture de moniteurs façon façade de temple ou portail monumental d'église, placé au pied de l'escalier qui précède la salle des Fées, et que l'on peut interpréter comme une image de l'ancien Régime portant la République. Dans les piliers, les moniteurs ont été remplacés par des moulages de sculptures.

Paik à l'évidence n'a pas eu beaucoup à se forcer pour plonger dans le siècle des Lumières. Le temps a tou-



de 1937 à l'énergie nouvelle, en 109 personnages et 600 mètres carrés de peintures qu'on ne regarde d'ordinaire pas beaucoup. Est-ce magique ou logique ? Elle lui redonne de l'énergie. Dans pas de bobo, au contraire. La Fée électronique consiste en une installation de cinq robots-torons représentant des figures emblématiques de la Révolution française selon Paik. De gauche à droite : Rousseau, Robespierre, Voltaire, Diderot et Olympe de Gouges, femme de lettres et féministe avant la lettre, moins bien passée à la postérité que ses collègues, à

l'heure de l'énergie nouvelle, en 109 personnages et 600 mètres carrés de peintures qu'on ne regarde d'ordinaire pas beaucoup. Est-ce magique ou logique ? Elle lui redonne de l'énergie. Dans pas de bobo, au contraire. La Fée électronique consiste en une installation de cinq robots-torons représentant des figures emblématiques de la Révolution française selon Paik. De gauche à droite : Rousseau, Robespierre, Voltaire, Diderot et Olympe de Gouges, femme de lettres et féministe avant la lettre, moins bien passée à la postérité que ses collègues, à

jours été un des dadas de cet artiste cultivé, aux talents multiples, humaniste vraiment, et fort célèbre pour ses prestations dans le domaine de la recherche acoustique (avec Cage notamment) avant de devenir le père ingénieur performant et bricoleur impénitent de l'art vidéo. En mettant ses compétences en matière de technologie au service de l'anti-technologie. En artiste, en philosophe.

GENEVIEVE BREERETTE.
★ Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, jusqu'à fin octobre.

THÉÂTRE

« Les Combats du jour et de la nuit » à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis » d'Armand Gatti

Les bijoux de la parole

Qu'y a-t-il de commun entre Goya, Mozart, Sade, la Révolution française et douze détenus de la prison de Fleury-Mérogis ? Un homme de parole, Armand Gatti, et son théâtre éphémère pour lutter contre le temps, et le silence.

Le levain de l'écriture et des spectacles d'Armand Gatti, c'est la rencontre avec celui qui est privé de parole. Immigré, loubard, analphabète ou dément. Depuis quinze ans, Armand Gatti — Grand Prix du théâtre en 1988 — a déserté les scènes traditionnelles. La préparation de ses spectacles est très longue, plusieurs mois, il les joue peu, pour un public le plus souvent restreint. A la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, pendant quatre mois, tous les jours, il a rencontré douze détenus qui a priori étaient plus tentés par la perspective — (à la clef de ce « stage ») — que par le théâtre proprement dit. Ainsi sont nés Les Combats du jour et de la nuit à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, une pièce d'Armand Gatti, jouée trois fois, intra-muros, devant quelques prisonniers, le personnel de l'administration pénitentiaire, des journalistes, des amis. Le ministre de la culture, Jack Lang est venu — les détenus ont posé pour la photo avec lui — et Jean-Noël Jeanneney aussi, responsable de la célébration du Bicentenaire de la Révolution française, sujet qui a servi de colonne vertébrale au projet Gatti.

La prison, Armand Gatti la connaît, pour l'avoir goûtée pendant la guerre. Et il se moque du « romantisme du taulard », ce sont ses mots. Pas plus d'ailleurs, que les douze hommes, qui, passé l'événement mécanique, ont aujourd'hui rejoint le silence de leur cellule, et leur solitude. Il leur a dit : « L'écriture c'est votre dignité » et demandé de répondre à trois questions : « Qui suis-je ? A qui je veux parler ? De quoi est-ce que je veux parler ? ». Douze personnages, qui portent leur nom, vivent quelques parts, entre le monde du silence et celui de la parole, entre les geôles de la Révolution française et les murs de Fleury-Mérogis. « M. Gatti est venu récupérer notre parole qui errait, et nous la rendre », dit l'un, et tous d'acquiescer. « Jamais pièce ne fut plus heureuse à écrire » affirme Armand Gatti.

Une écriture en cavale

Qu'Armand Gatti prenne la parole, c'est tout son corps qui parle avec lui. Georges, le détenu le plus âgé, le plateau en pente est jonché de toiles peintes, médaillons, portraits, scènes de genre. Le jour et la nuit s'affrontent, en combats, physiques ou oratoires, pendant deux heures et demie, on a oublié le temps. Sur des écrans vidéo, tandis que résonne la Flûte enchantée, un orchestre silencieux. Dans des rangs, on les reconnaît, ce sont les douze hommes qui, au début du spectacle, sur ces mêmes écrans, en regardant la caméra, ont parlé d'eux, un peu. En disant « Je » et parfois « Il ». « Je

pense que son cas n'est pas désespéré. « Je suis un piaf. » « Je n'ai pas de haine. »

Le plus saisissant, au-delà de l'énorme travail de mémorisation que l'on devine, c'est de les entendre habiter l'écriture échevelée d'Armand Gatti jusqu'à ses moindres racines. Ils la font sonner juste et vrai. Ils demandent l'enjeu de ces mots qui les prononcent. Une sonnerie retentit... c'est l'heure de la soupe. Le temps les a rattrapés. Il s'est écoulé, comme ce sable que chaque spectateur, pour finir, reçoit entre les mains. Armand Gatti leur avait bien dit : « Avec vous, je vais faire un spectacle, beau, vrai. » Ils n'y croyaient pas. Mais l'auteur du Crapaud-buffe, de la Vie imaginaire de l'éboueur Auguste G., de la Passion du général Franco, avait raison.

Dignité

« Nous savons maintenant, dit l'un des détenus, que les mots nous appartiennent. En nous projetant dans un événement aussi énorme et prestigieux que la Révolution française, M. Gatti était certain de donner une dimension supérieure à nos âmes et en faisant découvrir à nos yeux l'importance de la parole. »

Un jeune beur ajoute : « C'est important de connaître l'histoire de son pays. »

Rencontrer un homme comme Gatti, cela devrait être obligatoire pour tout le monde. On pourrait ainsi, à l'infini, citer les propos de ces combattants du jour et de la nuit. La plupart sortent en juillet, ils iront suivre un stage de réinsertion au Centre de formation professionnelle de techniciens du spectacle de Bagneux. Ils savent tous que pour lutter contre leurs ombres, ils sont désormais mieux armés. Que chacun a croisé là, avec la parole et la poésie d'Armand Gatti, une occasion de découvrir, singulier et digne, dans une collectivité. Une très antique histoire de théâtre, en somme.

ODILE QUIROT.

★ Le mardi 16 mai, de 15 h 30 à 17 heures, sur France-Culture, l'émission de Gérard-Henri Durand et Véronique Hout, « A l'ombre, la lumière », est consacrée à Armand Gatti et à ses Combats du jour et de la nuit à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. Raoul Sangla aussi les a filmés, pour un numéro d'« Océaniques » en préparation.

MUSIQUES

Ouverture de l'IRIS près de Rome

La recherche, version Bontempi

Un institut de recherches musicales de pointe fondé et financé par le leader européen des jouets musicaux : tel est l'IRIS, Institut de recherche sur les industries du spectacle, installé à une trentaine de kilomètres de Rome.

« L'IRIS est né avec pour principal objectif d'analyser l'évolution autonome de la technologie dans le domaine artistique et sa capture avec ses utilisations ». Fondateur de l'Institut italien et leader européen dans le domaine des jouets musicaux et des claviers électroniques, Paolo Bontempi est à la tête du groupe Bontempi-Farfisa (I). La production dépasse les dix millions d'articles par an. La gamme est large (elle comporte plusieurs centaines de références), depuis l'harmonica au plastique à quelques dizaines de francs jusqu'à l'orgue d'appartement à 25 000 F.

Premier secteur opérationnel au sein de l'IRIS, l'unité de recherche sur le traitement du signal sonore (synthèse musicale, mémoire artificielle...) est abritée dans le bâtiment central d'une ancienne ferme. A sa tête, désormais loin des sous-sols de l'IRCAM, Giuseppe Di Guigno, père de l'ordinateur musical 4X, tel, ordinateurs, salles de réunions, laboratoires, ont pour ciel une charpente en « vrai bois » du dix-huitième siècle et pour horizon quelques centaines d'hectares de verdure. Ce qui n'empêche pas le bouillonnant Bontempi de « viser dès maintenant l'horizon 1992 ».

« Colonisation technologique »

Face aux produits musicaux de masse signés pour la plupart Casio, Technics ou Yamaha, l'industriel italien sait qu'il peut gagner en se battant sur un terrain culturel. « Il faut rétablir la liberté et la qualité de la création artistique. La créativité est la base sur laquelle devrait s'appuyer tous les projets d'instruments musicaux. Voilà pourquoi l'IRIS a vu le jour. » La lutte active contre la « colonisation technologique » dans le secteur culturel a trouvé là un soutien actif. Mais Paolo Bontempi n'est pas un homme qui se contente de s'occuper de la créativité sur le

plan musical avec les outils actuellement à sa disposition. Il manque à l'évidence une machine capable d'assumer cette tâche dans un cadre correspondant à la pédagogie et à la sensibilité européennes.

Sans Pierre Boulez mais avec Jean-Michel Jarre, le symposium organisé par l'IRIS en octobre fin avril avait un air informel comme toute une habitude dans ce genre d'assemblées. Malgré son titre propre à décourager certains, « Musique et technologie des années 90 », l'événement n'était pas aux algorithmes ni aux virgules flottantes, mais davantage à l'échange d'idées entre les personnalités invitées, musiciens (de tous bords), concepteurs et fabricants de futures machines à composer et jouer.

Dénouant la solitude du musicien face au concepteur (le plus souvent anonyme) de l'instrument, le rapport tronqué entre le geste et l'instrument, la nécessité urgente de développer de nouvelles interfaces, Jean-Michel Jarre brosse un tableau sombre, mais réaliste, de la situation actuelle : « Le Japon a découvert le marché de la musique dans sa dimension strictement commerciale. Le musicien professionnel se retrouve face à des machines, produits de masse, destinés au grand public. Il doit « faire avec », ce qui n'est pas sans conséquence tant au point de vue de la création que sur le plan esthétique. »

Il est vrai que les quinze dernières années ont vu la consécration commerciale d'instruments électroniques, type robot-ménager, aux sonorités « pré-cuisinées » et aux contrôles « presse-bouton ». L'essentiel du processus de création est contrôlé par la machine. Cette machine « prêt-à-porter » va à tout le monde puisqu'elle ne va à personne. Paolo Bontempi défonce cette « approche essentiellement basée sur la technologie ». Selon Giuseppe Di Guigno, les techniques d'échantillonnage de sons réels que l'on retrouve sur les « samplers » accentuent encore cette tendance. « Il y a dix ans, le compositeur ou l'instrumentiste cherchait à créer et à utiliser des sons nouveaux, par exemple, jamais entendus auparavant. Aujourd'hui le public demande des programmes et des synthétiseurs capables de simuler à la perfection des instruments existants, trompette, violon, etc. Le phénomène s'est complètement inversé. »

Autre transfuge de l'IRCAM, collaborateur de l'IRIS, Jean-Pierre

Armand ne croit pas à la machine universelle, somme de toutes les machines connues : « Nous en aurions les moyens, mais le produit final coûterait trop cher. Nous élaborons plutôt un concept de machine modulaire, ouverte, évolutive. » Les premiers projets du centre prévoient donc le développement d'une série de modules, capables d'être assemblés entre eux et reliés à diverses interfaces homme-machine (clavier mais aussi souris, écran tactile, senson, pelouse, etc.).

Reste le stade de réalisation industrielle. Comme le précise Giuseppe Di Guigno : « Mes expériences récentes m'ont convaincu que les seuls rapports entre musiciens et chercheurs ne sont pas suffisants pour obtenir des résultats probants tant techniques que musicaux. Il manquait l'élément industriel, ce qui empêchait la traduction des résultats obtenus en produits, en instruments, à la portée des musiciens d'aujourd'hui. »

Dépassant donc le trio sciences industrielles, musicien devra fournir une réponse collective. C'est là l'un des paris de l'IRIS. Le plus risqué sans doute mais aussi le plus prometteur.

DENIS FORTIER.

(1) Le montage final de l'IRIS repose en majeure partie sur les capitaux privés du groupe Bontempi-Farfisa, ainsi que sur des fonds publics accordés par la région. Le tout représente un investissement de l'ordre de 30 millions de francs répartis sur quatre ans.

EN BREF

● Les droits du Napoléon d'Abel Gance cédés à l'Etat. — Claude Lelouch a cédé, mercredi 3 mai, à l'Etat, les droits qu'il détenait sur toutes les versions du Napoléon d'Abel Gance. L'œuvre ira donc à la Cinéma-thèque française. En 1989, à l'initiative de François Truffaut, Claude Lelouch avait coproduit la dernière version rénovée et restaurée du Napoléon. Les bénéfices de l'exploitation du film seront d'ailleurs consacrés à l'amélioration des trois principales versions de l'œuvre : la version originale de 1927, Napoléon vu par Abel Gance ; celle, sonore de 1938, Napoléon Bonaparte, et la

version parlante terminée en 1971, Bonaparte et la Révolution.

● Appel de la CGT à une manifestation. — Les artistes et les techniciens sont appelés par la CGT à manifester, le 9 mai à Paris, lors de l'ouverture par l'UNEDIC du régime spécifique d'assurance-chômage des travailleurs intermittents. La Fédération nationale des syndicats de spectacle, de l'audiovisuel et de l'action culturelle (FNASC-CGT) estime que ce nouveau régime réduira de moitié les allocations versées à quelque trente mille personnes et va « casser un secteur professionnel ».

Spectacles

expositions

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.L.J. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

BONS SAISONS D'ARTISTES. Des artistes contemporains d'aujourd'hui se sont réunis pour présenter une exposition collective. Jusqu'au 22 mai.

CULTURE DE L'OBJET. Galerie du CCI. Jusqu'au 22 mai.

DE MATISSE À AUJOURD'HUI. 3 et 4 étages. Entrée : 22 F. Jusqu'au 31 décembre.

LA GRANDE PARADE. Salle d'actes. Jusqu'au 22 mai.

HANS HAACKES. Artiste allemand. Galerie de la BPI. Jusqu'au 28 août.

LECTURE - LECTURES. Galerie de la BPI. Jusqu'au 28 août.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-45-14). Mer., ven., sam., dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

L'APRÈS-MIDI D'UN FAUNE. Exposition d'œuvres de Matisse. Jusqu'au 23 mai.

DESSEINS DE PONT-AVEN. Exposition d'œuvres de Gauguin. Jusqu'au 23 mai.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

LES DONATEURS DU LOUVRE. Hall Napoléon - niveau souterrain. Entrée : 23 F (ticket d'entrée au Musée). Jusqu'au 21 août.

UN COLLECTIONNEUR PENDANT LA RÉVOLUTION. Jean-Louis Soufflot (1752-1813). Pavillon de Flore (2 étage). Entrée : 25 F (ticket d'entrée au musée donnant droit à l'exposition). Jusqu'au 24 juillet.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h.

NAM JUNE PAIK. La vie d'artiste. Jusqu'au 30 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET L'EUROPE 1789-1799. XXV^e exposition du Conseil de l'Europe. Galerie nationale des Arts. Entrée : 25 F. Jusqu'au 10 juin.

Musées

1789 - 1815 L'ÉTOFFE DES HÉROS. Costumes et textiles français de la Révolution à l'Empire. Musée des Arts et Métiers. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

RAYMONDE APRIL. Bibliothèque Nationale. Galerie Colbert. 2, rue Vivienne. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

L'ART ET LA VIE À MADAGASCAR. Musée national des Arts africains et océaniques. 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 21 mai.

CALDER INTIME. Musée des Arts décoratifs. 109, rue de Rivoli (42-40-32-14). T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 21 mai.

LA COLLECTION STEPHEN WHITE

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 juin.

COSTUMES HISTORIQUES. Musée de l'Élysée. Palais de Tokyo. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 juin.

DANTAN JEUNE, CARICATURISTE ET PORTRAITISTE. Musée de l'Élysée. Palais de Tokyo. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 juin.

DE L'ÉPOQUE ROMANTIQUE. Musée de l'Élysée. Palais de Tokyo. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 juin.

SYLVAIN DUBUSSON. Musée des Arts décoratifs. 109, rue de Rivoli (42-40-32-14). T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 juillet.

DECOUVERTES SOUS-MARINES. Musée de l'Élysée. Palais de Tokyo. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 juin.

ENFANTS ET ANCIENS. Musée de l'Élysée. Palais de Tokyo. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 juin.

LE FER À PARIS. ARCHITECTURES. Pavillon de l'Arsenal. 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LES BULLICIA. Peintures de Naïf. Musée d'Art naïf. 10, rue de la Harpe. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

Jeudi 4 mai

FRANK BORVAT. Côté monde. Espace photographique de Paris. Forum des Halles, place Carpe. 4 à 8. Grande Galerie (40-36-47-12). T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 juillet.

IMAGES INTERNATIONALES POUR LES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN. Canevas des Cardiers, 15, rue de l'École-de-Médecine (43-22-45-73). T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 14 juillet.

INFORMATION FICTION PUBLI-CITÉ. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette (43-37-42-14). T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 mai.

JEUNES ARCHITECTES. Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournai (46-33-90-34). T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

PETER KNAPP. Centre culturel suisse, 32, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

MATRES FRANÇAISES 1550 - 1800. Desseins de la dessinatrice Médiane Polakovic à l'École des Beaux-Arts. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, chapelle des Beaux-Arts, 14, rue Bonaparte (42-60-54-57). T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 25 juin.

NADIA MERANDI, CHRISTOPHE BOUTIN, PASCAL KERN. Hôtel de Ville de Paris, salle Saint-Jean, rue Lobau, par le côté Seine. T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

MORCEAUX CHOISIS DU XIX^e SIÈCLE. Dans les collections des musées d'Art et d'Archéologie de la Ville de Paris, 6, rue Drouot. T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

MUNCH 1937 : L'ART D'ÉTAT. L'ART ACCADÉMIQUE. Galerie de la Ville de Paris, 14, rue de la Harpe (42-71-44-50). T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

CERUTI THOMAS BEYER. 14, rue de la Harpe (42-71-44-50). T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

LAURENT JOUBERT. Galerie Charles Charvillat, 6, rue de la Harpe (42-71-44-50). T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

ELLISWORTH KELLY. Galerie Daniel Templeton, 30, rue Beaumarchais (42-72-14-10). Du 6 mai au 31 mai. T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

JON KESSLER. Galerie Crocetti-Robin, 40, rue Quincampoix (42-77-33-87). Jusqu'au 7 juin.

PIOTR KLEMENSIEWICZ. Galerie Ombre Ballin, 47, rue de la Harpe (42-72-14-10). Du 6 mai au 31 mai. T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

AKI KURODA. Galerie Adrien Maeght, 42, rue de la Harpe (42-72-14-10). Du 6 mai au 31 mai. T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

JEAN-JACQUES LAQUIN. Complexité et singularité. Galerie 16, 16, rue Raymond-Losserand (42-72-14-10). Du 6 mai au 31 mai. T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

FRANCK LONGELIN. Galerie Nicole Ferry, 57, rue de la Harpe (42-72-14-10). Du 6 mai au 31 mai. T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

FREDÉRIC LORMEAU. Galerie J. et J. Doney, 57, rue de la Harpe (42-72-14-10). Du 6 mai au 31 mai. T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

NAM JUNE PAIK. Galerie du Génie, 23, rue Keller (42-06-02-93). Du 6 mai au 31 mai. T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

ERIC ORR. Galerie Georges Laviot, 42, rue Beaumarchais (42-72-14-10). Du 6 mai au 31 mai. T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

PANAMARENKO. Galerie Iry Brachot, 35, rue Guisard (43-54-22-40). Jusqu'au 3 juin.

JULIO PAOLINI. Galerie Yvon Lambert, 3, rue de la Harpe (42-72-14-10). Du 6 mai au 31 mai. T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

DIDER PACHON. Galerie Bergère, 57, rue de la Harpe (42-72-14-10). Du 6 mai au 31 mai. T.L.J. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 20 h, sam. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 mai.

PEINTURES FLAMANDES XVI^e - XVII^e SIÈCLES. Galerie d'Art Saint-Honoré, 267, rue Saint-Honoré (42-60-15-03). Jusqu'au 13 juillet.

VINCENTE PIMENTEL. Galerie Keller, 15, rue Keller (42-06-02-93). Jusqu'au 27 mai.

JEAN-PIERRE PÉRECAUD. Galerie Regard, 11, rue des Blancs-Manteaux (42-77-19-61). Jusqu'au 20 mai.

PARIS EN VISITES

VENREDI 5 MAI

« Présentation générale du Musée d'Orsay, 13 h 30, parvis, sous l'Élysée (D. Fleury). »

« Jardins et hôtels autour de Saint-Victor », 14 h 30, métro Jussieu (Paris pittoresque et insolite). »

« Hôtes et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Régénération du passé). »

« Visite et étude de la Grande Pyramide », 14 h 30, métro Louvre, sortie (I. Happon). »

Économie

Les risques d'inflation dans le monde

ESPAGNE : on recherche le coupable

MADRID
de notre correspondant

L'accélération des prix dans les pays industrialisés devrait cesser dans quelques mois avec le ralentissement prévisible d'une activité économique qui frôle actuellement la surchauffe. A moins que ne s'ensuive l'ici là une course prix-salaires, comme cela s'était produit au cours des années 70, avec les conséquences déplorables que l'on sait. A moins que les prix du pétrole, en baisse assez nette depuis quelques jours (le Brent de mer du Nord est revenu à 17,70 dollars le baril), ne remontent fortement, comme le prévoit le roi Fahd d'Arabie saoudite qui déclare dans une interview publiée par *Al-Sayassah* et *Arab Times*, que le baril de brut pourrait atteindre 26 dollars au début de l'année prochaine. Une hausse de presque 45 % par rapport aux prix actuels.

Après les États-Unis et le Japon (le Monde du 4 mai), nous analysons aujourd'hui les risques de dérapages inflationnistes en Espagne et en Grande-Bretagne, deux pays particulièrement menacés.

REPÈRES

Escroqueries à l'assurance

2441 enquêtes
en 1988

Selon le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA), 2441 enquêtes spéciales ont été effectuées en 1988 par l'Agence pour la lutte contre la fraude à l'assurance (ALFA). Les fraudes, qui coûtent plusieurs milliards de francs chaque année, touchent essentiellement la branche automobile : les enquêteurs y ont effectué 88 % de leurs recherches l'an dernier dont 49 % pour les faux vols et 19 % pour des faux accidents. Pour ce qui concerne ces derniers, « des résultats positifs avec parfois possibilité d'indemnisation, sont établis dans 70 % des affaires », souligne le CDIA.

Les incendies douteux constituent un autre secteur important de fraudes qui ont dépassé plus d'un milliard de francs pour 1988. L'ALFA a consacré 9 % de ses enquêtes aux incendies douteux et 53 % se sont révélées fructueuses.

La CDIA relève que 18 % des affaires traitées les enquêteurs ont abouti « à des présomptions graves, précises et concordantes » et que dans 24 % des cas « les indices sont suffisamment probants pour que l'assureur ne soit pas tenu d'indemniser. La bonne foi de l'assuré est admise dans 31 % des recherches ». 94 % des enquêtes réalisées par l'ALFA aboutissent en moins de trois mois.

Industrie

Meilleure santé
de la machine-outil
française...

La machine-outil, un des maillons de la chaîne de l'industrie française, a repris des couleurs en 1988 : son chiffre d'affaires s'inscrit en hausse de 12,84 % à 6,06 milliards de francs. Avec 2,83 milliards, les exportations affichent une progression de 31,6 %. Mais deux machines-outils sur trois vendues en France, l'an passé, étaient d'origine étrangère puisque le marché intérieur s'est établi à 10,2 milliards, selon les dernières estimations du SYMAP (Syndicat de la machine-outil).

... et du meuble

L'industrie française du meuble a connu une nette amélioration de ses performances en 1988 : les profits sont en hausse de 89 % et représentent environ 2,3 % du chiffre d'affaires de la branche (30 milliards de francs). Les exportations ont augmenté de 17,3 %, notamment grâce à des progrès dans la CEE, très notablement en Grande-Bretagne (+ 32 %) et en Italie (+ 51 %). Les investissements sont restés stables, représentant 2,9 % du chiffre d'affaires. Ce sont les meubles de cuisine qui sont actuellement « porteurs », indique l'Union nationale des industries françaises de l'ameublement (UNIFA).

tant alors au centre des préoccupations de l'Europe. En 1977, la hausse des prix allait atteindre 27 % au sud de Pyrénées, un rythme « hors-normes ».

La faiblesse de la monnaie - signée en juillet 1977 - allait mettre en œuvre une stratégie destinée à juguler le mal : les syndicats acceptaient alors de négocier les hausses salariales sur la base de l'inflation prévue, et non plus de l'inflation passée. Une décision qui allait permettre de rompre rapidement la spirale prix-salaires. L'inflation était ramenée à 15 % en 1982, au moment de l'arrivée au pouvoir des socialistes. Ces derniers allaient à leur tour diviser ce chiffre par trois en cinq ans.

Cette performance a été avant tout réalisée par un formidable effort de compression salariale. Selon la centrale syndicale UGT (Union générale des travailleurs), les travailleurs espagnols ont vu chaque année - du début de 1981 à la fin de 1988 - baisser leur pouvoir d'achat. Une perte parfois sensible, comme celle de 3,5 % enregistrée en 1984, au plus fort de la politique d'assainissement des socialistes. Phénomène qui, ajouté à l'augmentation du chômage, allait se traduire par une réduction sensible de la part des salaires dans l'accroissement du revenu national, cela au bénéfice des profits des entreprises.

Ce n'est qu'en 1987, avec la reprise économique, que la tendance s'est inversée. Les salaires ont vu de nouveau augmenter leur pouvoir d'achat (+ 2,3 %). Les salaires horaires progressent de 7,6 % pour des prix augmentant cette année-là de 5,2 %.

Mais l'inflation a commencé, elle aussi, à redresser sa courbe. De là à conclure qu'il y a un relâchement salarial - ce qui était la cause, il n'y avait qu'un pas...

Mauvaise analyse

Du côté des syndicats, on récuse bien sûr une telle analyse. La compression des salaires ne peut constituer l'arme unique de la lutte contre l'inflation, affirme-t-on, sous peine de voir l'Espagne pratiquer une espèce de « dumping social » au sein de la Communauté. Les coûts salariaux espagnols ne restent-ils pas inférieurs à la moyenne communautaire ? Et d'attribuer l'inflation à des causes plus structurelles, dans ce pays resté trop longtemps fermé sur lui-même, et qui commence à peine à s'ouvrir aux vents de la concurrence.

Que les salaires ne soient pas la seule cause du mal, on l'admet d'ailleurs dans les milieux gouvernementaux. « Il est important d'insister sur la thèse de la modération salariale pour des raisons pédagogiques, car la société espagnole a longtemps tardé à se rendre compte que l'inflation constituait un frein à

la croissance », affirme un responsable du ministère de l'Économie, qui n'en reconnaît pas moins que les conditions de concurrence infligent largement aussi sur les prix.

Ainsi, entre mars 1987 et mars 1988, la hausse des prix a été de 2,9 % seulement pour les produits industriels, mais de 9 % pour le secteur des services. « Il est vrai que l'Espagne connaît aujourd'hui une forte pression de la demande dans tous les secteurs », explique un ancien ministre de l'Économie. Mais dans le domaine industriel, l'intégration de notre pays dans la Communauté s'est traduite par une augmentation de la concurrence, qui a empêché les entreprises espagnoles de récupérer excessivement ce boom sur leurs prix. Dans le secteur des services, en revanche, l'impact de l'adhésion à la CEE est beaucoup plus limité et progressif.

Et de conclure : « Le problème c'est que, après quarante ans de système économique fermé, les mécanismes de formation des prix sont encore loin de répondre à des conditions de concurrence parfaite. Pour lutter contre l'inflation, il faut moderniser et libéraliser nos services en facilitant la concurrence ».

C'est le cas, par exemple, du secteur financier : fixé par décret à l'époque du franquisme, le taux de rémunération de l'épargne en Espagne était déterminé, il y a quelques années encore, par les présidents des grandes banques nationales agissant d'un commun accord. Une belle et bonne entente en quelque sorte...

Libéraliser les structures économiques donc, mais aussi lutter contre la spéculation, soulignent nombre d'économistes. Ainsi, l'immobilier n'a-t-il connu ces dernières années une extraordinaire flambée des prix qui en fait l'un des champions de l'inflation. La valeur du patrimoine immobilier à Madrid a été multipliée par trois entre 1985 et 1988 ! Ce n'est qu'aujourd'hui que les socialistes commencent à tenter d'enrayer le mal.

On comprend pourquoi les syndicats espagnols ont peine à admettre la thèse faisant de la modération salariale la panacée de tous les maux inflationnistes. Une thèse que, d'ailleurs, personne ne défend plus vraiment. « Avec notre rythme de croissance actuel de près de 5 %, affirme-t-on au ministère de l'Économie, nous pourrions nous permettre à la fois de maintenir l'inflation à un taux raisonnable, de faire croître les bénéfices des entreprises pour soutenir l'investissement, tout en absorbant des hausses de salaires réelles quelque peu supérieures à l'augmentation de la productivité ».

Reste que gouvernement et syndicats semblent aujourd'hui éprouver quelque peine à s'entendre sur le partage des efforts à faire et des fruits à recueillir.

THIERRY MALINAK.

GRANDE-BRETAGNE : la crainte d'un dérapage grandit

LONDRES
correspondance

Après plusieurs mois de dérapage des prix qui ont vu l'inflation retrouver son niveau le plus élevé depuis 1962, la crainte d'une spirale de hausses prix-salaires grandit dans les milieux économiques britanniques.

Toutes les conditions semblent réunies : une économie en croissance trop rapide, un marché du travail proche du plein emploi et une industrie où les gains de productivité se ralentissent après des années de « rationalisation ».

Depuis l'été dernier, le rythme d'augmentation annuelle des salaires avoisine 9 %, pour une inflation sensiblement inférieure (7,8 %, actuellement). Cette dérive a déjà conduit le gouvernement à mettre à plusieurs reprises les employeurs devant leurs responsabilités : le chancelier de l'échiquier Nigel Lawson a fermement exclu toute baisse de la livre ou des taux d'intérêt tant que les patrons se montreront laxistes dans les négociations salariales.

Le dérapage des salaires n'a pourtant rien de nouveau en Grande-Bretagne. Depuis 1982, le pouvoir d'achat des rémunérations a progressé de 20 % contre seulement 3 % en France. Aux États-Unis, il a baissé d'environ 1 % sur la même période.

L'inflation anglaise semblait jusqu'à présent ne pas avoir causé trop de dégâts. Il y a quinze mois le taux annuel d'inflation était au plus bas (1) depuis vingt ans : + 3,3 %. Cela grâce notamment à la baisse des prix pétroliers et à celle du dollar, phénomène que commentaient tous les pays industrialisés.

A deux chiffres...

L'accélération des hausses de prix enregistrée depuis lors est davantage due au relèvement des taux d'intérêt qu'aux salaires. Contrairement aux autres grands pays industrialisés, la Grande-Bretagne comptabilise le coût des crédits immobiliers dans l'indice des prix. Celui-ci a enregistré les neuf relèvements de taux intervenus depuis l'été dernier. Sans cette politique d'argent cher, menée par les pouvoirs publics pour modérer la demande, l'inflation ne serait aujourd'hui que de 5,7 %, fait-on remarquer au Trésor. Un taux sensiblement supérieur malgré tout, à celui des principaux partenaires de la Grande-Bretagne.

M. Lawson a donc de bonnes raisons de surveiller les salaires. Jusqu'à maintenant leur progression a été compensée par d'importants gains de productivité. Depuis le début des années 80, ceux-ci ont été de 5 % en moyenne par an dans l'industrie et de 2,5 % dans l'ensemble de l'économie.

Un tel rythme ne pouvait être soutenu indéfiniment. Selon une étude de l'Institut des progrès économiques, cette année dans l'industrie ne suffirait pas à compenser des hausses de revenus égales à celles des salaires. Dans de nombreuses entreprises, l'indexation de fait des salaires sur les prix n'est qu'une base de départ pour les négociations. Les ouvriers de Ford viennent d'être augmentés de 8,9 %, ceux de Nissan de 10 % à 15 %, et, désormais, rares sont les syndicats dont les revendications ne portent pas sur des hausses à deux chiffres. Les 750 000 employés des collectivités locales exigent des majorations de 12 % tandis que les 27 000 salariés de la BBC espèrent obtenir quelque 16 %.

La baisse ininterrompue du chômage depuis deux ans et demi a compliqué la situation. L'immense réserve de chômeurs qui limitait les revendications syndicales a fondue, et aujourd'hui les 3 millions de demandeurs d'emploi de 1986 « ne sont plus », si l'on peut dire, que 1,9 million. Ce chômage encore élevé ne conjugué à de vraies pénuries de main-d'œuvre dans certains secteurs ou certaines régions, les patrons n'ont d'autre solution que de mettre la main à la poche pour attirer du personnel qualifié.

Certains analystes restent pourtant optimistes. « La situation n'est en aucun cas hors de contrôle », estime David Metcalf, professeur de relations sociales à la London School of Economics.

D'une part, note David Metcalf, le gouvernement a la situation bien en main dans le secteur public, où les salaires réels ont en tendance à s'effriter les années passées et où les syndicats hésitent à affronter M^{rs} Thatcher. D'autre part, la Grande-Bretagne peut encore compter sur d'importants gains de productivité pour se hisser au niveau de ses concurrents.

Les accords collectifs signés par les grandes sociétés telles que Nissan sont en général accompagnés de mesures de restructuration, ajoute M. Metcalf. Selon lui, l'essentiel est que les PME, qui n'ont pas les mêmes moyens, pratiquent une politique salariale différente de celle des grands groupes.

Le principal atout du gouvernement reste sa liberté de manœuvre à deux ou trois ans des prochaines élections. M^{rs} Thatcher et M. Lawson, qui savent que les succès remportés contre l'inflation ont été leur principal acquis jusqu'en 1987, ne laissent aucun doute sur leur détermination. La pousse de la fibre actuelle sera combattue par des taux d'intérêt aussi élevés que nécessaire.

Jusqu'à la récession s'il le faut.

VINCENT BORD.

(1) Le taux annuel d'inflation le plus bas enregistré au janvier 1985 avec + 3,3 % par rapport à janvier 1987.

SOCIAL

Une « maladresse » calculée ?

Le CNPF veut favoriser les retraites par capitalisation

Virage ou opportunisme ? M. Pierre Guillen, président de la commission sociale du CNPF, vient de demander à M. Pierre Bérégovoy d'accorder « à tous les salariés une meilleure retraite, les mêmes déductions fiscales qu'aux régimes de retraite par répartition. Actuellement, seules sont déductibles du revenu imposable - ou sont considérées comme charges pour les entreprises - les cotisations aux régimes obligatoires (1). Dans la pratique, sont essentiellement concernées les cotisations aux régimes par répartition (assurance-vieillesse et assurances complémentaires), même si ne sont exclues que les cotisations individuelles.

Le CNPF ne peut évidemment être hostile à la capitalisation, d'autant qu'il abrite en son sein des professionnels - les assureurs. Il l'a toujours considérée comme complémentaire des régimes par répartition (partage des cotisations des actifs entre les retraités). Mais il avait évité toute prise de position en sa faveur. En effet, il gère parallèlement avec les syndicats de salariés les régimes de retraite complémentaires, et les responsables de ces régimes font volontiers valoir qu'en l'état actuel, malgré un rendement positif de la capitalisation, la retraite par répartition demeure le meilleur placement.

Le CNPF a d'ailleurs plutôt appliqué le principe. En effet, dans un accord signé en décembre 1986, il s'est engagé à assurer la pérennité des retraites complémentaires : en application de cet accord, on a facilité aux entreprises le relèvement de

leur taux de cotisation, car, si le taux de base obligatoire est de 4 %, on peut aller jusqu'à 8 %, ce qui coûte plus cher, mais assure aux salariés une meilleure retraite. Mais relativement peu d'entreprises vont jusqu'à, alors qu'elles sont souvent plus généreuses pour leurs cadres. De grandes entreprises comme Unison-Saclay en ont effectivement profité.

Mieux, le CNPF a accepté de généraliser une retraite « surcomplémentaire » par répartition pour les cadres supérieurs, jusque-là limitée à un nombre restreint de grandes entreprises - et par là même peu assurée de son avenir. Il a ainsi fortement incité les assureurs, dont le président, M. Jacques Lallemand, avait démissionné de son poste de vice-président du CNPF et de président de sa commission économique.

Se réconcilier avec les assureurs

La lettre adressée à M. Bérégovoy par M. Guillen n'est peut-être pas très cohérente avec cette ligne (si elle est en accord avec le désir de la commission économique du CNPF d'encourager l'épargne longue). Elle permet au CNPF de se réconcilier avec ses assureurs. Mais elle risque d'irriter les syndicats de salariés. Président en exercice de l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC), le président de la commission sociale du CNPF se met en porte à faux.

A moins que cette « maladresse » ne soit calculée. Le gouvernement,

en effet, réfléchit actuellement au traitement de l'épargne et envisage de transformer le « plan d'épargne en vue de la retraite (PER) » de M. Balladur. Le CNPF a profité de l'occasion. Pour l'heure, M. Bérégovoy n'a pas répondu : il se réserve effectivement de traiter le problème en même temps que la réforme du PER, pour laquelle, dit-on au ministère de l'Économie, on hésite encore entre trois solutions...

G. M.

(1) Pour l'impôt sur le revenu, dans la limite de 19 % de douze fois le plafond de la Sécurité sociale, ce qui représente un maximum de 282 902 F par an. Pour les entreprises, l'exonération ne peut dépasser 85 % du plafond de la Sécurité sociale, soit 105 468 F.

Conventions de conversion : négociations le 10 mai. - A l'occasion de la préparation de l'éventuel projet de loi sur la prévention des licenciements économiques, les partenaires sociaux s'étaient déclarés disposés à négocier l'amélioration des conventions de conversion. M. Jean-Pierre Solson, ministre du travail, leur ayant adressé une lettre - sauf à la CGT, non signataire du précédent accord de 1986 - pour les inviter à se réunir, les syndicats et le patronat ont fixé leur première rencontre au 10 mai. En cas d'accord sur les modifications à apporter, le texte du projet de loi sera modifié en conséquence et par voie d'amendement au cours de l'examen parlementaire, prévu à partir du 24 mai.

CONSUMMATION

En Corse

Le Conseil de la concurrence inflige des amendes à deux syndicats de distributeurs d'essence

Deux syndicats de distributeurs de carburants et détaillants des deux départements de Corse se sont vu infliger pour un total de 2,71 millions de francs d'amendes par une décision du Conseil de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes publiée le 3 mai dans le bulletin officiel de cet organisme.

A la suite de plaintes déposées après la libération des prix en 1986 et 1987 par deux organisations de consommateurs de Corse, une enquête menée auprès des détaillants en carburant de Haute-Corse de Corse-du-Sud a démontré, selon ce bulletin, que « le strict alignement des prix pratiqués par la plupart des stations-services de ces deux départements résultait d'une concertation quasi généralisée ». L'entente s'est notamment développée au sein des syndicats de distributeurs des deux départements.

Le Conseil de la concurrence a ainsi sanctionné « les comportements qui ont contribué à priver les automobilistes corses du bénéfice de la détaxation partielle des carburants appliquée dans les deux départements et d'une concurrence normale entre distributeurs ». Le bulletin indique, en outre, que le gouvernement « veillera à ce que la modification de ces comportements soit effective ».

AFFAIRES

Mauvais résonance pour la filiale allemande

Le conseil d'administration de la filiale allemande de la Commission de Bruxelles, les États-Unis ne leurs obligations co...

La Commission de Bruxelles, les États-Unis ne leurs obligations co...

DÉFENSE

La force aérienne belge achète à la France ses contre-mesures électroniques

Le gouvernement belge a annoncé l'achat de contre-mesures électroniques à la France. Ces équipements sont destinés à protéger les avions militaires belges contre les menaces électroniques des forces armées soviétiques.

40 ANS DE LIBERTÉ LE DROIT ET LE FAIT

REDECouvrez LA CITOYENNETÉ

NATHAN

Le Monde

Le Monde

MARDI 9 MAI 1989 (NUMÉRO DATÉ DU 10)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL

avec

- Le Monde économie
- Le Monde Campus
- 30 pages d'offres d'emplois pour les cadres.

PILE SEPARÉE

ATTENTION : ce numéro gratuit est publié avec le Monde Économie en cahier séparé. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux.

سكناز المجلد

Économie

AFFAIRES

Mauvais résultats pour la filiale allemande d'Alcatel

Standart Elektrik Lorenz (SEL), la plus grosse filiale d'Alcatel NV (groupe CGE), traverse une mauvaise passe : alors que son ancien patron, M. Helmut Lohr, a été contraint de quitter ses fonctions au début de l'année (empêché dans ses démarches avec la justice), l'entreprise affiche pour 1988 un effondrement de 83 % de son bénéfice net consolidé (à 28 millions de deutschemarks, soit environ 9 millions de francs) et une quasi-stagnation de son chiffre d'affaires à 4,1 milliards de deutschemarks (13,5 milliards de francs).

C'est la bureaucratie, la plus grosse activité de l'entreprise depuis la cession il y a dix-huit mois de son secteur grand public, qui a fait plonger les performances de la SEL. Sans donner de chiffre précis, le nouveau président du directoire, M. Gerhard Zeidler, a indiqué que cette branche, qui entre pour 1,06 milliard de deutschemarks (3,5 milliards de francs), dans le chiffre d'affaires avait été déficitaire l'an passé. Les ventes ont d'ailleurs reculé de près de 8 % en un an. M. Zeidler a néanmoins tenu à couper court à toute rumeur de cession de cette division.

Les six autres activités de SEL ont gagné de l'argent. Cependant, un examen des comptes présentés à Stuttgart montre que l'entreprise doit également essayer une baisse de son chiffre d'affaires dans les centraux téléphoniques (moins 1,5 % à

Soucis inattendus

C'était, en effet, de ses laboratoires qu'était sorti le fameux « système 12 », un central téléphonique jugé très en pointe au début des années 80 malgré ses difficultés de jeunesse. A tel point que beaucoup craignaient que les centraux développés en France par le groupe ne s'en trouvent écopés. En outre, la SEL, présente sur le marché allemand du téléphone, avait été le prétexte d'un bras de fer avec Siemens, qui voyait d'un mauvais œil l'arrivée du groupe tricolore sur son terrain de chasse et demandait des compensations (la CGCT) en France.

F.V.

Forte progression de Besnier en 1988

Le groupe Besnier, première entreprise laitière française, a enregistré en 1988 une très forte progression de ses résultats nets (+ 94 %), qui ont atteint 378 millions de francs, contre 194,1 millions de francs en 1987. Un tel résultat permet à Besnier de dépasser pour la première fois le groupe agro-alimentaire Bongrain.

Avec une collecte de 2,32 milliards de litres de lait l'an passé, Besnier a en outre réalisé un chiffre d'affaires de 9,72 milliards de francs (en hausse de 10,2 %), exportant pour 2,34 milliards de francs de produits.

Le groupe a annoncé le 3 mai l'acquisition d'une troisième laiterie américaine, à Los Angeles, Atlantis Dairy, pour un montant non précisé. Cette entreprise est spécialisée dans la fabrication de pâtes fraîches « haut de gamme » que Besnier commercialise sous la marque Boudier.

Avant de rejeter par avance toute proposition de rachat. Selon des rumeurs insistantes circulant à New-York, la firme américaine Avon Products, numéro trois mondial de l'industrie des cosmétiques, serait sur le point de faire l'objet d'une importante offre publique d'achat évaluée à 2 milliards de dollars (12,8 milliards de francs). L'offre, affirme-t-on dans les milieux financiers d'outre-Atlantique, pourrait venir de l'association récemment constituée à cet effet par M. Irvin Jacobs, « raider » bien connu, et Amway Corp., firme spécialisée dans la distribution porte-à-porte de produits ménagers. Irvin Jacobs et Amway ont déjà annoncé avoir acquis 10,3 % des actions d'Avon. Mais ils ne seraient pas seuls intéressés. D'autres bruits désignent le géant anglo-néerlandais Unilever comme candidat au rachat. La direction d'Avon a pris les devants en faisant savoir que le groupe n'était pas à vendre.

Metropolitan Life a acquis 10 % de Crédit suisse First Boston

Metropolitan Life, l'une des principales compagnies américaines d'assurances, a annoncé, le 3 mai, avoir acquis 10 % de Crédit suisse First Boston (CSFB), banque d'investissement née, en décembre 1988, de la fusion de First Boston et de Financière Crédit suisse First Boston. Les 10 % acquis font partie des 30,5 % détenus par l'homme d'affaires saoudien Suliman Olayan lors de la fusion. Le reste du capital est réparti entre Crédit suisse holdings, filiale du Crédit suisse, pour 44,5 %, et les dirigeants de CSFB pour 25 %.

Selon Peter Buchanan, PDG de CSFB, M. Olayan n'était qu'un investisseur temporaire permettant d'attendre l'arrivée de nouveaux actionnaires institutionnels stables, et les Japonais devraient probablement racheter aussi une partie de la participation de M. Olayan. Pour Metropolitan Life, cette acquisition est un investissement stratégique destiné à favoriser son développement international.

Progression de 21,7 % des bénéfices de Bongrain en 1988. Le groupe français Bongrain, leader mondial du fromage, a enregistré en 1988 une progression de 21,7 % de son résultat net consolidé qui s'est établi à 344,1 millions de francs. Le conseil d'administration a décidé de proposer le versement d'un dividende net de 51 F par action, contre 48,5 F l'année précédente. Le chiffre d'affaires de Bongrain en 1988, 6,58 milliards de francs, en hausse de 10,5 %, a été réalisé pour plus de la moitié hors de France, dans le reste de l'Europe et aux États-Unis « essentiellement, avec de surcroît une percée au Brésil. Son PD-G, M. Jean-Noël Bongrain, a déclaré le 21 avril que l'« appétit d'acquisitions » de son groupe était grand, dans tout ce qui peut le conforter dans son métier. Les disponibilités financières de Bongrain sont de l'ordre de 3 milliards de francs.

Bataille juridique Kodak-Polaroid

Dernière ligne droite dans la bataille juridique engagée depuis plus de dix ans par la firme américaine Polaroid pour obtenir des dommages et intérêts du géant Kodak, convaincu d'avoir copié ses brevets de photos instantanées. L'ultime procès en réparation a commencé à Boston (Massachusetts), où, pendant plusieurs mois, les représentants des deux firmes vont comparaître avec leurs avocats. Kodak prétend ne devoir que des royalties de 5 % sur ses ventes de matériels et pellicules instantanées entre 1976 et 1984, soit 177 millions de dollars (1,13 milliard de francs). Polaroid estime son préjudice entre 3,5 et 4 milliards de dollars (22,4 à 25,6 milliards de francs), et réclame au total, avec les dommages et intérêts, 11,88 milliards de dollars (76 milliards de francs).

Un verdict condamnant Kodak à payer une telle somme obligerait le géant de la photo à se placer sous la protection de la loi sur les faillites, comme cela avait été le cas pour Texaco. Les analystes de Wall Street s'attendent, eux, à une condamnation portant sur 1 milliard de dollars (6,4 milliards de francs). Polaroid a promis de distribuer à ses actionnaires et employés une partie de l'argent qui lui reviendra si l'amende frappant Kodak dépassait 750 millions de dollars (4,8 milliards de francs).

TRANSPORTS

Transports routiers : échec d'une réunion patronat-syndicats. La réunion de la commission paritaire nationale des transports routiers sur les salaires, le 3 mai, s'est soldée par un échec, au lendemain des opérations « escargot » des chauffeurs mécontents. L'Union des fédérations de transports (UFT, patronat) a indiqué qu'elle avait proposé « une revalorisation uniforme de l'ensemble des barèmes conventionnels de 10 % qui ne laissait ainsi aucun salaire conventionnel inférieur au SMIC ». Les syndicats CFDT, FO, CFTC et FNCR (autonomes) ont jugé ces propositions « insuffisantes », car permettant « tout juste d'ajuster les grilles de rémunération au niveau du SMIC ». Ces syndicats envisagent une nouvelle journée d'action tardive que la CGT propose « partout, l'action » dès le 9 mai.

Aggravation des pertes de Pan Am au premier trimestre. Le groupe américain Pan Am a annoncé le 3 mai un quasi-doublement de ses pertes au premier trimestre 1989, avec un déficit net de 151 millions de dollars contre 83,3 millions un an plus tôt, venant de sa principale filiale, la compagnie aérienne Pan Am World Airways. Pan Am explique ce recul par la forte baisse de son trafic transatlantique à la suite de l'attentat de décembre dernier sur un de ses avions au-dessus de Lockerbie, en Écosse. La peur du terrorisme, affirme la compagnie, s'est traduite par une diminution de 56 millions de dollars de son chiffre d'affaires. — (AFP.)

BOURSE

NEW-YORK, 3 mai

Nouveau glissement. Un nouveau glissement des cours s'est produit, mercredi, à Wall Street sur de nouvelles ventes bénéficiaires. Le marché a cependant pas manqué d'y résister. Revenu instant à la cote 2 382,51, l'indice des industriels s'est finalement établi à 2 393,69, en repli seulement de 9,17 points. Le bilan de la journée a, lui, été quasiment équilibré. Sur 1 916 valeurs traitées, 682 ont monté, 689 ont baissé, tandis que les 545 autres reproduisaient leurs cours précédents.

Autour du Big Board, les professionnels attribuent le comportement relativement satisfaisant de la Bourse au phénomène de consolidation. Beaucoup affirment même qu'une reprise aurait pu se produire si la publication des derniers chiffres sur le chômage (pour avril) n'était attendue à la veille du week-end. Ceux-ci, pense-t-on, devraient donner une image un peu plus nette de la situation économique aux États-Unis, rendue assez floue ces derniers jours par les pronostics contradictoires des directeurs d'achats des entreprises.

L'activité est restée assez importante, avec 171,69 millions de titres échangés, contre 172,56 millions la veille.

| VALEURS | Cours de 2 mai | Cours de 3 mai |
|--------------------|----------------|----------------|
| Alcoa | 34 1/2 | 34 1/2 |
| A.T.T. | 78 3/8 | 77 1/2 |
| Borg | 78 3/8 | 77 1/2 |
| Chem. Am. | 108 1/8 | 108 1/8 |
| Du Pont de Nemours | 43 3/4 | 43 1/2 |
| Eastman Kodak | 43 3/4 | 43 1/2 |
| Gen. Elec. | 47 3/8 | 47 1/2 |
| IBM | 111 1/2 | 111 1/2 |
| Int. Corp. | 51 3/4 | 50 3/4 |
| Johnson & Johnson | 58 1/2 | 58 1/2 |
| McK. Co. | 50 1/2 | 50 3/4 |
| Merck | 58 1/2 | 58 1/2 |
| Schering-Plough | 54 3/4 | 53 1/2 |
| Transp. | 54 3/4 | 53 1/2 |
| Un. Corp. de Méd. | 51 3/4 | 50 3/4 |
| Wm. Corp. | 57 1/2 | 57 3/8 |
| Yale Corp. | 56 3/8 | 56 1/4 |

LONDRES, 3 mai

Reprise en fin de séance. Après avoir d'abord perdu du terrain, le marché londonien s'est redressé à mi-séance, réussissant à effacer, et même un peu au-delà, ses pertes initiales. L'indice Footsie des cent valeurs s'est inscrit, en clôture, à 2 099,4 (+ 2,6 points). L'annonce d'un accroissement des réserves de change, en avril, a produit une bonne impression. Les opérateurs en ont surtout retenu que la livre sterling était en meilleure position.

Les hausses ont été assez nombreuses, surtout aux assurances (Legal and General), à l'alimentation (United Biscuits), aux grands magasins (Next) et aux congélateurs (Grand Metropolitan). Consolidated Goldfields a progressé de 25 pence dans l'attente de nouveaux développements aux États-Unis concernant la décision d'un tribunal américain, qui bloque actuellement l'OPA de Minorco. Hausse des mines d'or et des fonds d'Etat.

A la suite d'une erreur technique, un grand nombre de nos lecteurs ont trouvé dans nos dernières éditions datées jeudi 4 mai le bulletin de la Bourse de Paris du mardi 2 mai. Nous les prions de bien vouloir accepter nos excuses.

SERVICE DES DOMAINES

Ventes aux enchères avec offres écrites. Salle des Ventes des Domaines, 17, rue Scribe à Paris 9.
2^e QUINZAINES MAI 1989
— Mardi 16 mai à 14 h : VÉHICULES
— Jeudi 18 mai à 9 h 30 et 14 h : Vêtements, meubles, objets, mobiliers et mat. bureau, mat. informatique.
— Vendredi 19 mai à 14 h : BEAUX-ARTS
— Mardi 23 mai à 14 h : Radio, télé, vidéo.
— Mercredi 31 mai à 14 h : BIJOUX OR.
RENSEIGNEMENTS : adresse électronique Tél. : 42-66-93-46 - p. 204
DÉTAIL DE CETTE VENTE : BULLETIN DES DOMAINES, 130 F par an, form S.C.P. 17, rue Scribe 75436 Paris Cedex 09 ou Tél. : 42-66-93-46 poste 204.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T
puis OSP

Vente au Palais de Justice de Bobigny, le MARDI 16 MAI 1989 à 13 h 30
PAVILLON à NOISY-LE-GRAND (93)
15, rue des Abeilles
Sous-sol : garage, buanderie. Rez-de-chaussée : couloir, salle de séjour, salon, cuisine, salle de bain, w.c. — Etage : entrée, 2 chambres, débarras plus BATTIMENT à usage de bureau, d'atelier et de dépôt sur terrain de 404 m² — MISE A PRIX : 200 000 F
S'adresser à Maître Bernard ETIENNE, avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général-Leclerc à 93110 Rosny-sous-Bois, Tél. : 48-54-90-87.

Vente sur solde immobilière au Tribunal de CRETEIL
le jeudi 18 mai 1989, à 9 h 30, en un lot
UNE PROPRIÉTÉ au FERREUX-SUR-MARNE (Val-de-Marne)
4, avenue des Villages
comp. une mais. d'habitat de 4 p.p., élevée sur sous-sol. Garage. Terrain 489 m²
Mise à prix : 200 000 F
S'adresser à M^{re} VARINOT, avocat, demeurant 166 bis, Grande-Rue à NOGENT-SUR-MARNE (94) — SCP COURTEAULT, LECOCQ, RIBADEAU-DUMAS, avocats, 17, avenue de Lumbelle, PARIS-16, Tél. : 45-34-46-40.
Au greffe du Tribunal de grande instance de CRETEIL.

CEE

Répondant aux accusations de Washington La Commission de Bruxelles affirme que les Etats-Unis ne respectent pas leurs obligations commerciales

Commentant mercredi 3 mai le rapport annuel de la Commission européenne, M. Frans Andriessen, commissaire chargé des relations extérieures a déclaré que « les Etats-Unis ne respectent pas leurs obligations commerciales internationales » en n'appliquant pas, par exemple, les résultats des arbitrages du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

Ce rapport que la CEE publie régulièrement depuis 1985 est centré cette année sur les implications du « Trade Act », c'est-à-dire sur les entraves américaines au commerce. Sa publication survient quatre jours seulement après que le représentant spécial du président américain pour le commerce, M^{re} Carla Hink, a accusé la CEE et vingt-deux autres pays « de bloquer de manière abusive les exportations américaines. Aux termes de la nouvelle loi sur le commerce (Trade Act) adoptée l'an dernier par le Congrès, ces accusations peuvent déboucher sur

des représailles commerciales envers les pays jugés les plus « coupables » d'infractions.

Le rapport de la CEE — dont la publication est en quelque sorte une épique — dressée en quarante pages la liste détaillée des principales sources de conflits commerciaux entre la CEE et Washington depuis une dizaine d'années, et cite en particulier les barrières douanières (habits, chaussures, vêtements...) les quotas (produits laitiers, coton, sucre...), les obstacles administratifs, les fournitures publiques (« acheter américain »), les subventions à l'agriculture et à la recherche militaire.

Dans ce climat de tension, un espoir de détente est apparu avec l'annonce par les Etats-Unis d'une solution partielle au contentieux commercial qui oppose Washington à la CEE sur le bœuf aux hormones. — (AFP.)

DÉFENSE

La force aérienne belge achète à la France ses contre-mesures électroniques

Le gouvernement belge a choisi de confier à la société française Electronique Serge Dassault (ESD) le soin d'équiper en système de contre-mesures électroniques les avions F-16 de la force aérienne, qui en étaient dépourvus. Ce marché, qui couvre une centaine d'appareils d'origine américaine, est évalué à 1 milliard de francs français. Un premier appel d'offres avait mis en concurrence, en mai 1988, plusieurs fabricants internationaux, dont trois sociétés américaines et deux entreprises françaises (outre ESD, le groupe Thomson-CSF).

Le système retenu un matériel, baptisé « carapace », de contre-mesures électroniques, c'est-à-dire des équipements permettant à l'avion F-16 de brouiller un radar adverse et d'émettre des ondes électromagnétiques ou infra-rouge pour tromper la défense antiaérienne adverse.

ESD collaborera avec la société General Dynamics, qui a construit le F-16, pour adapter ses équipements à l'avion F-16 de la force aérienne belge. La société française, qui a conçu les contre-mesures électroniques de tous les avions de combat français, escompte accéder, grâce au contrat belge, au reste du marché mondial des F-16 et, surtout, à ce même marché militaire en Europe.

M. Chevènement n'exclut pas une baisse des commandes militaires à la société Dassault

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a indiqué, mercredi 3 mai, lors de la séance des questions, le gouvernement de l'Assemblée nationale, qu'il « n'exclutait pas » une baisse des commandes militaires qui seraient passées à la société Marcel Dassault-Breguet-Aviation. Le ministre a estimé que la baisse du plan de charge de cette société était dû à des « perspectives à l'exportation plus incertaines » et que le niveau des commandes nationales dépendait « des réserves que fournira l'actualisation de la loi de programmation militaire ».

La réduction des commandes évoquée par M. Chevènement pourrait donc toucher aussi bien le Mirage-2000 que le Breguet Atlantique-II. Interrogé sur l'avenir de l'usine Dassault de Colombiers (Haute-Garonne), le ministre a précisé qu'il n'y aura « aucun licenciement sec » et que chaque employé « se verra proposer un emploi sur place ou dans la société ».



DROUOT-RICHELIEU
9, rue Drouot, 75009 PARIS
Téléphone : 48-00-20-20
Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

- Régulier O.S.P., 64, rue La Boétie, Paris. Tél. : 45-63-12-66
Les exposants auront lieu la veille des ventes, de 11 heures à 18 heures, sur indication particulière, * après le matin de la vente.
- MERCREDI 10 MAI**
- S. 1. — Tableaux et meubles anciens. — M^{re} RENAUD (ARCOLE).
 - S. 2. — Objets d'art et meubles. — M^{re} BENOÎTE, GODEAU.
 - S. 3. — Les 5 continents : œuvres d'architecture. — M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
 - S. 4. — Tab. bib., mob. — M^{re} BOISGOURD.
 - S. 5. — 14 h 15. Peintures révolutionnaires (200 pièces), tableaux et porcelaines surpanses des 16^e, 17^e et 18^e siècles. — M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Bernadot, expert. Exposition publique : le jour de la vente de 11 h à 16 h.
 - S. 6. — 14 h 15. Peintures révolutionnaires (200 pièces), tableaux et porcelaines surpanses des 16^e, 17^e et 18^e siècles. — M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Bernadot, expert. Exposition publique : le jour de la vente de 11 h à 16 h.
 - S. 7. — Tableaux, bibelots, mobilier. — M^{re} OGER, DUMONT (ARCOLE).
 - S. 8. — 14 h 15. Livres anciens et modernes du 16^e au 20^e siècle. Architecture, illustrée moderne. — M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Bernadot, expert. Exposition publique : le jour de la vente de 11 h à 16 h.
 - S. 9. — 14 h 15. Livres anciens et modernes du 16^e au 20^e siècle. Architecture, illustrée moderne. — M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Bernadot, expert. Exposition publique : le jour de la vente de 11 h à 16 h.
 - S. 10. — Art nouveau. Art déco. Tableaux modernes. — M^{re} MILLON, JUTHEAU, M. Camard.
 - S. 11. — Bon mobilier et pendules religieuses d'époque Louis XIV. — M^{re} LIBERT, CASTOR.

- JEUDI 11 MAI**
- S. 5. — Suite de la vente du 10 mai. — M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
 - S. 9. — Suite de la vente du 10 mai. — M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.
- VENREDI 12 MAI**
- S. 4. — Art déco, art nouveau. — M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
 - S. 5. — 16 h 30. Tapis d'Orient. — M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, M. Bernadot, expert. Exposition publique : le jour de la vente de 11 h à 16 h.
 - S. 8. — Importants ensembles de livres reliés des 18^e et 19^e siècles : ouvrages modernes et littéraires. — M^{re} LIBERT, CASTOR, M. Camard, Guérin, Crovisier et Broglie (T. : 45-50-49-33).
 - S. 9. — Objets d'art et d'ameublement. — M^{re} PESCHETEUAU-BADIN, FERRIER.
 - S. 11. — Tabl. bib., mob. — M^{re} LANGLADE.
 - S. 13. — Tableaux, meubles et objets d'art. — M^{re} MILLON, JUTHEAU.
 - S. 14. — Livres, tiz, bib., porcelaines, mob. — M^{re} LOUDMER.

ETUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
BENOÎTE, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGOURD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
LANGLADE, 12, rue des Lombards (75001), 47-27-00-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (ensemblement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-24-51-20.
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEUAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-49-84.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.

Tous les ouvrages sur
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,
les médecines naturelles...
à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES**
6, rue de Savoie, 75006 PARIS — Tél. : 43-26-90-72



Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | TÉLÉMATIQUE |
|---|---|--|---|--|--|---|
| 3 et 4 La visite à Paris de M. Yasser Arafat. 4 Le prince Sihanouk et les négociations sur le conflit cambodgien. 5 Sénégal : le rapatriement des Mauritanais. 6 M. Bush réaffirme sa position sur les missiles à courte portée. | 7 Les travaux du Parlement : l'enseignement de la danse. - Les élections européennes : la campagne de M. Fabius : vers une « liste DOM-TOM ». - Le communiqué du conseil des ministres. | 8 La multiplication des violences contre les enseignants. - L'acquisition de M. Jean-Louis Fougeret, meurtrier de son enfant mongolien. | 15 Danse : 1789... et nous de Maurice Béjart, au Grand Palais. COMMUNICATION 14 La vente de TMC-Italie. - Les députés socialistes refusent une présidence commune pour A2 et FR3. | 18 Les risques d'inflation en Espagne et en Grande-Bretagne. - Le CNPF veut favoriser les retraites par capitalisation. | Abonnements 2 Carnet 14 Loto, Loterie 14 Météorologie 17 Mots croisés 17 Radio-télévision 17 Spectacles 16 | ● Commander vos livres et disques par télécopie 3615 taping LHM ● Yasser Arafat à Paris. Vos réactions en direct : JOUR ABO 3615 taping LEMONDE |

La mort du cheikh Abbas recteur de la mosquée de Paris Un homme de conciliation

Le cheikh Abbas Bencheikh Lahoussine, recteur de la mosquée de Paris, âgé de soixante-dix-sept ans, a succombé à une crise cardiaque, mercredi 3 mai, à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce. Il y avait été transporté par hélicoptère, après un malaise survenu en début de soirée à l'hôtel Crillon, quelques minutes avant une rencontre qu'il devait avoir avec M. Yasser Arafat.

L'arrivée, en 1982, du cheikh Abbas, comme on l'appelait couramment, à la tête de ce qui est officiellement dénommé, depuis son inauguration en 1922, l'Institut musulman de la mosquée de Paris, avait consacré « l'aboutissement de vingt années d'efforts du gouvernement algérien pour exercer sa tutelle sur l'établissement » (1).

La disparition de ce dignitaire religieux affable et d'allure effacée et fragile, mais qui aura su marquer son passage à la tête de la principale institution musulmane de l'Hexagone, va poser aux autorités françaises — et singulièrement au ministère de l'Intérieur, chargé de gérer les cultes — la question de cette « algérianisation » exclusive de la Grande Mosquée, contestée par un certain nombre de fidèles, parfois même algériens ou d'origine algérienne, même si le lieu de prière était naturellement resté ouvert à toutes les nationalités.

Lorsque, au début de la décennie, le cheikh Abbas fut désigné par Alger, avec l'accord de l'Etat français, pour succéder à Si Hamza Boubaïche, ancien élu de l'Algérie française, rallié à la fin des années 70 à la République algérienne, rien ne semblait le destiner à occuper une responsabilité aussi en vue, ne serait-ce qu'en raison de sa méconnaissance presque totale de la langue française.

Né dans une famille de marabouts — sorte de « saints héréditaires » — de la région de Mila dans le Constantinois, le futur cheikh Abbas avait, avant la seconde guerre mondiale, étudié la religion islamique à Tunis et à Fès, l'Algérie n'ayant pas encore d'université religieuse. Ayant adhéré aux thèses des nationalistes, il fut choisi au début de la guerre d'Algérie pour représenter le Front de libération nationale (FLN) en Arabie saoudite, où il resta encore deux ans en tant qu'ambassadeur du nouvel Etat algérien parvenu à l'indépendance en 1962.

Prudence et franchise

Nommé ensuite responsable du bureau d'Alger de l'Office arabe de boycottage d'Israël, puis président du Conseil suprême islamique d'Algérie, il était inspecteur pour l'éducation et la formation détaché par l'administration de son pays auprès de l'Amicale des Algériens en Europe, lorsqu'il fut désigné pour diriger la mosquée institut.

Placé dès cette nomination sous les feux de l'actualité en raison de la place de plus en plus grande d'un islam devenu la deuxième religion pratiquée en France (600 lieux de culte en 1979, plus de 1 000 en 1987), le cheikh Abbas, en fonctionnaire respectueux des vœux de son gouvernement, s'était attaché à organiser et unifier les musulmans, français ou non, pratiquants réguliers ou non, autour de l'Institut de Paris devenu le principal foyer d'adhésion algérienne en France.

Cet homme conciliant réussit à prendre langue avec les anciens harkis et leurs familles, ainsi qu'avec des beurs, à organiser de grands rassemblements islamiques comme à Lyon en 1985, voire à favoriser une détente franco-algérienne dans le domaine des

enfants de couples mixtes retenus en Algérie par leur père. En revanche, il n'était pas parvenu à contrôler une communauté, certes à très large majorité sunnite (orthodoxe), mais très composite quant aux nationalités et atteignant peut-être aujourd'hui quatre millions de membres.

Enfin, on retiendra du cheikh Abbas sa franchise. Malgré sa volonté de ne pas faire d'écarts, il ne mâchait pas ses mots quand le sujet lui tenait à cœur, rappelant un jour sans détour en terre laïque que les enfants de couples franco-algériens ne pouvaient être que musulmans ou dénoncer ces Maghrébins toujours très attentifs à accomplir leurs obligations rituelles, mais ne tenant guère compte de leur environnement et nuisant ainsi à la réputation de leurs coreligionnaires. Cette attention, portée aux faits concrets de la vie, avait fini par donner au cheikh Abbas une certaine aura socioreligieuse au-delà des enjeux politiques.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Gilles Kepel, *Les bonheurs de l'islam : naissance d'une religion en France*, coll. « L'Épreuve des faits », Seuil, 1987.

[Né en 1912 à Mila, près de Constantine (Algérie), le cheikh Abbas suit des études religieuses à la Zitouna de Tunis à l'université de la Karouine de Fès (Maroc), avant d'adhérer à l'association des Oulmas (docteurs de la loi). En 1934, il rejoint le FLN au Caire, puis représente le mouvement nationaliste algérien en Arabie saoudite de 1957 à 1964, date à laquelle, en désaccord avec la politique de Ben Bella, il démissionne de son poste. Nommé premier président du conseil supérieur islamique par le président Boumedienne en 1966, il prend ensuite les distances avec le régime et donne des cours à la grande mosquée d'Alger jusqu'à sa nomination comme recteur de la mosquée de Paris en 1982. Marié et père de sept enfants, le cheikh Abbas était chevalier de la Légion d'honneur.]

Trois mutins de Poissy en correctionnelle Une révolte contre la prison

Si les prisons sont normalement conçues pour empêcher d'en sortir, elles se voient aussi ébranlées aux regards vus de l'extérieur et il faut une circonstance exceptionnelle pour que les portes de l'univers carcéral s'ouvrent un instant. La justice elle-même y est rendue par le biais de tribunaux intérieurs — les « prétoires » — mais lorsque l'infraction revêt une certaine gravité, ce sont les juridictions normales qui doivent se prononcer en audience publique. Un coin du voile peut ainsi être soulevé et, mercredi 3 mai, les trois détenus qui comparaissent devant la huitième chambre correctionnelle de Versailles entendaient bien s'exprimer librement.

Le 10 avril, un prisonnier de la maison centrale de Poissy (Yvelines) avait menacé un surveillant avec une raquette de tennis. Il y gagne d'être immédiatement conduit au « prétoire », sous même passer par le « prétoire ». Le lendemain, des troubles éclatèrent. Pendant plusieurs heures, un climat d'émotion régnait dans la prison (le Monde du 13 avril).

Le calme revenu, la police judiciaire enquête et trois détenus se retrouvent devant le tribunal correctionnel de Versailles selon la procédure de « comparution immédiate » (ex-flagrants délits). Eric Pasquet, vingt-huit ans, purge une peine de huit ans de réclusion criminelle. On lui reproche maintenant d'avoir exercé des violences sur deux surveillants et d'avoir volé un troussseau de clés. Vincent Maton, vingt-huit ans, a été condamné à quatorze ans de réclusion : il avait à répondre de la détérioration d'une rotonde de surveillance. Enfin, Luc Diamant, un Antillais de vingt-sept ans, qui accumule plus de vingt ans de réclusion, était poursuivi pour coups et blessures volontaires sur un surveillant.

A l'audience, les trois hommes ont nié en bloc. Tout le monde ne s'y trompe pas : ils ont des peines lourdes. Comment affirmer que c'était eux plutôt que d'autres ? « Ils ont fait un tri », protesta Diamant, malgré les témoignages des surveillants, qui reconnaissent, tantôt l'un, tantôt l'autre,

même si certaines incohérences apparaissent dans leurs dépositions. Le véritable débat est ailleurs. Diamant l'a rappelé, en lançant une série de phrases presque sans respirer : « Le vrai problème, c'est que, depuis 1984, il y a une agitation continue. Il y a trop de jeunes maîtres de prisons ; ils sont trop nerveux. Les syndicats les poussent, les manipulent. Ils se servent de nous. Ils ont vingt-deux ans, ils n'ont pas de psychologie ; ils sont plus nerveux que nous. » Sa voix est montante lorsqu'il a lancé : « Les mutins sont pas là pour jouer aux cow-boys. Quand on arrive, on se fait tabasser. Il n'y a pas de plaintes, pas de certificat médical ; ça n'existe pas ; on a pris une trempe et c'est terminé. »

Moins volatile, Vincent Maton avait aussi son mot à dire : « J'ai vu des détenus se battre en prison, mais pas par un éducateur. Je n'ai pas eu droit à un coup de téléphone ; aucune permission, alors que j'étais dans les temps. Je ne sais pas, moi... même accompagné... »

La salle, remplie de sympathisants, de membres des associations de parents et amis de détenus, de la Commission prison-répression et de la Coordination nationale des prisonniers, avait écouté sans un mot, lorsqu'un homme, au bord de la crise de nerfs, s'est avancé en criant : « Je suis comar en se passe à l'intérieur ; on est tous en train de mourir. La privation de liberté suffit. C'est pas la peine de nous humilier plus ! » Le service d'ordre l'a laissé parler et le président M. Pierre Ripquin s'est contenté de suspendre l'audience quelques minutes.

M. Jean-François Pascal, substitut du procureur de la République, l'a reconnu : « La vie dans une maison centrale n'est facile pour personne. » Le magistrat a précisé : « Il ne s'agit pas aujourd'hui de faire un exemple. Nous n'avons pas choisi des boucs émissaires. On ne s'y trompe pas : il y a des peines lourdes. » Et M. Pascal demande dix-huit mois de prison contre Diamant et un an contre Pasquet et Maton.

M. Hervé Temime a sollicité la relaxe, en s'appuyant sur les incohérences des témoignages, avant de dénoncer des « poursuites opportunistes et mal dirigées ». Pour l'avocat, les détenus ont été condamnés à des peines justes, qu'ils ne remettent pas en cause : « Ce qu'ils veulent dire, c'est qu'ils veulent être détenus dans des conditions normales. » S'exprimant sur le même registre, c'est M. Claude de Bousquet-Lapointe qui a conclu en demandant : « Pourquoi s'acharner sur des gens pareils... Ils n'ont désormais plus rien à perdre, sauf leur dignité. » Jugement le 10 mai.

MAURICE PEYROT.

Ancien archevêque de Gênes

Le cardinal Siri est mort

Le cardinal Giuseppe Siri, archevêque de Gênes jusqu'à l'automne 1987, est mort, mardi 2 mai, après une longue maladie, à Gênes, où il était né le 20 mai 1906. Archevêque de Gênes à quarante ans, et cardinal dans le consistoire secret de Pie XII à quarante-sept ans, le cardinal Siri a contribué, à la fin de la Deuxième guerre mondiale, à libérer Gênes de la ténacité nazie et à sauver le port qui avait été entièrement miné par les Allemands.

[Le cardinal Siri aura été, pendant plus d'un quart de siècle, un adversaire acharné des grandes nouveautés introduites par le concile Vatican II (1962-1965). Considéré comme le « fils spirituel de Pie XII », fut l'un des « papables » possibles quand il eut dans la chapelle Sixtine en 1985.

En 1963, cet homme, qui n'avait jamais fait mystère de ses convictions, n'entendait pas être le porte-drapeau d'un clan au concile.

Sous le pontificat de Paul VI, l'influence de Mgr Siri diminua, mais il était toujours le favori du clan conservateur, que certains dérapages post-conciliaires avaient renforcé en 1978. Au concile d'octobre 1987, qui allait aboutir à l'élection de Paul II, c'est encore le cardinal de Gênes qui obtint le plus de voix jusqu'au sixième des huit tours de scrutin.

Le cardinal Siri devait défrayer encore la chronique en 1987, en déclarant à l'hebdomadaire catholique italien *Il Sabato*, que le SIDA est le châtiment de Dieu.

Ce « réactionnaire » avait pourtant pas de plus chauds défenseurs que certains communistes. C'est ainsi que, en mars 1987, il avait été sollicité par le chef des dockers du port de Gênes républicain « stalinien non repent », pour servir de médiateur dans la querelle opposant ses hommes aux autorités (socialistes) de la compagnie de gestion.]

La revalorisation du métier d'enseignant

Les principaux syndicats ont signé l'accord sur les salaires

Chacun à son tour, les trois principaux syndicats de la FEN ont signé, mercredi 3 mai, le « référentiel de conclusions » qui met un terme aux longues négociations entre le ministère de l'Éducation et les organisations syndicales sur la revalorisation du métier d'enseignant (nos dernières éditions du 4 mai). Après avoir combattu leurs adversaires, le SNI-PEGC (instituteurs et professeurs de lycées), le SNES (enseignants techniques) ont officiellement ratifié les documents proposés par M. Lionel Jospin, tout en rappelant leur réserve à l'égard des mesures qu'ils jugent encore insuffisantes.

« Faute de poursuite et d'implémentation de l'effort engagé, nous serions très vite confrontés à des situations désastreuses », souligne notamment le SNES dans la lettre au ministre jointe à sa signature. Le SNES, inquiet en particulier de la « profonde dégradation » des taux d'encadrement dans les lycées et les collèges. Alors que la norme dans les collèges est officiellement de vingt-cinq élèves maximum par classe, 42 % des classes en comptent, selon lui, plus de vingt-cinq et 19 % plus de vingt-huit. De même dans les lycées, 73 % des classes comptent cette année plus de trente élèves et 39 % plus de trente-cinq élèves.

Enfin M. Jospin a lancé, mercredi, à l'Assemblée nationale, une sévère mise en garde contre toute perturbation du baccalauréat, en indiquant que « si jamais certains se laissent aller à cette tentation, ils en subiront directement les conséquences ». Il visait ainsi le SNAIC (Syndicat national des lycées et collèges).

Deux nouveaux présidents d'université M. Georges Haddad à Paris-I

M. Georges Haddad, professeur de mathématiques appliquées aux sciences sociales, a été élu président de l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, à l'issue du troisième tour de scrutin, par soixante et onze voix contre soixante-deux à M. Xavier Gréffe, ancien recteur. Il succède à M. Jacques Soppet qui occupait ce poste depuis 1981.

[Né le 1^{er} septembre 1951 à La Goulette (Tunisie), M. Georges Haddad est ancien élève de l'École normale supérieure (1971) et agrégé de mathématiques (1974). Assistant à l'université de Tunis (1975) puis de Paris-IX Dauphine (1976), il est maître-assistant à Paris-I en 1983. Docteur d'État en mathématiques (1983), il est nommé professeur à l'université de Nice avant de revenir à Paris-I, dont il était jusqu'à présent coordonnateur des UFR d'économie, gestion, mathématiques et informatique.]

M. Michel Borniancin à Nice

M. Michel Borniancin, professeur de biologie, a été élu, par soixante-trois voix sur cent quarante votants au neuvième tour de scrutin, président de l'université de Nice-Sophia Antipolis. Il succède à M. Marcel Azzaro qui occupait ce poste depuis dix ans.

[Né le 23 mars 1939 à Allemagne-d'Orléans (Loire-et-Garonne), M. Michel Borniancin a été élève de l'École normale d'instituteurs de la Gironde (1954) puis de l'École normale de Saint-Cloud (1959). Agrégé de sciences de la vie (1963), il est assistant pour les préparations à l'agrégation de l'ENS de Saint-Cloud (1964) avant d'être nommé assistant à l'université de Nice (1967), où il a fait toute sa carrière. Docteur en sciences en 1978, il est professeur depuis 1980. Responsable d'une équipe de recherche associée au CNRS et spécialiste de la physiologie cellulaire des poissons, Michel Borniancin est président de Promocience, association de réflexion et de propositions sur l'ensemble des formations scientifiques post-baccalauréat ; cette association est née de deux colloques, dont le premier s'était tenu à Nice en 1986, sur la revalorisation des premiers cycles universitaires scientifiques.]

A B C D E F G

Selon la SOFRES

M. Rocard devance M. Mitterrand

M. Michel Rocard bénéficie de la meilleure cote de confiance et de la plus belle perspective d'avenir, selon le dernier baromètre SOFRES-Figaro-Magazine, publié samedi 6 mai. Avec 63 % de personnes interrogées qui lui font confiance pour résoudre les problèmes qui se posent à la France, le premier ministre devance, pour la quatrième fois depuis sa nomination à l'hôtel Matignon, le président de la République qui est, pour sa part, crédité de 61 % d'opinions favorables (+ 1).

Le chef du gouvernement, qui enregistre un gain de quatre points en un mois, a bénéficié de l'impact de sa prestation télévisée à l'émission « Questions à domicile » sur TF 1, diffusée le 20 avril. Cette enquête a en effet été réalisée deux jours plus tard, du 22 au 26 avril, auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes.

En outre, 60 % des sondés (au lieu de 59 %) souhaitent voir M. Rocard jouer un rôle important à l'avenir, seuls 31 % des interviewés (au lieu de 35 % le mois dernier) demeurent sceptiques sur son action en qualité de premier ministre.

A gauche, M. Laurent Fabius, qui conduit la liste socialiste aux élections européennes, enregistre la plus forte progression, en obtenant 51 % d'avis positifs (au lieu de 43 %). C'est la première fois depuis juin 1985 que l'ancien premier ministre dépasse la barre des 50 % d'opinions favorables.

Mme Simone Veil est, pour sa part, toujours en tête des personnalités de droite en rassemblant 52 % de bonnes opinions, en recul de deux points. Son concurrent lors du scrutin du 18 juin, M. Valéry Giscard d'Estaing, tire, lui, profit de sa déclaration de candidature puisqu'il gagne trois points en un mois avec 39 % d'avis positifs. Il devance désormais M. Jacques Chirac (36 %), qui recule de six points depuis le mois dernier.

Le numéro du « Monde » daté 4 mai 1989 a été tiré à 474 224 exemplaires

Le record du navigateur Olivier de Kersauson

« Boucler ou crever... »

Le navigateur français Olivier de Kersauson a établi un nouveau record du tour du monde en solitaire (le Monde du 4 mai). Parti le 28 décembre 1988 de Brest, il y est revenu, mercredi 3 mai, après cent vingt-cinq jours et dix-neuf heures de course, marquées seulement par deux escales en Argentine et en Afrique du Sud. Il a ainsi amélioré de quatre jours le record établi en 1987 par Philippe Monnet. Une revanche pour ce navigateur fort en gueule et haut en couleur.

BREST de notre envoyé spécial

Les navigateurs de retour au port ressemblent aux boxeurs à l'issue d'un combat. Pour bien les comprendre, un gros plan vaut mieux que tous les discours. Ces gueules-là ne savent pas mentir. Elles sont franches et sincères. Mercredi 3 mai à 11 heures, lorsque Olivier de Kersauson a mis pied à terre, après cent vingt-cinq jours et dix-neuf heures de course autour du monde en solitaire, son visage à lui seul racontait l'aventure. Des joies. Des souffrances. Un exploit.

Des yeux cernés, des mèches de cheveux rebelles, raidies par l'eau salée... Autant de témoignages des mois passés à affronter les océans. Des souvenirs de ces jours sans repos où la fatigue même parfois aux frontières du délire, au rythme des vagues qui viennent se briser sur les flots d'un autre regard (trima-tant de 23 mètres de long). « On se croit seul, mais ça fait du bruit, la mer », note aujourd'hui Kersauson. Il se souvient aussi de ces nuits sans sommeil, à craindre le « grand plongeon », barnaché dans une combinaison de survie, perdu au cœur du terrible Pacifique sud : « Là, j'ai dérivé... »

Une peau brûlée par le soleil, des lèvres gercées à force d'être restées closes... Là encore, l'exploit solitaire se devine sur le visage du navigateur. Pendant un peu moins de cent vingt-cinq jours, il a été seul. Avec lui-même. Avec un bateau, une bouteille de rhum (« pour les moments

de déprime ») et un objectif : « boucler ».

Régulièrement, il s'accrochait tout de même un appel radio à sa femme, Caroline, restée au pays. Il appelait également Claude Fons, responsable de la station météorologique de Brest-Guipavas devenu « routeur » (chargé de le conseiller à distance comme recteur de la météo, en fonction des prévisions météo) pour l'occasion. Un acteur essentiel dans ce tour de la planète. Un soir, entre deux tempêtes, Olivier de Kersauson, a appelé son épouse et lui a supplié : « Téléphone à Fons, vite ! Dis-lui que je t'aime, que je t'adore ! Je suis incapable de le lui dire... Il me guide, il est mon seul espoir, ma vie dépend de ça mec... je t'aime ! »

« Le plus beau métier du monde »

A l'heure du champagne et des félicitations, le navigateur semble encore engourdi par le trop-plein de solitude. Incapable d'exprimer « à chaud » ses premières impressions, il s'excuse auprès des journalistes : « Désolé les gars, je ne suis pas composable ! Je suis comme un poisson qui vient d'être pêché, trop frais et pas encore vidé, je bouge encore. Que voulez-vous que je raconte ? J'ai vécu de grands moments. J'exerce le plus beau métier du monde. Il prend beaucoup, mais apporte énormément. Au total, ça fait des vies magnifiques. Non ? Je repartirai pour la prochaine Route du rhum ! »

« L'Amiral » — surnom que lui ont attribué ses compères des « grosses têtes » — savoure son succès à la manière des gens de la mer, avec des mots simples et des sourires discrets. Ce tour du monde était pour lui une façon de se prouver à lui-même et surtout au milieu de la voile qu'il n'était pas devenu, à quarante-cinq ans, un marin d'eau douce, plus à l'aise dans les soirées parisiennes et sur les ondes qu'à la barre d'un voilier. Mission accomplie. Même si à d'arrêter à deux reprises (Le Cap en Argentine) pour « soigner » son bateau. Désormais, il ne vivra plus sur son passé d'ancien coéquipier d'Alain Colas ou d'Eric Tabarly, de navigateur talentueux,

reconverti amateur public. « Je crois qu'il aurait préféré y rester plutôt que de ne pas gagner son pari. C'était boucler ou crever », note son épouse. Pourtant, d'autres soucis l'attendent sur le « plancher des vaches ». Il est, en effet, en procès avec M. Patrick Dubourg, un homme d'affaires bien connu du milieu de la voile, qui était, à l'origine, chargé d'assurer la promotion de ce tour du monde et de démarcher différents partenaires (budget estimé à 3,5 millions de francs). Le navigateur l'accuse de ne pas avoir respecté ses engagements et le suspecte d'avoir détourné des fonds qui lui étaient destinés.

En dépit de ce conflit, « l'Amiral » avait tout de même largué les amarres le 28 décembre 1988 à 11 h 52. Mais comme son bateau était sous la menace d'une saisie, il avait dû payer certains fournisseurs avec ses derniers personnels, notamment grâce à la vente d'un petit immeuble lui appartenant à La Trinité-sur-Mer. Au total, alors que certains fournisseurs n'ont pas encore été remboursés, il aurait dépensé plus de 1,6 millions de francs de sa poche. Son épouse certifie que « toutes ces histoires lui ont souvent gâché la vie tout au long de son périple ». Mais son fils, Arthur, neuf ans, conclut : « Papa, il a prouvé que même si on est fauché, on peut atteindre son but si on le veut vraiment ! »

PHILIPPE BROUSSARD.

La municipalité de Mexico licencie 23 000 employés des transports pour grève illégale. — La municipalité de Mexico a décidé, à la suite d'une grève des conducteurs de l'entreprise publique d'autobus Ruta-100, de licencier mercredi 3 mai, de mettre fin au contrat de tous les employés de cette entreprise, soit environ vingt-trois mille personnes. Cinq cent quatre-vingt-cinq salariés ont été licenciés, soit 50 % de leurs salaires. Ce mouvement, qui avait auparavant été déclaré illégal par la justice, a privé de moyens de transport quelque sept millions d'habitants de Mexico et de sa banlieue. — (APF.)

مكتبة المجلد